

Le numéro : 35 F

Bimestriel n° 107 – 18e année – septembre-octobre 1999





GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 107
septembre-octobre 1999

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 02.32.33.22.33

Directeur de la publication :
Georges PELLETIER

Secrétaire de rédaction :
Claude VIRLOUVET

Avec la collaboration
pour ce numéro de
J.M. BERGOUGNIOU
E. et Y. BRÈS
E. COMMUN
L. DOUSSIN
C. JACQUIER
J.J. LEDOS
A. LORRY
F. MASANÈS
J. PAPP
G. PELLETIER
A. SIMON

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 01.40.24.21.31

Imprimé en France

Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

Tous les jours, à la même heure, le *Concorde* passe dans le ciel normand.

- Je vais vous étonner, me dit un ami, mais lorsque j'entends le bruit d'un avion, la peur m'envahit. Vous êtes le premier à qui j'en fait l'aveu.

Puis, comme pour se justifier, il poursuit :

- Une nuit de juin 1944 - huit jours après le débarquement des alliés - mes parents surgissent dans ma chambre : "Les bombes, me crient-ils, descends vite à la cave !"

Outre le vrombissement régulier des bombardiers auquel nous étions habitués, le bruit assourdissant ne nous laissait aucun doute, cette fois *c'était pour nous.* D'abord lointain le roulement se rapprochait au point de faire vibrer notre maison. Puis, au plus fort des secousses, dans un vacarme indescriptible, on vit les murs bouger, puis la maison tanguer comme un navire en perdition... Nous étions alors sûrs de mourir, et spontanément nous nous jetâmes dans les bras l'un de l'autre pour nous dire adieu.

Enfin, à ce carnage succéda un silence absolu.

Le manège avait duré vingt minutes. Heureux de nous en tirer sains et saufs, nous avions hâte de sortir de notre abri.

On parle beaucoup, en cette fin de siècle d'apocalypse ; j'ai l'impression de l'avoir vécue ce jour-là. Beaucoup de poussières, des ruines, des trous béants, et puis de la boue, partout de la boue, à cause des canalisations rompues...

J'avais 18 ans. On me chargea de trouver de l'eau pour ceux qui s'occupaient des blessés. Je vis beaucoup de morts qu'il m'arrivait de reconnaître (on en dénombra 220 dans le quartier). Partout des blessés au regard hébété... Devant tant d'horreur, mon corps se figea. Je ne pouvais plus bouger, plus parler. J'étais littéralement tétanisé. Je devais perdre, à jamais, la gaieté de mes 18 ans.

Ce n'est que le lendemain que j'appris que la gare, distante de 500 mètres à vol d'oiseau avait été détruite. Trois jours plus tard, les trains circulaient normalement.

Durant toute ma vie, 55 ans après, encore, il m'arrive dans des situations difficiles de me retrouver complètement tétanisé, comme à l'aube de ce jour cauchemardesque. Et, comme je vous le disais, dès que j'entends le bruit d'un avion, la peur m'envahit toujours.

- Une simple question : en voulez-vous à ceux qui vous ont agressé ?

- A vrai dire, je n'y ai jamais songé. Par contre, à dater de ce jour, je fus plein de compassion pour les futures victimes des "forteresses volantes" même si je savais que les bombes qu'ils transportaient étaient destinées aux "ennemis" allemands.

Si je vous raconte cette histoire - véridique - c'est pour informer ceux pour qui la guerre aérienne n'est qu'une simple riposte, destinée à faire régner le droit. Sous les bombes il y a les civils, totalement irresponsables. Certains meurent, d'autres sont blessés, et ceux qui en réchappent sont traumatisés à vie.

Cette guerre inhumaine, destinée soi-disant à amener la paix, ne fait que semer la peur, et comme chacun le sait, la peur engendre la haine.

Est-ce le but recherché ?

Naïfs, nous sommes persuadés que la paix ne peut éclore que dans le bonheur et la joie de vivre.

Nous y croyons fermement.

Gavroche

P.S. N'hésitez pas à nous adresser vos témoignages vécus ou recueillis. La tragédie de ces civils innocents doit être entretenue dans la mémoire collective.

A NOS ABONNES

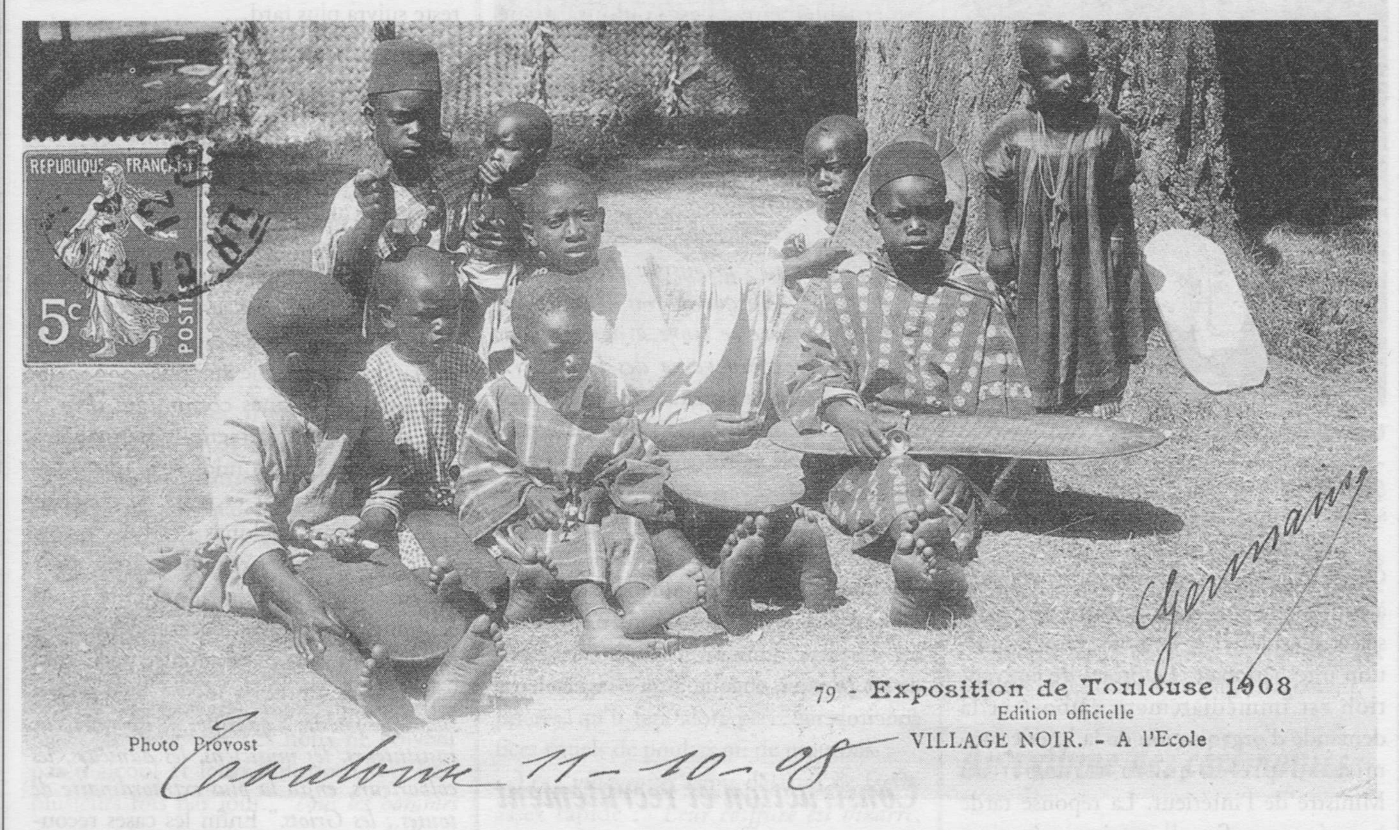
Comme chaque année, maintenant depuis trois ans, nous faisons appel à votre compréhension pour renouveler spontanément votre réabonnement pour l'année 2000. Ce système nous a permis de réaliser des économies en nous évitant ainsi des relances coûteuses et fastidieuses. Notre tarif reste inchangé, soit 170 francs.

Les abonnements, dans leur majorité, ne prendront fin qu'avec le prochain numéro, le numéro 108. Vous pourrez donc nous adresser votre règlement à partir du mois de novembre. Cet appel est destiné à nous prévoir dans votre budget !

Avec nos remerciements

Gavroche

Le Village noir
à l'Exposition de Toulouse en 1908



Les nombreuses expositions du début du siècle en France profitent de l'importance de l'empire colonial français pour satisfaire un goût pour l'exotisme toujours plus développé de la part du public. Des villages, dans lesquels s'installe une population "indigène", sont recréés en France, à l'image de celui de Toulouse en 1908.

Il est des manifestations qui restent dans la mémoire collective d'un pays. L'exposition coloniale de 1931 est certainement l'une d'elles. Elle sût faire rêver des Français prêts à s'émerveiller devant palmiers, broderies et cuisine exotique, mais aussi faire découvrir aux colonisés leur identité, le vent de la liberté et de leur indépendance.

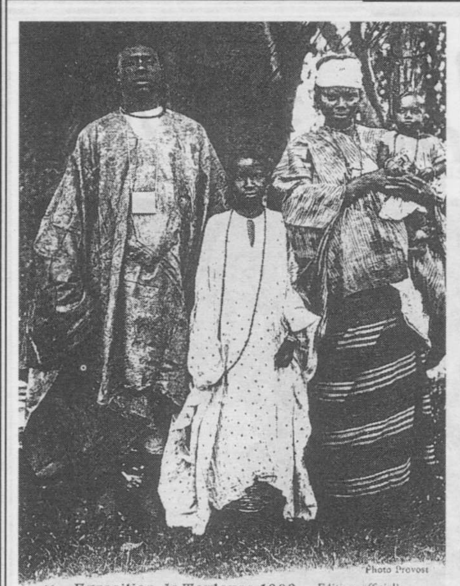
Sous prétexte d'ethnologie, les organisateurs de spectacles proposent depuis les années 1880 des attractions exotiques souvent dénommées *village sénégalais* ou *africain*, où des "*villageois*" sont "*importés*" du Sénégal, du Dahomey, du Congo pour y être présentés. Zoo humain, sujets ethnographiques, attractions commerciales? Nous allons essayer de fournir les éléments afin que chacun puisse répondre à ces questions.

L'exposition de Toulouse se situe dans la lignée des expositions du début du siècle. Jean Alfred Vigé est un homme connu du milieu, du moins son papier à entête l'affirme-t-il. Son expérience daterait de 1862… année de sa naissance à Saint André de Cubzac! Organisateur de spectacles depuis 1898 à Rochefort, on le retrouve à Poitiers, Lille, Reims, Nantes, Orléans et Angers en 1906. Une exposition vient-elle de démarrer qu'il démarche quatre ou cinq villes pour préparer la suivante.

Toulouse semble la ville pouvant se prêter le mieux à une nouvelle exposition ; aussi en propose-t-il l'organisation à l'occasion des réunions du conseil municipal des 12 septembre et 15 novembre 1906. Il utilise des arguments sociaux pour emporter la décision : l'hiver 1906-1907 doit amener un chômage important en ville. L'emploi des Toulousains à la réalisation de l'exposition pourra donc permettre de résorber en partie ce chômage. L'activité économique devra en sortir fortifiée par l'importance du nombre des exposants français et étrangers et ainsi permettre une mise en valeur des productions locales.

Un deuxième argument est utilisé : l'hôpital de Toulouse ne répond plus aux besoins de la population, la ville ne peut en réaliser un nouveau. La meilleure solution serait de financer conjointement le projet à hauteur de 500 000 F, par annuité de 25 000 F avec la Commission administrative des Hospices qui pourrait alors rétrocéder à la ville les bâtiments et terrains de l'ancien Hôtel-Dieu. Le projet est estimé à un million de francs et les capacités financières en ce début de siècle sont limitées, le recours à l'emprunt ne semble pas envisageable. Vigé va donc proposer la création d'une loterie de 3 millions de francs qui pourrait permettre de trouver le financement sans avoir recours à l'impôt. Les bénéfices seraient partagés par moitié entre la ville et l'organisateur.

Le conseil prudent considère qu'une clause doit prévoir que "*si la loterie n'était pas autorisée, les travaux que M. Vigé aurait cru devoir engager resteraient à son compte…*", de même dans le cas de retard de l'approbation administrative. Le conseil aborde alors l'opportunité de demander une caution de 10 000 francs à Vigé. "*Du moment que ce n'est pas nous*



Une famille sénégalaise

qui payons, nous pouvons être d'accord, s'exclame alors l'un des conseillers."

Finalement, le 19 novembre, le Conseil municipal autorise enfin le maire à concéder à Vigé l'autorisation d'organiser et d'exploiter à Toulouse une exposition internationale. Le projet de convention est immédiatement élaboré et la demande d'organisation de la loterie soumise au préfet qui la transmet au Ministre de l'intérieur. La réponse tarde à venir, et enfin elle arrive, négative. Tout l'édifice financier s'écroule, l'exposition ne pourra avoir lieu... en 1907.

Un nouveau projet modifié est présenté au Conseil municipal du 13 juillet 1907. La Commission des grands travaux reprend les arguments déjà soutenus l'année précédente et Vigé emporte la décision. Constituer un comité d'honneur lui est facile : il comprendra le préfet, les sénateurs et députés, les maires et personnalités locales, Carpot, député du Sénégal et L. Angrand, adjoint au maire de Gorée.

Un règlement général à l'intention des exposants fixe les conditions d'installation, les prix de location et des services. Tout ce qui doit être payé y est recensé.

Les travaux commencent, les bâtiments sortent de terre. Les charpentes et la menuiserie n'occupent qu'une très faible partie d'ouvriers de Toulouse, les travaux de sculpture, moulures et peinture sont confiés à des ouvriers de Bordeaux. Le conseil demande à Vigé de respecter ses engagements. Peine perdue!

Dans le même temps, l'exclusivité des cartes postales de l'exposition est vendue à Provost, photographe à Toulouse, contre espèces sonnantes et trébuchantes, alors que des contrefaçons et des cartes pirates sont publiées. Vigé dénonce ce fait et menace les éditeurs dans *la Dépêche.*

"Chacun prédisait, à ce moment-là, que l'exposition de Toulouse échouerait lamentablement". Les Toulousains ne semblent pas croire à la réussite du projet. Rien n'était prêt. Ce n'est que le 24 avril que *la Dépêche* nous apprend qu'une des attractions les plus intéressantes de l'exposition sera le Village noir. Quatre-vingt-dix-huit indigènes seront présents. "*Le visiteur pourra étudier la vie simple, les mœurs primitives des indigènes du centre de l'Afrique, parmi lesquelles un certain nombre se livre à des travaux remarquables ; on verra des bijoutiers, tailleurs, cordonniers, tisserands, sculpteurs...*". En ce début de siècle, les "*Indigènes*" se voient refuser le droit de se rendre en France (1) et il a certainement fallu du temps et de l'argent pour que Vigé obtienne du Gouverneur les autorisations. La complicité du député et des maires de Gorée, Saint-Louis ou Thiès a été certainement monnayée : ils viendront presque chaque année visiter leurs concitoyens!

Construction et recrutement

Des rumeurs circulent déjà dans Toulouse, le journaliste, sous la dictée de Vigé rajoute : "*Comme on ne critique généralement que les choses utiles, des gens qui se croient bien renseignés ont émis gravement l'opinion que les futurs habitants du Village noir pourraient bien être originaires de Montmartre ou de la Villette ; que ces esprits chagrins se rassurent, car ils verront des nègres bon teint arrivant en droite ligne du centre africain*".

Ce même jour à Dakar la troupe embarque sur le paquebot *Stamboul* pour arriver à Marseille le 3 mai. En réalité, une quarantaine de membres débarque à Sète et arrive à Toulouse le 5 mai. Le reste suivra plus tard...

Dans l'enceinte de l'exposition, le village s'établit à l'abri d'une palissade qui ne pourra être franchie que par le paiement d'un droit d'entrée. L'entrée à l'exposition ne comprend pas sa visite. Au centre, une grande case commune où l'ensemble des "*villageois*" se retrouve et présente les spectacles, juste à côté de la mosquée qui permet aux "*mahométans*" de se réunir pour la prière et de l'école où le marabout enseigne aux plus jeunes villageois. Les cuisines communes restent une des grandes attractions journalières avec les repas pris à midi et le soir. Une factorerie, entrepôt et sorte de magasin épicerie, vend quelques produits tropicaux. Tous les corps de métier sont représentés et travaillent dans leurs échoppes : bijoutiers, cordonniers, tisserands, tailleurs, dessinateur, pêcheurs, vanniers, sculpteurs, même les "*professions que j'hésite à qualifier de libérales : les instituteurs, les musiciens, les danseurs, les colporteurs, enfin la plus extraordinaire de toutes : les Griots.*" Enfin les cases recouvertes de chaumes permettent aux familles de s'abriter. Une pancarte peinte en interdit parfois l'accès. Comme les autres sites, "*les habitations habituelles des Sénégalais, chez eux, ressemblent peu à celles que l'administration de l'Exposition a mises à leur disposition : ces dernières sont des palais à côté des premières, qui sont en terre battue et recouvertes en chaume ou en palmes. Leur mobilier est identique à celui de leur pays : un lit bas et dur, couvert de*



nattes, une malle et un certain nombre de calebasses, qui servent indifféremment à la cuisine ou à la toilette" (2). Le village devient une cité de chez nous, adaptée au climat...!

Chef du Village, Jean Thiam est né à Gorée en 1867. Citoyen français, ancien militaire, bijoutier horloger dans sa commune natale, il s'est déjà impliqué dans la vie politique comme conseiller municipal à compter de mai 1904 puis peut-être même comme adjoint au maire. Les journaux précisent qu'il était Chevalier de l'Etoile du Bénin, Chevalier du Mérite agricole, titulaire des Palmes académiques et de la croix rouge d'Espagne. Présent à Reims, Nantes, Orléans et Angers les années précédentes, il était avant tout le sergent recruteur de la troupe. La majorité des participants seraient français de plein droit, originaires des quatre communes de plein exercice (3).

Et il ne recrute que des hommes beaux, grands et robustes et les femmes présentent une physionomie "très régulière".... Ils sont tous d'une grande sobriété et respectent rigoureusement les règles de l'hygiène. Les noirs ne boivent pas d'alcool et leurs ablutions ont lieu plusieurs fois par jour. "*Tous les hommes prennent leur bain le matin avant d'aller à la mosquée puis vient le tour des femmes et des enfants.*"

Au sein du village, un ordre strict règne et un règlement intérieur régit les faits et gestes des "*villageois*". Ils doivent participer aux manifestations et fêtes officielles - fiançailles, mariage, naissance - en plus de leur activité journalière de cuisinière, bijoutier, pêcheur ou tisserand. Ils doivent correspondre à l'image que les visiteurs se font d'eux de manière à présenter un raccourci de la vie sociale et religieuse sénégalaise, "*où se manifeste librement leur nature primitive et exubérante*".

Les festivités et les réjouissances sont soigneusement planifiées et marquent la vie de l'exposition en un saisissant raccourci de la vie de la brousse, sans pour autant se soucier de respecter le calendrier. Qu'importe que Pâques se situe entre Noël et le Jour de l'an. Qui se souciera parmi les visiteurs que les fêtes musulmanes se situent systématiquement le dimanche, le 14 juillet ou le 15 août... Pour l'année 1908, l'*Ashoura* (4) était le 14 février, la fin du Ramadan ou fête de la *Korité* le 28 octobre et enfin la *Tabaski* ou *Aïd el Kébir* le 4 janvier 1909... donc toutes en dehors de la période de l'exposition. Le marabout en est souvent l'acteur



26. - Exposition de Toulouse 1908. - Edition officielle
VILLAGE NOIR - Groupe d'Indigènes Photo. Provost

principal, l'intermédiaire entre dieu et les hommes, chargé de l'enseignement du Coran et de l'enseignement à l'école coranique où les enfants apprendront les préceptes de la religion musulmane. Au Sénégal, les études durent environ 7 ans, les élèves doivent apprendre par chœur les versets qu'ils transcriront en écriture arabe sur des tablettes de bois. Le marabout accompagnera toutes les cérémonies de ses prières, qu'il fera alors précéder de sacrifices rituels de poulets ou de moutons.

Les "*villageoises*" sont décrites de façon assez rapide : "*Leur coiffure est bizarre, formée d'une multitude de petites nattes rondes, menues et tremblotantes comme des franges d'épaulettes,... Elles sont vêtues d'un boubou flottant...*" Il insiste entre autres sur la propreté des Sénégalais. "*Ils entretiennent leur peau en l'oignant de pommade plus ou moins parfumée ou tout simplement de beurre de Karité...*".

Outre les fêtes religieuses, les fêtes familiales telles les naissances, le mariage sont des événements importants dans la vie du village, qui donnent lieu à des fêtes importantes et une occasion de mettre en scène le groupe folklorique. Dans toutes les expositions, il y a naissance d'un enfant. Vigé a donné pour consigne à son recruteur d'embarquer une, voire plusieurs femmes enceintes afin qu'elles accouchent durant l'exposition, de préférence en fin de séjour afin de relancer la fréquentation par un nouveau pôle d'intérêt. Mais à Toulouse, la naissance semble venir trop tôt :

"*N'attendant pas l'ouverture de l'exposition, le village noir vient d'être augmenté d'un pensionnaire, Fatma Ouda, femme de Guedj Diaye a mis au monde un petit garçon du nom d'Alfred-Jean Diaye.*" Le 12 mai, cette naissance sera enregistrée sous le numéro 1022 à l'état-civil de Toulouse.

Les critiques concernant l'ouverture de l'exposition vont bon train, *la Dépêche* pose une grande question en commençant sa chronique par "*Il faut qu'une exposition soit ouverte ou fermée*". L'exposition a l'air d'un appartement dont les locataires viennent de prendre possession, où les meubles ne sont pas disposés et où traînent partout les pailles, les papiers et les caisses du déménagement.

Au rythme des cérémonies

L'Inauguration a enfin lieu le dimanche 24 mai sous la présidence effective du ministre de l'agriculture Ruau qui après avoir été reçu à la Préfecture gagne en landau l'exposition. Leygue, le maire et Vigé l'attendent à l'entrée principale. Les pompiers forment la haie.

"*J'ai inauguré tant d'expositions,* déclare le ministre, *que je ne pouvais point venir à Toulouse sans inaugurer celle-ci... J'espère, Monsieur le Directeur, que ma visite vous portera bonheur. Sans doute votre exposition n'est-elle pas encore tout à fait prête; une exposition n'est jamais prête à la date fixée. Mais nous pourrons, néanmoins, j'en suis sûr, en admirer l'agencement général et en présager le succès*". Le journaliste du *Rapide* s'amuse par la suite à narrer la visite par le menu... "*A chaque instant les fonctionnaires perdent leur ministre qui les devance avec une vertigineuse vitesse*". "*Avant de parvenir au Grand-Rond, il faut faire halte devant les nègres soudanais, en grande tenue, et ma foi, fort curieux à observer. Ils acclament le ministre et crient Vive la république! Vive la France! Vive le Sénégal! Leur chef en gants beurre frais, vêtu d'une belle robe jaune, rehaussée de la croix du mérite agricole et d'autres décorations fait un discours à Monsieur Ruau,*

prend un drapeau tricolore, puis, nègres et blancs se joignent au cortège pour continuer la visite".

Au Grand-Rond, la musique de l'artillerie joue la Marseillaise au moment où le ministre traverse le jardin débarrassé de sa palissade. Et c'est au galop qu'on parcourt toutes les parties de l'exposition... Au Village noir, un divertissement est donné ainsi qu'un *couscous* sénégalais. La soirée se termine par un *Tam-tam.*

L'attraction sera sans conteste le baptême du "*négrillon*". La cérémonie se déroule le dimanche 31 mai selon le rite musulman et sera l'occasion d'une grande fête. Le programme comporte dès 10 heures la toilette de l'enfant par le marabout, puis un grand défilé suivi du sacrifice du mouton et des ablutions du nouveau-né. Des danses, des distributions de gâteaux traditionnels se succèdent au cours de l'après-midi. En soirée, après la prière à la mosquée, un grand "*couscous*" est servi.

Le Rapide le 13 juin et *La Dépêche* le 15 juin annoncent la fête de la *Korité* (5). Selon le rite mahométan, le matin à 10 heures, "*le chef et le marabout reçoivent les félicitations de la tribu*", l'après-midi semble consacré à la danse des jeunes filles et des griots. Le soir il est prévu une retraite aux flambeaux à partir de 8 heures et demie.

Les efforts de Vigé

Quand les fréquentations baissent, un article plus long qu'à l'accoutumée invite les lecteurs à observer des races africaines inconnues dont les mœurs se révèlent par le suivi de leurs activités journalières. "*Il nous devient possible d'affirmer toutes les difficultés qu'ont eu à vaincre ceux qui furent chargés d'introduire dans ce pays notre civilisation ainsi que les résultats qu'ils ont obtenus*". Puis le journaliste - mais ne doit-on pas voir Vigé derrière lui? - vante les capacités de Jean Thiam a avoir su "*réaliser un ensemble ethnique intéressant*". "*Physiquement, les hommes sont beaux, grands, robustes, et si chez les femmes les traits du visage ne répondent pas à notre idéal de beauté, du moins présentent-elles une physionomie très régulière...*"



Femmes Laobé

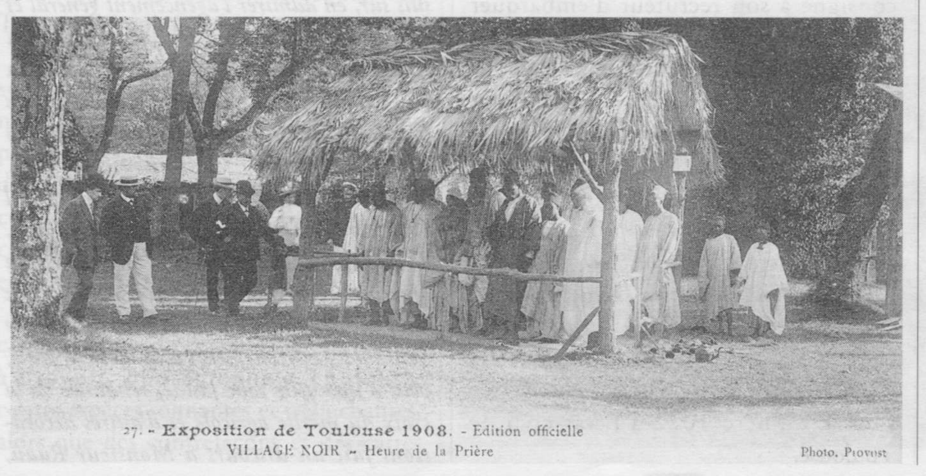
L'état de santé du groupe préoccupe la presse. "*Nos idées ont été faussées par des récits plus ou moins fantaisistes...*". Au cours des expositions précédentes, la rumeur laissait entendre que les noirs étaient malades, que ces maladies présentaient des risques pour les populations françaises, d'ou la convention qui prévoyait même une visite médicale journalière. Des mises au point furent envoyées aux journaux. Ne sommes-nous pas, là encore, en présence d'une manipulation de Vigé? Ouvert depuis deux mois, la fréquentation du village diminue. N'est-ce pas là une nouvelle opération publicitaire bien menée? (Vigé, c'est certain, n'avait guère de scrupules.)

Pour le 14 juillet, Le Rapide annonce l'ouverture en soirée du Grand-Rond au public. Des réjouissances sont par ailleurs prévues au village sénégalais. Le 19 juillet se déroule l'*Assaka* ou remise de la dîme au Marabout. Chaque habitant apporte le dixième de sa récolte au marabout; en contre partie, celui-ci se voit chargé d'assurer l'existence des malheureux et des étrangers. Il se charge des inhumations. Cette fête donne l'occasion de grandes luttes traditionnelles. Les documents retrouvés à Toulouse ne permettent pas de savoir si des luttes ont opposé les habitants du village aux sociétés de lutte toulousaines. Des cartes postales, notamment à Angers, illustrent ces combats. Les vainqueurs sont salués par des coups de fusils.

Malheureusement, le temps n'est pas de la partie pour ce dimanche : "*Le directeur de l'Exposition avait annoncé pour la journée de dimanche un sensationnel festival au village nègre et au kiosque du Grand-Rond. Une imposante fête de nuit devait clôturer le divertissement. Hélas! trois fois hélas! par la faute du préposé aux célestes cataclysmes (vraiment depuis le commencement de l'été il abuse de nos parapluies et de notre patience!) le festival noyé par une pluie diluvienne, s'est presque dès le début, terminé si j'ose m'exprimer ainsi en queue de poisson. Je ne parlerai pas de la fête de l'Assaka ou fête de la dîme au village nègre. L'a suivie qui l'a pu sous le fallacieux abri des arbres du Jardin des plantes : offrande de la dîme au marabout... avaient attiré des curieux plutôt rares et la recette a du être maigre dans le camp des noirs*".

Le village connaît une nouvelle naissance. A 10 heures, enregistré sous le numéro 1546, naît Jean N'Doye à la Grande Allée de l'Exposition. Il est le fils de "Balla" N'Doye, cultivateur âgé de 22 ans et de "N'Lella N'Doye" âgée de 18 ans. Les témoins sont Camille Lebrère et François Benga, étudiant à Montpellier. Le mauvais temps, le froid, la pluie s'en mêlent et le 22 juillet 1908, le jeune Jean N'Diaye décède, âgé de 2 jours (6). Des cérémonies ont certainement marqué cette triste occasion mais nous n'avons pas trouvé trace d'une exploitation commerciale de cet événement par Vigé!

Vigé va organiser un concours de photos. Contre le versement de la somme de 1 franc, les concurrents reçoivent deux entrées gratuites à l'exposition ainsi que deux entrées pour le village noir.


27. - Exposition de Toulouse 1908. - Edition officielle
VILLAGE NOIR - Heure de la Prière
Photo. Provost

Le cynisme de Vigé va très loin. Le 26 juillet au Village noir, il organise un spectacle intitulé : "Un épisode de la guerre au Soudan". Les sofas de Samory ou d'El Hadj Omar contre les tirailleurs sénégalais… A Reims, il n'avait pas hésité à programmer un marché aux esclaves. Sont donc prévus au programme l'attaque d'un poste au Soudan, grand combat entre différentes tribus "Sérères et Baols", les prisonniers, la rançon, enlèvement des femmes et exécution des otages.

Le 9 août est organisée la fête du "*Boukari*" avec le soir une nouvelle retraite aux flambeaux. Le programme de la journée semble toujours le même avec les visites au chef et au marabout, le couscous, le défilé, le salam à la mosquée et la retraite aux flambeaux.

Le 18 août, c'est l'annonce du mariage de Ballo Thiam et d'Abibou Sow. Nous allons pouvoir nous rendre compte que Vigé ne laisse rien au hasard. Les informations contenues dans les journaux reprennent des textes rédigés par Vigé. Certains sont retouchés, d'autres sont publiés dans leur forme originale, le texte de Toulouse reprend presque mot pour mot le texte d'Angers…

"- Or, comme je déambulais hier soir au village noir, mon ami Demba Gueye m'a dit : - "Tu sais, Ballo Thiam épouse Abibou Sow?" Je fus vivement intéressé par cette nouvelle; le village était en l'air, les femmes écrasaient avec ardeur le couscous sénégalais, cependant que sur le pré séchaient les blancs boubous et déjà l'épithalame retentissait autour des tambourinaires.

- "Ils s'étaient promis depuis longtemps au Soudan ajouta Demba Gueye : ça leur est venu comme ça, sous les palmiers, en écoutant rugir le lion au loin dans la nuit; moi ça ne m'est jamais venu";



Et Demba dans une nuance de mélancolie tira lentement une petite fumée bleue de la cigarette que je lui avais tendue. C'est un sentimental, et je suis bien sûr qu'en me disant cela il me cachait au fond de son mystérieux Soudan quelque idylle très tendre et peut-être aussi très triste. Ainsi, amis lecteurs, Ballo Thiam et Abibou Sow se marient."

Le 23 août est organisée la fête de Gamo, on précise les danses qui seront interprétées : danse de Gamo, danse du lion, danse des griots, danse du sabre et à nouveau des luttes soudanaises. L'exposition tire à sa fin, mais Vigé joue les prolongations et un nouveau traité est signé avec la ville le 14 septembre. Il prévoit la continuation de l'exposition jusqu'au 14 octobre.

Un bilan mitigé

Le bilan économique est évalué par *la Dépêche* du 12 septembre qui chiffre les postes de dépenses et de recettes. On apprend ainsi que l'installation des bâtiments et pavillons a coûté 170 000 F, que la publicité était évaluée à 28 000 F, les lettres et télégrammes à 3 500 F, les commissions aux courtiers à 8 000 F, l'installation de l'exposition des beaux-arts à 16 000 F, l'électricité, les frais de bureau, de personnel à 25 000 F. Les frais journaliers donnés par Vigé sont de 625 F par jour soit 75 000 F. Le journaliste estime le total des dépenses à 325 000 F. Il ajoute 7 000 F d'orchestre soit un total de 332 000 F.

Les exposants ont acheté leurs places 180 000 F, la publicité a rapporté 12 500 F et les abonnements 41 000 F. Les entrées rapportent 1 800 F par jour (selon Vigé) soit 216 000 F. Le total des recettes se monterait à 448 500 F laissant un bénéfice de 116 500 F auquel il convient d'ajouter la part du restaurant du Grand-Rond évalué à 10 000 F, la location des chaises mises gratuitement à sa disposition par la ville, 20 % sur les recettes de Venise, la recette du village noir qui certains dimanches ont fait 1 800 F de recettes et dont le bénéfice net journalier pourrait se monter à 250 F soit environ 30 000 F pour la durée de l'exposition… Le bénéfice de Vigé dans cette opération, toujours selon le journaliste, pourrait être de 150 000 F.

Le journal semble trop préoccupé par les différends avec Vigé pour signaler une nouvelle naissance le 12 septembre. A 9 heures, au Jardin des Plantes est né Abdou Rahmane N'Diaye, fils de Papa Waly N'Diaye et de Ouman Hary Bahoum. La naissance a été déclarée par le Docteur Charrier. Les témoins sont Camille Lebrère, employé âgé de 60 ans et Ibrahim N'Diaye, bijoutier âgé de 26 ans…

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.— AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Du vingt troisième jour du mois de Juillet l'an mil neuf-cent huit à trois heures du soir Décès de Jean N'Diaye, décédé le jour d'hier à onze heures du soir, Grande Allée, à l'âge de deux jours, né à Toulouse y domicilié, fils de Dalla N'Doye, Cultivateur, âgé de vingt deux ans et de N'Della N'Diaye, sans profession, âgée de dix huit ans, mariés

ainsi qu'il résulte du certificat de vérification de Mr le Docteur Médecin V. Bourrely à ce délégué
Témoins domiciliés à Toulouse Camille Lebrère, employé, âgé de soixante ans, sus dite Allée et Ibrahim N'Diaye, bijoutier, âgé de vingt six ans, même Allée, non parents qui ont signé

Constaté par Nous soussigné, adjoint au Maire de Toulouse officier public de l'Etat Civil délégué par lui, lecture préalablement faite aux témoins.

C. Lebrère — I. N'Diaye

Le Maire,

Certificat de décès de Jean N'Diayé

Le 4 octobre, *le Rapide* nous annonce le départ du village noir pour le 10 à destination de Marseille où ils embarqueront sur le paquebot *Thivet* à destination de la côte d'Afrique. Une nouvelle naissance est enregistrée au village le 7 octobre (7) : "*Madiguène M'Baye, femme d'Omar Diop, a mis au monde, hier soir, une belle fille qui prendra le nom de Fatoumata. Monsieur le docteur Landelle a prodigué ses soins à la maman et à la petite toulousaine noire. C'est la quatrième naissance depuis l'arrivée des indigènes à Toulouse et leur départ pour Marseille devant avoir lieu dimanche matin, le village restera ouvert jusqu'à samedi soir 10 heures*". Cette naissance n'est cependant pas la dernière car les registres de l'état-civil de la ville nous apprennent que le lendemain, 8 octobre, naît le cinquième Toulousain noir. Il s'agit d'une fille prénommé Toumba Salle Diagne. Née au Jardin des Plantes, son père Massamba Diagne est un musicien de 40 ans, sa mère Mame M'baye Fall est sans profession et est âgée de 25 ans.

L'exposition a subi les conditions climatiques difficiles, aux environs du 14 juillet les orages et la pluie ont fortement perturbé les manifestations. La mise en place difficile, les critiques et les articles vengeurs de certains journaux, n'empêchent pas que l'exposition soit un succès. Les bénéfices évalués de Vigé le prouvent. Les commentaires de la population toulousaine sont rares en ce qui concerne le village et il est difficile de dire si des liens ont pu se nouer, si des relations, des invitations ont été faites. Ont-ils été un simple objet de curiosité,

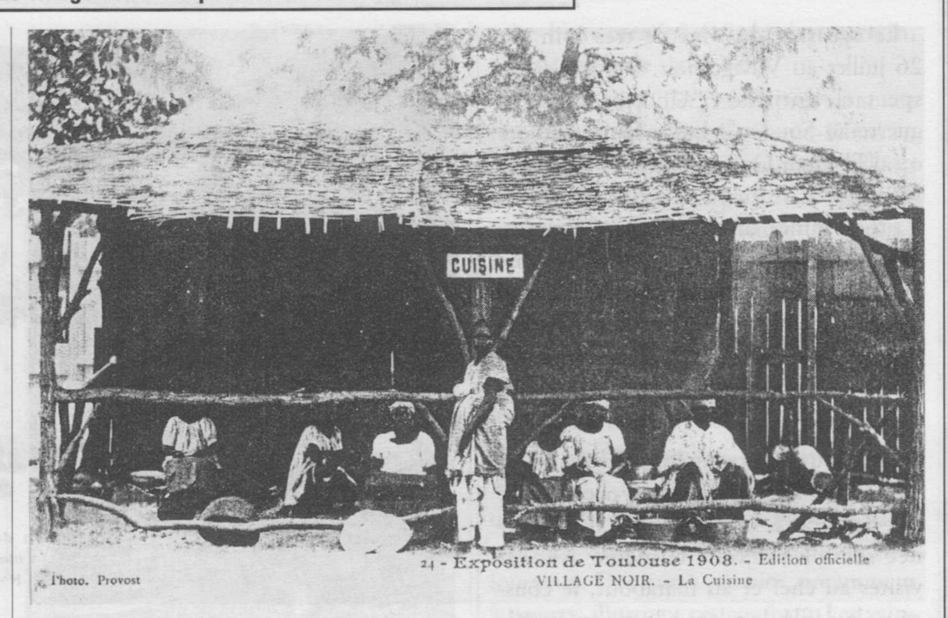


Photo. Provost — 24 - Exposition de Toulouse 1908. - Edition officielle VILLAGE NOIR. - La Cuisine

ou l'objet d'attentions, rien ne permet de l'affirmer ou de l'infirmer. Le Village noir, activité privée de Vigé est l'attraction la plus visitée. Les villageois ont certainement moins gagné que Vigé... Mais que de souvenirs et d'étonnements par la simple édition des cartes postales! Mais derrière cette organisation rigoureuse, derrière cette poigne de fer, c'est bien une part de rêve qu'offre l'organisateur à chaque ville. Rêve pour les Français qui découvrent un monde différent dont la presse et les journaux n'ont souvent fait état que par les conquêtes militaires et les combats. Un monde, peuplé d'hommes qui naissent, grandissent, étudient, vivent et meurent comme tous les autres hommes. Rêve aussi pour les Sénégalais qui découvrent que le "blanc" n'est pas seulement un militaire et un combattant, qu'il peut avoir, lui aussi, femme et enfants et que finalement il n'est peut-être pas le dieu que certains voyaient en lui et qu'il peut lui arriver de tomber sur la tête. On ne pourra que regretter d'avoir entrepris cette étude trop tard... si les jeunes Sénégalais nés à Toulouse vivent encore aujourd'hui, ils ont 91 ans...

J-M Bergougniou

BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTS

Le Rapide année 1907 et 1908;
Registre de l'état civil;
Délibérations du conseil municipal 1906-1907 - 1908
La Dépêche, Le Rapide;
Archives municipales d'Angers
2 F 88-94 : Exposition 1906
Barot (Louis), « Le village sénégalais de l'exposition », *La Revue d'Anjou*, mai-juin 1906;
Archives départementales de Maine et Loire : 12J : Archives Louis Joseph Barot

Autres publications :

Andrault (Jean-Michel) - David (Philippe), « Le Village Noir à l'exposition de Nantes 1904 », Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest ABPO n° 4 1995;

Andrault (Jean-Michel) - David (Philippe), « Le Village Noir à l'exposition de Reims en 1903 », Bulletin de la Société des Amis du Vieux Reims n° 1 décembre 1996;

Bergougniou (Jean-Michel) - Meurillon (Georges), « Le village Noir à l'exposition d'Angers en 1906 », Archives d'Anjou n° 1, décembre 1997;

David (Philippe), « Le Village Noir à l'exposition du Mans de 1911, en histoire et en images »;

David (Philippe), « Les Villages Noirs aux expositions de Brest de 1901, 1913 et 1928 en histoire et en images », Les Cahiers de l'Iroise n° 177 janvier 1998, n° 178 avril 1998.

(1) L'émigration a été réglée au Sénégal par les décrets des 17 juin 1895 et 12 janvier 1897 modifiant les déclarations du 6 août 1777 défendant d'amener en France « aucun noir, mulâtre ou autres gens de couleur de l'un et de l'autre sexe ».

(2) Louis Joseph Barot à propos de l'exposition d'Angers 1906.

(3) Les indigènes des colonies conservent leur organisation sociale, leurs coutumes et leurs lois, notre droit privé ne leur étant pas applicable? S'ils sont devenus sujets français, c'est seulement en tant qu'administrés et contribuables qu'ils sont considérés comme Français, ils ne votent pas. Cependant une assimilation politique se fait pour les établissements de l'Inde et pour les « nègres de Saint Louis et de Gorée ». Depuis l'instruction du 27 avril 1848, le droit de suffrage leur est reconnu dans la colonie. Le texte précisera ultérieurement « aux originaires des communes de plein exercice ». Quatre communes ont été créées par décret au Sénégal : Saint Louis et Gorée en 1872, Rufisque en 1880 et enfin Dakar séparé de Gorée en 1887. Ces communes sont soumises à une législation analogue à celle en vigueur à Saint-Pierre et Miquelon.

(4) Anniversaire de l'ère hégérienne rappelant la fuite de Mahomet de La Mecque à Médine.

(5) Cette fête et la fête de la Tabaski correspondent aux fêtes de l'Aïd-el-Kébir du Magghreb.

(6) L'acte de décès 2 109 porte la mention "fils de Dalla N'Doye et de N'Della N'Diaye"; qu'il est dur d'orthographier ces noms! Le témoin, Ibrahim N'Diaye signe d'une main ferme et assurée prouvant une certaine maîtrise de l'écriture.

(7) Naissance enregistrée sous le numéro 2121 le 7 octobre 1908.

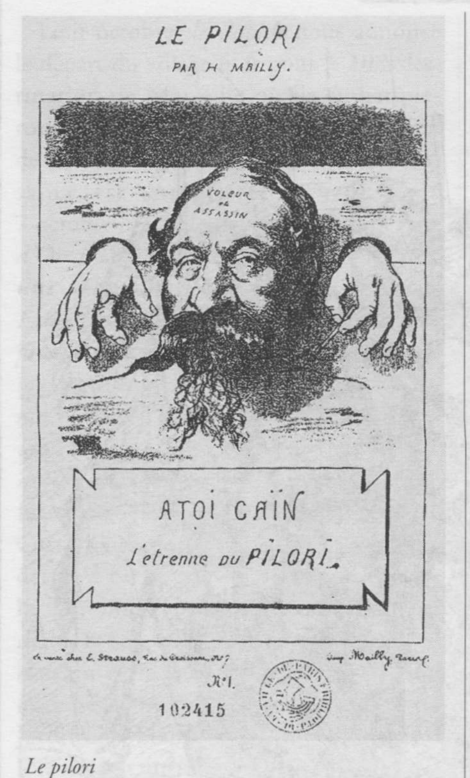


La Barricade

Le Peloton d'arrestation

Réalisme et propagande anticommunarde :
le fichier de Bertall

La Commune de Paris suscita dans les cercles littéraires et par la voie de la presse le plus d'incompréhension et de rancœur parmi les révolutions françaises. L'homme de lettres se signala par son ironie et la virulence de ses propos (1) à l'égard du mouvement insurrectionnel qui s'achèvera avec la répression des troupes versaillaises sous le commandement de Mac-Mahon et orchestrée par Thiers qui assumait la haute direction des opérations. Pour autant les vitupérations ou les offenses d'écrivains et de chroniqueurs ne cessèrent pas avec la Semaine sanglante. Il semble même qu'elles aient redoublé à travers des articles de presse, des récits historiques ou romancés qui évoquent la période des troubles sur un mode revanchard. Parmi cette foisonnante littérature, l'ouvrage de Maxime du Camp, achevé durant le mois d'avril 1877, reste célèbre pour le caractère polémique et réactionnaire de ses invectives. Le prologue résume la teneur de ses attaques lorsque l'auteur aux fins de préserver son lecteur lui épargne le récit d'une réalité si *"monstrueuse"* qui *"révèle des actes de férocité, de débauche, de perversion tellement effroyables"* (2) qu'il préfère taire dans le souci certainement de ne pas se tenir sous l'emprise des passions, *"mais avec la ferme droiture d'un homme auquel les œuvres de la haine inspirent une insurmontable horreur"* (3). Comme pour étayer sa démonstration l'esthète raffiné rappelle néanmoins combien l'insurrection avait pris un caractère disgracieux : *"Toute la ménagerie des passions mauvaises avait brisé sa cage pendant la Commune et, durant deux longs mois, s'est vautrée en pleine bestialité au milieu du bouleversement moral le plus extravagant que jamais l'histoire ait eu à constater"* (4). Ces quelques citations viennent en complément donner un éclairage sur le mode diffamatoire utilisé par des écrivains comme Dumas fils, Ernest Feydeau, Théophile Gautier, Edmond de Goncourt, Francisque Sarcey ou Alphonse Daudet. Colette Becker, à propos de Daudet, évoque la frayeur suscitée par la Commune, à l'auteur des *Contes du lundi* : *"Les termes qu'il utilise pour désigner la Commune sont toujours très violents, péjoratifs : 'émeute', insurrection', 'mascarade', 'la grande bacchanale parisienne'"* (5). Paul Lidsky de son côté signale la férocité du langage et l'âpreté des accusations : muée par une rage vengeresse, la presse conservatrice est animée par la seule volonté de rétablir l'ordre bourgeois, pourtant objet de tant de sarcasmes de la part du monde intellectuel durant le Second Empire. Il établit cependant une hiérarchie de l'engagement anticommunard qui se reflète dans les convictions politiques de chacun.

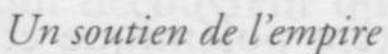


Le pilori

Dans le vaste champ du dessin de presse et de la caricature, la Commune est l'occasion d'un déferlement d'images dont Jean Berleux est le principal historien (6). Michel Troche dans un article qu'il consacre à l'activité des caricaturistes durant la période, place cet engouement pour le dessin de presse dans la lignée des lois qui vers la fin de l'Empire prirent un tour libéral dispensant l'impertinence des humoristes du sacerdoce de la caricature de mœurs. Avec le décret du 17 février 1852, le régime de Napoléon III porte tout particulièrement sa vigilance sur le dessin de presse. Il renforce son contrôle en ajoutant à la nécessaire autorisation du ministère public celle des personnes dont le portrait-charge devait être publié (7). Ce décret dans ses intentions emprunte son arsenal répressif aux lois en vigueur durant la Restauration, il porte un coup définitif à la liberté d'expression favorisant des représentations de bon ton sur la mode et les costumes, des portraits ou encore la politique étrangère du régime impérial. Il faut attendre la proclamation de la République le 4 septembre 1870, deux jours après la défaite de Sedan, et le décret du 10 septembre, pour voir fleurir un nouveau texte abrogeant la surveillance politique de la société. Ce contrôle vigilant se trouve néanmoins rétabli durant l'état de siège par le décret du 18 mars 1871. La censure est définitivement abolie avec la loi du 29 juillet 1881 ; Jean-Yves Mollier nuance : "*... en maintenant un délit d'outrage aux bonnes mœurs, la grande loi libérale conservait une ouverture pour la répression des écrits [...] Un an après la promulgation de cette législation effectivement libératrice [...] une première restriction était apportée. Par la loi du 2 août, le délit d'outrage aux bonnes mœurs par voie de presse, d'affiche ou d'écrit de toute nature est correctionnalisé*" (8), il vise principalement la littérature érotique et pornographique.

La ferveur moderniste

Nous assistons durant les années 1870 et 1871 à une impressionnante multiplication des feuilles volantes, des placards ou des journaux qui s'en prennent à Napoléon III et à ses successeurs : le Gouvernement de la Défense nationale, le gouvernement d'Adolphe Thiers et les membres du gouvernement provisoire, simples sympathisants ou militaires faisant partie de l'armée réfugiée à Versailles. Une des nombreuses séries qui illustre justement cette assimilation entre la famille impériale et la succession politique de Thiers ou de Mac-Mahon, nous la devons aux crayons d'Hippolyte Mailly (9) sous le titre *Le Pilori* (1871) (10). En marge de cette caricature politique assassine où le portrait-charge se révèle une arme redoutable, il perdure une pratique assagie que l'on désigne sous le terme d'illustration de mœurs dans l'esprit des panoramas, des fresques sur la société contemporaine, véritable littérature physiologique à l'instar du recueil *Les Français peints par eux-mêmes* (11). Le nombre des caricaturistes qui s'adonnent à ce type de dessin a nettement diminué ; certains se trouvent confrontés à l'actualité. L'exemple de l'illustrateur Jules Renard dit Draner (12) est éloquent. Comme Cham, tant apprécié durant le Second Empire pour son humour bon enfant (13), Draner réalise des albums sous le nom de *Souvenirs du siège de Paris* ou *Paris assiégé* qui témoignent des aspirations nationalistes et germanophobes de l'époque. Il s'ensuit une sorte de compromis entre un dessin nerveux et léger dans la veine de Daumier, Doré, Johannot, Robida, Gavarni ou Töpffer, et le caractère superficiel dans lequel l'intéressé choisit de maintenir les événements qui se déroulent sous ses yeux et contrastent nettement avec les prises de position radicales de Klenck, Hadol ou Pilotell. Paul Klenk, alias Tapdur ou Filozel, est l'auteur de cette série après le siège de Paris appelée *L'attratyposcope* composée de huit dessins dont quatre, conservés au Musée Carnavalet, sont restés inédits. Il forme une sorte d'antithèse à cette caricature de mœurs au ton badin dont nous évoquions la permanence. Klenck choisit à l'instar de ce dessin : *Un soutien de l'Empire* de parodier les types politiques résolument conservateurs.


Un soutien de l'empire



Dans une veine opposée à celle de ses condisciples, le travail d'un autre caricaturiste qui s'est illustré durant le Second Empire sous le pseudonyme de Bertall mérite que l'on revienne sur cette expression du dessin qui tend progressivement à fonder par son apparente neutralité une espèce de critique inavouée. Précisément elle emprunte le chemin de la modération par l'usage répété de nombreux lieux communs et stéréotypes, qu'ils soient d'ordre littéraire, sociaux ou politiques. Ses seules fins sont de donner une image banale et vulgaire, à l'encontre de l'esprit utopiste et romantique des révolutions, et de conforter, voire d'entretenir ainsi un mode de pensée moyen ou petit bourgeois. Ceci Barthes le recoupe sous la terminologie de *doxa*, qui, en somme, désapprouve toute manifestation immodérée. Il paraît intéressant à côté d'une critique littéraire particulièrement virulente dans le choix de ses formules pour désigner les membres de la Commune de

mesurer les divers ressorts de la critique graphique à travers une suite de planches que l'on doit à la hardiesse de Bertall. Elle est intitulée *Les Communeux de 1871 Types Caractères Costumes.* Éditée dès le mois de juillet 1871, elle connaît un succès immédiat.

Charles-Albert d'Arnoux, prend le nom de Bertall suivant les conseils de Balzac qui lui suggère d'inverser les lettres de son prénom et de s'en servir comme surnom. Ce membre éminent de la noblesse, né à Paris le 18 décembre 1820 et mort à Soyons en 1882 après une carrière bien remplie, se tourne vers l'illustration et le dessin de presse à la suite d'un bref passage dans l'atelier de Drolling. Il fait ses débuts dans *L'Illustration* en 1843 dès ses premières livraisons. Il lui restera fidèle jusque dans l'année 1881. Cet hebdomadaire est du à l'initiative de Jean Paulin, Edouard Charton et Adolphe Joanne (14). Bon nombre de recueils (*La Comédie de notre temps,* 1874-1880, 3 vol.), d'albums pour enfants, d'almanachs ou de romans (Balzac, Dumas, Karr) sont accompagnés de la signature de Bertall. Pendant la Commune, il se distingue en publiant le journal *Le Grelot* dont le rédacteur en chef est Arnold Mortier. Ses bureaux se situent 20, rue du Croissant à Paris ; il fait pendant à *L'Éclipse* (15) avec une caricature en couleurs sur la première page. Violemment anticommunard et républicain modéré, cultivant le paradoxe et victime de la censure après la Commune, Bertall en illustre toutes les premières pages, jusqu'en 1872.

C'est avec plus de mesure et d'une certaine façon d'ambiguïté que s'expriment les positions politiques de Bertall dans la série des *Communeux. Les Communeux,* illustrations politiques et morales, document et brûlot anticommunard, se compose de trente-quatre planches couleurs ; on lui connaît trois variantes qui modifient sensiblement le nombre des illustrations. La seconde édition que l'on ne peut dater avec certitude (1873 ?) comporte en effet quatre planches supplémentaires alors que l'on relève dans les deux dernières parutions le nombre total de quarante dessins. La version anglaise reprend le titre de la seconde édition : *The Communists of Paris. 1871. Types, physiognomies, Characters,* elle remonte à l'année 1873 alors que l'ultime édition date de 1880. À travers les quatre albums, se succèdent nombre de changements qui affectent le sujet, la numérota-

LES

COMMUNEUX

1871



TYPES – CARACTÈRES – COSTUMES

PAR

BERTALL

Couverture de l'édition du fichier de Bertall

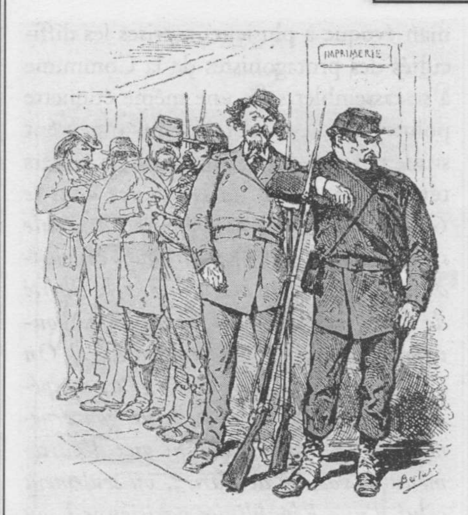
tion ou le titre. On relève également des différences notoires de traitement et de facture à partir d'un même thème. Enfin, l'édition anglaise comporte une introduction ainsi que des notices explicatives pour chaque personnage ou type représenté. Le texte d'introduction rédigé par un observateur de la Commune resté inconnu, souligne la nature originale de la démarche historique et sa nécessaire actualité qui ne s'attache pas uniquement aux grands acteurs et aux grands événements. Le texte d'introduction est emblématique de cette réduction mise en place par Bertall du partisan de la Commune à un type ou à un genre.

Notre approche ne s'arrête pas au commentaire de chaque édition qui serait en d'autres circonstances un outil fécond dans la poursuite d'une étude sur l'œuvre de l'illustrateur, mais au corpus de trente-quatre planches qui fonde la première édition. Cette iconographie concentre l'esprit de la propagande anticommunarde. Une énumération des titres de chaque planche donne une précieuse indication sur le travail de Bertall. Nous l'appréhendons comme une manière de regrouper et finalement d'assujettir les partisans de la Commune, un mouvement effervescent qui, à l'origine, échappe au contrôle des partisans d'un ordre républicain modéré incarné par Thiers, Fabre ou Ferry. Cet album de format grand in-4°, est une manière de stigmatiser "l'insurrection criminelle du peuple de Paris". Elle permet à l'observateur ignorant, crédule ou hostile de limiter ce qui pourtant constituait un foisonnement d'initiatives populaires et qui non sans mal se définissait. William Serman évoque à plusieurs reprises les difficultés des protagonistes de la Commune à se rassembler sous une même étiquette politique et à définir leur rayonnement sur le territoire national. Dès les premiers temps, alors que "*la confiance dans le Gouvernement de la Défense nationale s'amenuise [, l'] idée grandit qu'il conviendrait, pour assurer la victoire et la liberté de Paris, de lui substituer un autre pouvoir, celui d'une Commune [...] On s'interroge sur sa composition et ses compétences éventuelles. Sera-t-elle un gouvernement de la France, dictant aux départements la volonté de Paris ?, ou seulement celui d'une République parisienne ?, ou bien encore un simple corps municipal ? Jouera-t-elle le rôle du Comité de Salut public en 93 ou celui de la Commune révolutionnaire des sans-culottes ?*" (16).

Le 19 mars, alors que le Comité central s'est emparé de l'Hôtel de Ville après la retraite du gouvernement et de l'armée à Versailles, sont organisées des élections municipales qui auront lieu le 26 afin de battre en brèche le pouvoir des anciens représentants nationaux, jusque là simplement mis en cause. Serman rapporte les débats entre les fédérés qui mettent de nouveau en lumière la complexité des enjeux politiques et tactiques de cette consultation populaire : "*Quant à l'Assemblée, coupable de comploter contre la République et de persécuter Paris, on ne lui demande qu'une chose, s'écrie Eudes : 'Qu'elle s'en aille !' Le Comité, précise un autre intervenant, ne prétend pas dicter sa loi au reste de la France : mais Paris ne veut plus subir les plébiscites ruraux' de la*

Garde particulier de Raoul Rigault





Perquisition dans une imprimerie.

province et aspire [...] à se constituer en communes autonomes, avec lesquelles les autres communes républicaines pourraient se fédérer" (17). Le refus de se soumettre aux autorités en place après la guerre de 1870 constitue la spécificité révolutionnaire de la Commune de Paris. Pour le camp opposé, l'amère sentiment de trahison ne fera qu'encourager par la suite la liquidation brutale de ses représentants (18). Il qualifie déjà cette révolte de sécession de Paris, d'insurrection aux mains des anarchistes ou de guerre civile.

Une expression trop crue de cette insoumission pouvait de même choquer le bourgeois, ce que Bertall, en possession des outils de l'historien et du chroniqueur, n'eut pas de mal à comprendre, d'autant plus que *Les Communeux* se situent en droite ligne de son style vaporeux et fluide au dessin évanescent et à la facture empreinte de suggestion. Le témoignage devait rester neutre hors des sphères partisanes. Les signes d'une condamnation ou d'un désaveu déterminent néanmoins le dispositif de chaque vignette selon des procédés savamment répartis. Sa forme devra se distinguer par une certaine lisibilité, c'est-à-dire une apparence expurgée de toute référence formaliste ou conceptuelle qui viendrait parasiter l'évidence de la représentation. Elle rejoint dans sa forme première l'idée largement répandue et reprise par Gaëtan Picon selon laquelle *"La nature ne se présente pas à nous comme un spectacle : elle est d'abord la réalité où nous vivons et agissons"* (19). Les deux procédés de mise en valeur du sujet consistent tout d'abord dans la présence objective, pour se déplacer progressivement vers un nombre non négligeable de traits conformes à ce que Barthes appelle la *"description réaliste"* et dont il a pu écrire à propos de la structure narrative de *Madame Bovary* : *"...son 'sens' existe, il dépend de la conformité, non aux modèle, mais aux règles culturelles de la représentation [...] si elle n'était pas soumise à un choix esthétique ou rhétorique, toute 'vue' serait inépuisable [...] il y aurait toujours un coin, un détail, une inflexion d'espace ou de couleur à rapporter ; et d'autre part, en posant le référent pour réel, en feignant de le suivre d'une façon esclave, la description réaliste évite de se laisser entraîner dans une activité fantasmatique (précaution que l'on croyait nécessaire à l' 'objectivité' de la relation)..."* (20) Le choix du thème demeure entre les mains de l'artiste alors que les "vues" servent les impératifs qui touchent à la structure de l'image. Nous insisterons sur ce point à travers deux composantes, qui sont respectivement la mise en scène et la répétition d'une même typologie au sein des dessins de Bertall.

(à suivre)

Fabrice Masanès

(1) Deux études majeures s'attachent à retracer l'histoire de ce rendez-vous manqué : P. Lidsky, *Les écrivains contre la Commune*, Paris, François Maspero, 1982 et *Écrire la Commune. Témoignages, récits et romans (1871-1931)*, études critiques recueillies et présentées par R. Bellet et Ph. Régnier, Tusson, Du Lérot, 1994.

(2) *Les convulsions de Paris. Les prisons pendant la Commune*, T.1, Paris, Hachette, 1878, pIII.

(3) *Ibid.*, p.II.

(4) *Ibid.*, p.III.

(5) "Daudet, la guerre, la Commune", in *Écrire la Commune*, op. cit., p. 104.

(6) *La caricature en France pendant la guerre, le siège de Paris et la Commune (1870-71)*, Paris, Lib. de la Bibliothèque nationale, 1890. Mentionnons également par ordre de parution les ouvrages ou contributions de Ph. Jones, *La presse satirique illustrée entre 1860 et 1890*, Paris, Institut Français de Presse, 1956 ; M. Troche, "Caricaturistes maudits", in Cat. *La Commune de Paris 1871-1971*, Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, 1971, pp 56-65. Plus généralement pour des biographies des caricaturistes et des indications sur les dates de parution des divers journaux voir *Dico Solo. 5 000 dessinateurs de presse et quelques supports en France de Daumier à nos jours*, Paris, Té.Arte, 1997. On trouve enfin un indispensable complément bibliographique dans le livre de R. Le Quillec, *La Commune de Paris. Bibliographie critique 1871-1997*, Paris, La Boutique de L'Histoire, 1997.

(7) cf. B. Tillier, "Le portrait-charge à la lettre : détournements verbaux", *Gavroche*, nos.99-100, mai-août 1998, pp 11-17.

(8) "La survie de la censure d'état (1881-1949)", in *La censure en France à l'ère démocratique (1848-...)*, Paris, Complexe, 1997, pp.78-79.

(9) Dessinateur, lithographe et photographe Mailly est né en 1829 à Villers-Cotterêts. Il collabore peu aux journaux du Second Empire (*Le Bouffon* ou *Le Hanneton*). En 1868, il publie une série de portraits intitulée : *Recueil de 36 binettes contemporaines*. Après la Commune il se retire à Reims.

(10) Il s'agit d'un album de trente et une planches plus le titre qui jusqu'au numéro 16 sont en noir et blanc. Berleux donne une liste complète des protagonistes, p. 120.

(11) cf. S. Le Men, L. Abélès, N. Preiss-Basset, *Les français peints par eux-mêmes. Panorama social du XIXe siècle*, Paris, RMN, Les Dossiers du Musée d'Orsay, n° 50, 1993.

(12) Né en 1833 à Liège, il réalise sa carrière à Paris en travaillant pour des journaux comme *L'Illustration*, *Le Charivari* et *Le Journal amusant*. Il exécute également des illustrations pour des almanachs et se spécialise dans la représentation de costumes militaires. "Vers 1866, Draner entreprit la publication d'une série de *Types militaires*, galerie de toutes les nations du monde qui fut interrompue en 1870, lors de la guerre, et qui comprend 136 lithographies coloriées" nous dit J. Grand-Carteret, *Les mœurs et la caricature en France*, Paris, Lib. illustrée, 1888, p. 640.

(13) cf. M. Nathan, "Cham polémiste", in *La caricature entre République et censure. L'imagerie satirique en France de 1830 à 1880 : un discours de résistance ?* (1991), Presses universitaires de Lyon, 1996, pp 182-191.

(14) Il cesse sa parution en 1944 après avoir accueilli plusieurs générations d'illustres représentants du dessin satirique.

(15) Fondé en 1868 par François Polo, faisant suite à *La Lune*, ce journal satirique d'obédience républicaine cesse sa parution en 1876 ; il reparaît néanmoins sous la forme d'une revue comique et illustrée la même année pour cesser sa parution définitivement en 1919.

(16) *La Commune de Paris (1871)*, Paris, Fayard, 1986, p. 159.

(17) *Ibid.*, p. 229.

(18) cf. R. Tombs, *La guerre contre Paris 1871*, Paris, Aubier, trad. de l'anglais par J.-P. Ricard, 1997.

(19) "L'esthétique et la science de l'art", in *L'écrivain et son ombre*, Paris, Gallimard, 1953, p. 163.

(20) R. Barthes, "L'effet de réel" *Communications*, 11, 1968 repris, in *Littérature et réalité*, Paris, Seuil, 1982, pp 85-86.

Un zouave de la Commune.

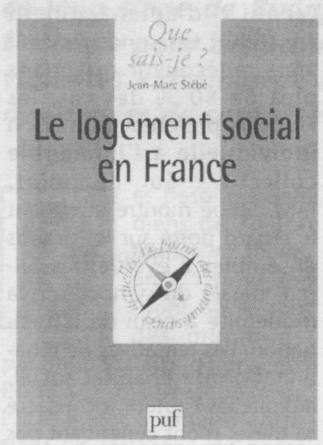




Orateur de boulevard.

Le Logement social en France

1789 à nos jours



par Jean-Marc Stébé, Paris, PUF, Coll. «Que sais-je ?» n° 763, 127p.

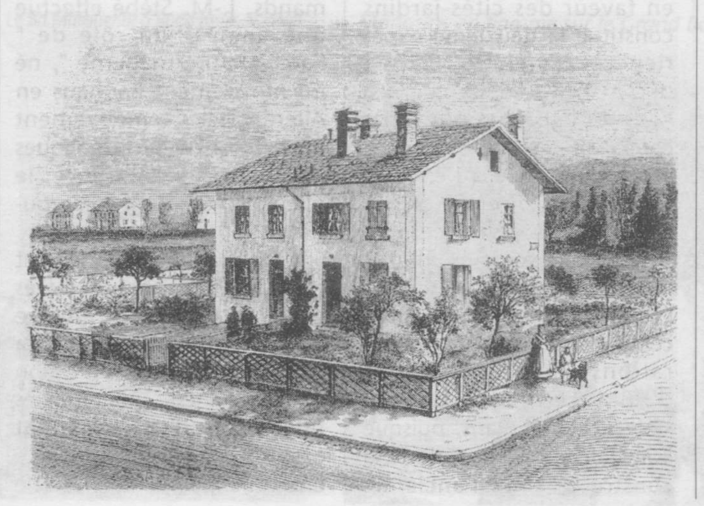
De nos jours, comme le constate J.-M. Stébé, les logements sociaux (les "Habitations à loyers modérés") sont "sous les feux de la rampe de l'actualité". Les médias abordent régulièrement "le malaise des banlieues", où plutôt des cités situées dans la périphérie des villes, non sans véhiculer une image parfois simplificatrice des problèmes réels. Il apparaît néanmoins que l'habitat social connaît une crise importante depuis plusieurs années : paupérisation inquiétante de la population qui y réside, dégradation, recrudescence des incivilités, déliquescence du lien social, violence... Se référant à l'Ecossais Patrick Geddes, J.-M. Stébé estime que l'histoire de la production de ce type d'habitat permet de comprendre les raisons et les conséquences de cette crise. Ceci fait l'objet de ce petit livre.

La notion de "social", associée au mot logement, est importante. Selon les termes de Jacques Barou, "de manière directe ou indirecte, elle suppose une redistribution de revenus ou d'avantages de la part de ceux qui ont, en direction de ceux qui ont moins, ou de ceux qui n'ont pas." Or, si ces notions de transfert et de solidarité ont été à l'origine de l'habitat social en France, les modalités de son application n'étaient pas évidentes. Comme l'a montré Jean-Paul Flamand, il faudra attendre longtemps avant que ce processus de solidarité ne se mette en place. D'un côté, les classes dirigeantes se refusèrent à construire des logements sociaux au nom du libéralisme économique et politique (non-intervention de l'Etat dans les domaines de la propriété et de la libre-entreprise). De l'autre, les représentants des classes populaires se méfiaient des initiatives d'un Etat à la solde de la bourgeoisie.

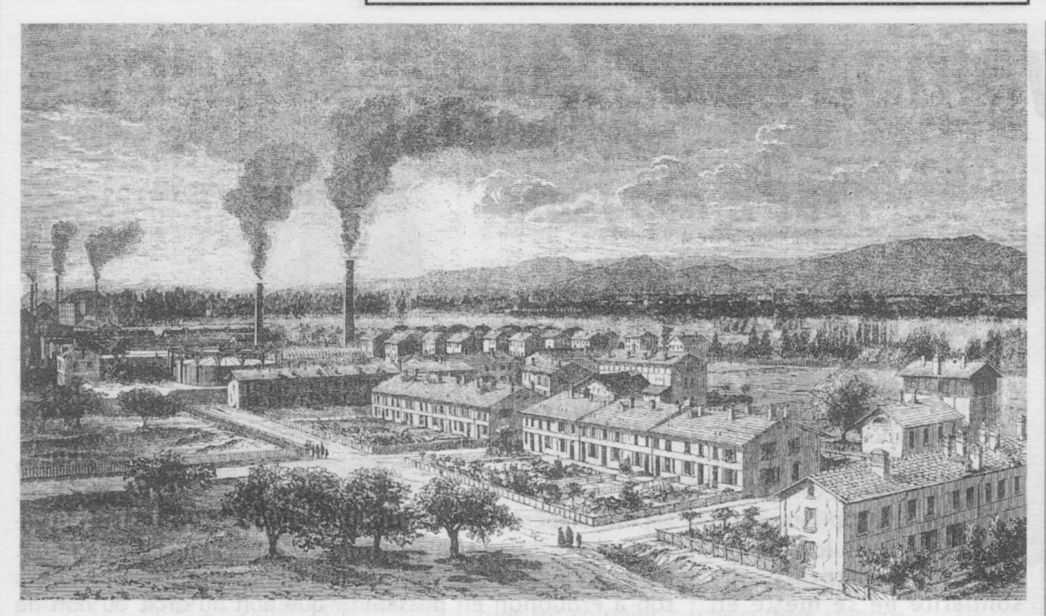
C'est d'abord le patronat privé, inspiré par le catholicisme social, qui s'engagea sur cette voie avant que, timidement, l'Etat et les pouvoirs publics reprennent le relais à la fin du XIX[e] siècle. A partir de ce moment, le logement social peut-être défini comme *"le logement qui a bénéficié, pour sa réalisation, de l'aide directe ou indirecte des pouvoirs publics, Etat et collectivités territoriales, et qui vise explicitement à loger les personnes à revenus modestes moyennant un loyer compatible avec leurs ressources"* (p. 5).

J.-M. Stébé évoque rapidement la floraison des systèmes utopiques qui, de Platon à Proudhon en passant par Robert Owen, Etienne Cabet, Fourier et Victor Calland, *"seront les référentiels pour la construction des cités d'habitat social à partir de la fin du XIX[e] siècle"* (p. 22). Il montre ensuite comment le logement social est devenu une préoccupation "des réformistes, des philanthropes et des paternalistes". La publication d'enquêtes sur les conditions d'existence des classes populaires favorise une prise de conscience de l'effroyable réalité des conditions de logement du peuple, aggravées par l'industrialisation et la croissance urbaine. La première loi visant à lutter contre l'habitat insalubre fut votée le 13 avril 1850. C'est le vicomte Armand de Melun, évoluant dans les milieux du catholicisme libéral (que l'on appelait pas encore "social"), qui en est l'initiateur. Il avait fondé en 1845 *Les Annales de la charité*, laquelle donnera naissance à *la Société d'économie charitable.* Cependant, la loi de 1850 fut un échec, puisqu'elle ne fut pas suivie d'effet. Tandis que le débat politique tournait autour de la question du droit ou non de l'Etat à intervenir dans le domaine du logement, des initiatives privées agirent en faveur de l'habitat ouvrier. J.-M. Stébé évoque quatre réalisations de ce type : la cité Napoléon, rue Rochechouart à Paris, qui fut pour une large part le résultat de la volonté personnelle de Napoléon III ; le fameux Familistère de Guise (Aisne) réalisé par l'industriel J.-B. Godin, disciple de Fourier ; la Cité ouvrière de Mulhouse, construite par le manufacturier Jean Dollfus, qui nous est présentée comme *"la consécration archétypale des idées développées par F. Le Play sur le caractère moralisateur et salvateur de la propriété immobilière"* (p. 44) ; la Cité Menier (Noisiel, Seine-et-Marne), du nom de celui qui a fait fortune dans le chocolat, répond à un concept du "patronage industriel" selon lequel *"la vie du locataire était réglée par l'entreprise, qui le prenait en charge de son plus jeune âge jusqu'à la retraite".*

Cités ouvrières de Mulhouse. Pavillon pour quatre ménages. Dessin de Lancelot.



Ainsi, à la fin du XIX[e] siècle, le mouvement de l'habitat social a trouvé ses partisans. Le premier congrès international des sociétés d'habitations à bon marché (HBM) se réunit à l'occasion de l'Exposition universelle de 1889, et permet de créer en décembre de la même année la Société française des HBM. Parmi les personnalités qui concourent à la fondation de la SFHBM, il faut citer Jules Siegfried, député-maire du Havre et futur ministre du commerce et de l'industrie, ainsi que



Vue perspective d'une partie des cités ouvrières de Mulhouse. Dessin de Lancelot.

Georges Picot et Emile Cheysson. Leur action de recherche vont amener G. Picot et J. Siegfried à déposer un projet de loi visant à donner une réalité législative à l'action en faveur du logement social. Malgré ses imperfections, la loi Siegfried (votée en 1894) marquera la première étape de la mise en place d'un arsenal législatif renforcé en 1906 par la loi Strauss, en 1908 par la loi Ribot et en 1912 par la loi Bonnevay. Notons que la loi Ribot institua des sociétés de crédit immobilier pour les personnes à faibles ressources, leur permettant ainsi de devenir propriétaire d'une maison ou d'un terrain à cultiver. Cette mesure officialisait en fait les "jardins ouvriers", une idée anglaise vulgarisée par l'abbé Jules Lemire, qui avait fondé en 1897 la Ligue du coin de terre et du foyer.

OFFICE PUBLIC D'HABITATIONS A BON MARCHÉ
de la Ville de Marseille
7, Rue de la Prison - Marseille

LÉGISLATION
sur les
Habitations à Bon Marché
l'Accession à la Petite Propriété
et les
Loyers Moyens

31 AOUT 1928

Cependant, la loi Bonnevay de 1912 marque l'étape décisive en direction de l'interventionnisme étatique. Par conséquent, elle sera en complète rupture avec les idées des premiers promoteurs de l'habitat social que furent Picot et Siegfried. Prenant acte de l'insuffisance de l'initiative privée, la loi crée des offices publics d'HBM dont le premier verra le jour en août 1913 à La Rochelle. Il faudra cependant attendre la fin de la première guerre mondiale pour que les offices publics d'HBM se développent vraiment.

J.-M. Stébé évoque ensuite les réalisations de l'architecte Tony Garnier, qui mit en pratique à Lyon et à Villeurbanne certaines idées exposées dans son projet de "Cité industrielle". L'action d'Henri Sellier en faveur des cités-jardins constitue la deuxième expérience exemplaire réalisée durant l'entre-deux-guerres. Mais les initiatives prises par certaines communes ne pouvaient faire face à l'énorme besoin de logements qui émane alors de l'ensemble des classes sociales. Il faut attendre la loi Loucheur (1928) pour que soient lancées les plus importantes opérations de construction d'HBM. Le résultat fut sensible surtout à Paris, puisque l'on date de cette période la construction sur l'ancienne zone des fortifications de ce que l'on appelle la "ceinture rose", ou encore la "ceinture des Maréchaux". Cependant, à partir de 1933, la crise économique mondiale qui commence à avoir de sérieuses répercutions en France stoppe le mouvement amorcé par la loi : les organismes de crédit voient leurs disponibilités s'amenuiser, tandis que les gouvernements successifs préfèrent désengager financièrement l'Etat pour se concentrer sur la défense nationale. En 1939, la France accuse toujours un déficit important de logements, en même temps qu'une *"précarisation des conditions de vie des couches populaires et une dégradation de leur logis"* (p. 77). Pour tenter d'expliquer la carence du logement français au regard des exemples anglais et allemands, J.-M. Stébé effectue une analyse du rôle de " l'architecture moderne ", né du mouvement Bauhaus en Allemagne. Ce mouvement d'avant-garde aura quelques protagonistes en France, le plus célèbre restant Le Corbusier.

A la Libération, le logement français subit une crise très grave. Il faudra encore attendre l'hiver 1954, et la mobilisation de la population par l'abbé Pierre, pour que les pouvoirs publics se sentent obligés de mettre en place une véritable politique sociale en matière de logement. En 1958, les ZUP (zones à urbaniser en priorité) sont instituées par un décret dont l'application aboutit à la construction des premiers "grands ensembles". Au bout de dix années, les problèmes liés aux ZUP amèneront le législateur à instituer les ZAC (zones d'aménagement concerté). Les sondages font alors redécouvrir que, dans plus de 80 % des cas, les Français préfèrent la maison individuelle à l'immeuble collectif... Sur ce point, J.-M. Stébé montre comment le regard porté sur les grands ensembles a évolué, les faisant passer du symbole de la modernité à celui de la relégation. Les tentatives de réhabilitation de l'habitat social, auxquelles l'auteur à consacré sa thèse, n'ont cependant pas réussi à enrayer le processus de paupérisation des personnes faisant appel au logement social.

Au terme de cette vue cavalière de l'histoire du logement social dont il nous a paru intéressant de rappeler quelques temps forts, J.-M. Stébé estime que *"la question qui se pose alors est de savoir comment les organismes réussiront à concilier leur mission sociale d'accueil des plus démunis, tout en recherchant la mixité sociale, et tout en étant vigilant à la gestion financière de leur patrimoine"* (p. 124). Au total, un ouvrage utile et synthétique, dont la lecture doit être bien sur complétée par des travaux spécialisés, à commencer par ceux de Christian Topalov et Susanna Magri.

Anthony Lorry

CODE
DES
HABITATIONS A BON MARCHÉ
ET DE
LA PETITE PROPRIÉTÉ

TEXTE DE LA LOI DU 5 DÉCEMBRE 1922
RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES
TABLES — ANNEXES

Documentation à l'usage du Crédit Immobilier
réunie et présentée par
MAURICE DELAVIGNE

PUBLICATIONS DE L'UNION DES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT IMMOBILIER
DE FRANCE & D'ALGÉRIE

1923

Le siège de Budapest

Décembre 1944- février 1945 (II)

Comme on a pu le constater dans le numéro précédant l'historienne hongroise K. Ungvári ne se contente pas dans son livre analysé par Julien Papp de relater les combats militaires au cours de ce long siège de Budapest. Que de souffrances pour une population sans stocks de vivres dans l'attente pour beaucoup de l'arrivée des soviétiques en libérateurs. Cette arrivée se fera dans des violences extrêmes de la part des soldats russes et sera suivie pour nombre de Hongrois de bien des années de captivité.

Des besoins quotidiens de 80-100 tonnes, 47 tonnes en moyenne (dont 86 % sont des munitions) parviennent aux défenseurs. Pour ses propres besoins, l'Etat-major allemand entretient un troupeau de porcs, gardés dans le pré qui se trouve en contrebas du château de Buda. *Une des entreprises les plus dangereuses et les plus réussies de ma vie c'était lorsque, dans une nuit, nous avons volé un cochon du troupeau des Allemands, pour améliorer l'ordinaire de mes soldats affamés,* raconte un ancien adjudant-chef de l'armée hongroise.

En janvier 1945, tous les stocks étant épuisés, les soldats n'ont plus que des fourrages et des chevaux pour subsister, et ces articles aussi deviennent rares.

Malgré la peine de mort prévue pour ces détournements, une bonne partie des parachutages alimentaires est consommée par les habitants. Beaucoup d'autres cylindres sont emportés par le vent vers les lignes soviétiques. Les récipients contiennent parfois d'étranges chargements. Ainsi, les Russes récupèrent-ils des cargaisons de Croix de Fer et une masse de petits drapeaux jaunes avec des têtes de mort, destinés à signaler les projectiles non explosés... La Croix de Chevalier attribuée à Pfeffer-Wildenbruch a dû être parachutée trois fois avant qu'elle ne parvienne à son destinataire ! A ce personnage, un témoin reconnaît une "individualité particulièrement noble ", mais, dit-il, *c'est tout de même une nouveauté qu'un général commandant ne quitte pas du tout le Tunnel pendant huit semaines. Contaminés par cette attitude, ses officiers d'Etat-major ne font que des visites pour la forme auprès des troupes, après avoir reçu leur Croix de Chevalier.* Le lieutenant-colonel Lindenau, chef d'Etat-major est encore plus critiqué. On le rend responsable, notamment du fait que les Allemands n'ont pas une vue d'ensemble de la situation.

Le Tunnel, c'est l'"Alagút" qui traverse la montagne sous le Fort. A l'est, il débouche sur le "Lánchid" (pond suspendu) qui traverse ici le Danube, et sur le boulevard Krisztina à l'ouest. Dès le début de janvier, les commandements s'installent dans l'abri gouvernemental ; son entrée se trouve à l'intérieur du Tunnel. L'abri comporte deux niveaux : les Hongrois occupent le 1er et les Allemands le 2e. Même en cet endroit, Pfeffer-Wildenbruch conserve ses habitudes de policier-bureaucrate : antichambres, secrétaires, calendrier des rendez-vous..., et les rapports avec les Hongrois restent très mauvais. Les deux services se communiquent peu, la direction allemande n'a rien à faire des intérêts de la ville et de ses habitants, etc.

Le 29 décembre 44, Staline autorise l'envoi de deux émissaires auprès des défenseurs. L'ultimatum comporte des conditions extrêmement généreuses en cas de reddition, mais les deux parlementaires, Ostapenko et Steinmetz (d'origine hongroise) sont alors assassinés. K. Ungváry se livre à une enquête approfondie pour mettre en cause les thèses en vigueur depuis la guerre sur cette malheureuse affaire.

Après la mort des deux capitaines, l'enfer se déchaîne sur Budapest, en "ouverture" avec un feu roulant de 3 jours, dans la tradition de la Guerre 14-18. Une division de bombardiers complète la panoplie terrestre. Pour se faire une idée de celle-ci, notons que les défenseurs auront détruit 200 chars...

L'investissement de Pest se déroule en deux phases : du 30 décembre 44 au 5 janvier 45, les combats se font dans les banlieues selon des lignes de front en demi-cercles assez réguliers ; dans la 2e phase, du 5 au 18 janvier 45, le front se fragmente à l'intérieur de la ville, où des combats acharnés sont livrés, parfois pendant plusieurs jours, autour d'objectifs ponctuels : immeubles, gares, cimetières, parcs... A partir du 11 janvier,

Le lieutenant-colonel Lindenau



Le Bd Marguerite à Buda après le siège



Magasins en flamme sur le Grand boulevard, en janvier 1945





Le Vérmezö, derrière le Fort de Buda, avec des planeurs cassés



Epaves sur le Bd Marguerite à Buda

on se bat aussi dans les égouts du centre ville, que les éclaireurs soviétiques traversent pour resurgir, par moment, derrière l'ennemi, au milieu des ruines.

Le soir du 17 janvier, Pfeffer-Wildenbruch est autorisé à faire évacuer la partie de Pest de la capitale. Dans la nuit, les deux ponts encore debout (le pont Erzsébet et le Lánchid) sont détruits. Du côté de Buda, *je n'ai vu qu'une mer de flammes, dit un témoin. Comme si toute vie était morte de l'autre côté, il n'y avait que le déchaînement du feu au-dessus des ruines.*

Epaves et ruines au centre historique de Buda



Pfeffer-Wildenbruch (1er plan) et Lindenau sortant d'un interrogatoire après leur arrestation



Le siège de Buda est extrêmement complexe, ne serait-ce qu'en raison du site accidenté. Les batailles se déroulent ici du 20 janvier au 11 février 1945 pour atteindre leur point culminant dans la tentative de sortie, qui donne lieu, dans la nuit du 11 au 12 février à des scènes apocalyptiques. 2 % des soldats ont pu sortir de l'encerclement soviétique, la tentative se soldant par 17 000 morts en cinq jours, tués pour la plupart dans les six premières heures de l'opération. *Des montagnes de cadavres et des restes humains hachés par les blindés soviétiques, l'image apocalyptique des pavés ensanglantés couverts de chair, accueillirent les contemporains qui, les premiers, parcouraient les itinéraires de la sortie.* Des soldats allemands survivants errent jusqu'au printemps et même jusqu'à l'été dans les forêts environnantes pour éviter la capture. Beaucoup de SS se suicident dès le début de l'entreprise.

Pfeffer-Wildenbruch a suivi avec les Etats-majors un itinéraire souterrain : le "canal du Diable". Il est capturé dans la matinée du 12 février dans une ville de la route de Budakeszi, où il s'est caché avec 10 ou 15 hommes.

Ces semaines de siège ont réduit près d'un million d'habitants à une vie souterraine, marquée de privations, de malheurs et de conflits inédits. Environ 100 000 habitants des banlieues proches du front de Pest ont quitté l'agglomération avant l'encerclement total. La grande majorité, même dans l'aristocratie, a préféré rester. La colonie russe, à titre d'exemple, renferme des noms historiques. Ainsi le comte Koutouzov-Tolstoï, dirige-t-il l'hôpital où sont soignés, essentiellement par des médecins polonais, les blessés graves de l'Armée rouge.

Parmi les gens illustres bloqués dans la ville assiégée se trouve aussi la nièce de Churchill.

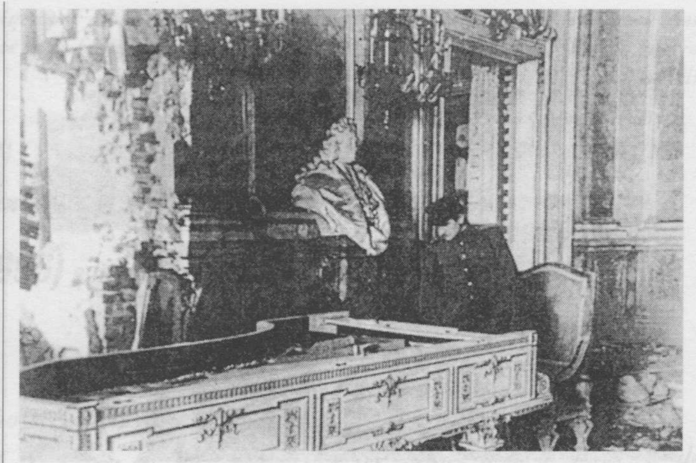
Son plus grand chagrin est la disparition de son chien préféré, nommé Roby. Elle se rend à ce sujet à la kommandantur soviétique. *Le petit chien préfère-t-il le boudin noir, la saucisse de Francfort ou le foie grillé, lui demande le lieutenant de service en imitant le brave soldat Sveik. Du poulet tendre, lance la donzelle, fière et sonore...*

Dans les abris, le manque d'eau, la cuisine (il y a en général un foyer pour 15-20 familles), l'évacuation des ordures et des excréments posent des problèmes terribles. Les gens n'ayant pas constitué des stocks de vivres, ils souffrent très vite de la faim. Beaucoup échapperont à la mort grâce à plus de 30 000 chevaux devenus inutiles pour les troupes. Pour tromper leur faim, ces animaux sont allés jusqu'à manger les bancs et tous les objets en bois des églises transformées en écuries.

Les Allemands ont installé leur hôpital dans les catacombes de Buda, sous le Fort. Les soldats mutilés et défigu-



La place Széll Kálmán (place Moscou), après la tentative de sortie

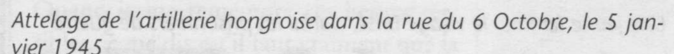


Le poète Vassili Zahartchenko examine les dégâts du Palais

rés par les blessures sont entassés sur le sol ou sur des lits improvisés de planches de récupération. L'air est irrespirable, la saleté indescriptible et les corps semblent bouger par la présence de millions de poux qui les rongent. Lors de la sortie, le médecin chef s'en va lui aussi avec tout le personnel. Le Dr Hübner devant l'échec de l'entreprise revient auprès des blessés, dont il estime le nombre à 2 000. *Quand les blessés se rendirent compte du départ du personnel, dit-il, il se produisit une panique indescriptible. Dans l'énorme hôpital souterrain, on entendait partout des coups de pistolet. Personne ne voulait être pris par les Russes... Le matin, à huit heures, je me préparais à amputer la main d'un jeune lieutenant... lorsque mes observateurs signalèrent que les Russes étaient là. Il n'y eut aucun incident. Tout d'un coup, un Russe armé de mitraillette se tenait là, dans la salle des opérations. Après l'angoisse, je ressentis une immense sérénité et continuais mon travail. L'opération terminée, nous tirâmes un grand coup de la bouteille, Ivan fit pareille. La vodka coulait à flot... Tout d'un coup, l'hôpital fut plongé dans le noir. Notre générateur venait d'être enlevé. Prétendument, il gênait les ondes russes. A cause de l'enlèvement du générateur, il n'y avait pas d'eau non plus. Les latrines débordèrent et l'excrément se répandait parmi les malades... Le nombre de morts était effrayant. On entassait les cadavres dans les catacombes inférieures, où ils devenaient durs comme pierre à cause du froid. Parmi eux, se trouvaient éparpillés les objets les plus divers : conserves, tableaux, médicaments, porcelaines de valeur, linges, etc.* Les Russes ont fait sortir les médecins des rangs de prisonniers. Ainsi le médecin hongrois Aladár Konkoly-Thege se souvient-il de sa rencontre avec le Dr Werner Hübner : *Côté sud, une entrée sombre conduisait dans les caves, où se trouvait l'hôpital militaire allemand. Un médecin allemand amaigri et fatigué vint à ma rencontre... Nous fûmes divisés en trois groupes pour examiner l'hôpital par étage... Nous avancions lentement, il n'y avait que quelques mèches ou bougies. L'air était dense, étouffant. Pus, sang, pourriture, excrément, sueur, urine, fumée de tabac, odeur de poudre compo-*



Habitants fuyant leurs immeubles détruits par les bombes, vers le 18 janvier 1945



Attelage de l'artillerie hongroise dans la rue du 6 Octobre, le 5 janvier 1945



Un cheval étique erre au milieu des tombes de soldats, au centre de Pest, en Janvier 45





Un de ceux qui ont changé de camp : le colonel d'Etat-major hongrois Andras Sandor

saient un mélange de puanteur. Elle envahissait le couloir, écœurante, insupportable. La lumière des lampes de poche fit sortir des images de la pénombre... Gémissements, soupirs, des mots à peine compréhensibles en allemand, des prières, des fragments d'injures... Les belles phrases de Dante n'étaient rien à côté de cet enfer...

L'hôpital a connu plusieurs incendies, allumés soit par des cigarettes, soit par des soldats russes, qui auraient arrosé d'essence l'une des pièces avant d'y mettre le feu. Le 18 février, l'incendie se déclare dans une salle sous laquelle se trouve un dépôt de munitions. La scène est horrible. Le nombre de morts varie selon les témoins, de 300 à 800.

Parmi la majorité des Hongrois, qui attendaient les Soviétiques en libérateurs, il y avait avant tout les Juifs de Budapest. Depuis le 15 octobre, ces derniers étaient quotidiennement victimes de sévices, d'assassinats, de massacres collectifs perpétrés par le gens de Szálasi. (Les Juifs de province avaient été déportés et exterminés après l'occupation de la Hongrie par les Allemands le 19 mars 1944). Entre le 15 octobre 44 et le 13 février 45, la population de Budapest considérée comme juive, perd 105 453 personnes. Ce sont eux qu'on réquisitionne en premier lieu pour creuser des fossés antichars ou qui fournissent les unités de travaux forcés sur le front russe, à l'époque où l'armée hongroise y est engagée. Depuis l'avènement de Szálasi, les exécutions collectives sont précédées systématiquement des tortures les plus sauvages, auxquelles doivent participer les jeunes fascistes, garçons et filles de 14-15 ans, en guise d'"initiation". De 1 000 à 1 200 Juifs au moins sont assassinés de cette façon. Certains activistes se flattent de leurs exploits, comme ce Péter Pál Katona, qui a tué, à lui seul, 62 personnes d'un convoi de 1 100 Juifs parce qu'ils ne marchaient pas assez vite. Un autre personnage "emblématique" est le révérend père Kun, qui a dirigé les massacres des rues Maros et Városmajor : il avoue après le siège, avoir assassiné tout seul 500 Juifs. Son mot de commandement était : "Au nom du Christ - Feu !".

En 1942, quand les lois antisémites sont adoptées au Parlement, les élus des trois grandes Eglises (catholique, luthérienne, évangélique) apportent leur soutien. Par la suite, les bénéficiaires des diverses initiatives individuelles sont principalement des convertis.

Mais si des Juifs ont eu la vie sauve grâce à l'arrivée des Soviétiques, beaucoup d'entre eux ont également subi des exactions ou des captivités de la part des libérateurs, non sans provoquer étonnements et déceptions.

De même, bien que les Hongrois aient été nombreux à changer de camp pendant le siège (outre les cas individuels, tout un régiment de 2 534 soldats a pu se constituer), beaucoup sont embarqués, parfois pour de longues années de captivité. Mais il y a pire. D'après un rapport de l'ambassade suisse, la violence des soldats russes sur les femmes est la cause de la plus grande souffrance pour la population. Les exemples sont légion à cet égard. Une pétition rédigée en février 1945 par les communistes de Köbánya résume ainsi la situation : *Depuis des décennies, le prolétariat du monde regardait vers Moscou comme l'ouvrier ignorant regarde vers le Christ. Il en attendait le secours... afin qu'il soit délivré des actes bestiaux du vandalisme fasciste.*

Après les persécutions longues et pénibles, voici la glorieuse Armée Rouge tant attendue, mais quelle Armée Rouge ?...

Köbánya était une localité où le 2 janvier l'Armée Rouge parvint à entrer à la suite de durs combats. De maison en maison, cassant, brisant, détruisant tout sur son passage... Des soldats ivres violèrent des mères de famille devant leurs enfants et leurs maris. Des jeunes filles, à partir de 12 ans, enlevées de leurs pères et de leurs mères, subirent les viols de 10-15 soldats parfois, qui leur transmettaient souvent des maladies vénériennes...Plusieurs camarades payèrent de leur vie parce qu'ils prirent la défense de leurs femmes et de leurs filles...

Dans les usines, la situation est terrible. Des officiers russes sont à l'origine des situations les plus impossibles, car ils prennent pour rien les comités d'usine, dont beaucoup sont membres du parti communiste...Ils ont plus de respect pour les anciens directeurs fascistes. Ceux-là ont plus de considération que les membres des comités d'usine parce qu'ils fournissent des femmes aux officiers...

Nous savons que les personnes intelligentes de l'armée sont des communistes, mais quand nous nous adressons à eux avec nos plaintes, ils entrent en colère, ils veulent tirer sur nous, et tous nous lancent l'argument que "Vous, qu'avez-vous fait en Union Soviétique ? Non seulement que vous avez outragé nos femmes sous nos yeux, mais ensuite vous les battiez à mort avec leurs enfants, vous avez incendié nos villages et rasé nos villes..."

Les ouvriers expliquent ensuite que les soldats sibériens qui n'ont pas connu ce qui précède ne peuvent évoquer cet argument. Ainsi on met fin aux exactions, le résultat sera infiniment plus efficace que les affiches et toutes les propagandes : *le soldat rouge serait regardé comme un Dieu".*

Retenons cependant un fait pour terminer ce récit qui est loin d'avoir mentionné toute la richesse du livre de K. Ungváry : à la lumière de ses nombreux témoignages, l'image du soldat russe apparaît très contrastée : violeur, destructeur féroce et grand voleur ("Attention aux montres !"), il fait souvent preuve d'une grande humanité, il a une tendresse spontanée pour les enfants et un respect quasi religieux pour les écrivains.

Julien Papp

Une jeune femme, le visage brisé, parmi les prisonniers de guerre



Le document qui suit m'a été communiqué par des amis, que je remercie. Il est issu de leurs archives familiales. Il témoigne de manière vivante et directe de la façon dont les soldats de base comprenaient et vivaient la guerre.

Laurent Doussin

JOURNAL DE LÉON DABARRE

(1892-1996) suite et fin

Poursuite du récit d'un jeune Berrichon apprenti sabotier parti au service militaire en octobre 1913.

Monté en ligne dès le 8 août 1914 les combats sont terribles. Le 21 août ordre est donné à sa compagnie de charger à la baïonnette ! En vain, la compagnie est encerclée, bat en retraite et Léon Dabarre reçoit une balle dans le tibia. Abandonné derrière les lignes sans soins ni vivres il vit de cruelles souffrances avant d'être recueilli, soigné et fait prisonnier. Fin de captivité en mai 1916 ! Mais retour au pays natal après 50 mois d'absence et une invalidité réelle mais véritablement reconue par l'administration en 1959 !

Prisonnier

Finalement, le dimanche 23 vers 4 heures de l'après-midi, on se décida à nous conduire dans un sanatorium, transformé en poste de secours, qui se trouvait à 1 ou 2 km de là ! Alors nouveau supplice ! Installé sur un brancard dans une carriole sans ressorts, chaque cahot m'arrachait des cris de douleur, ma pauvre jambe brinquebalant de droite à gauche, souffrant affreusement pendant ce triste trajet !

Au bout d'un temps assez long, on me rentra à l'intérieur de l'hôpital. Cependant tous les lits étaient occupés et je dus me contenter d'une chaise longue, dans un couloir, au milieu d'une quantité de blessés de toutes sortes, au milieu d'une pagaille indescriptible !

Cela faisait une soixantaine d'heures que j'avais été blessé, sans aucun soin ! Quand je me remémore ces heures terribles, je me dis qu'il faut vraiment que la carcasse humaine soit solide pour résister à tout cela !

Bref, la nuit était déjà venue depuis longtemps quand deux civils vinrent nous soigner.

À la vue de ma jambe, ils levèrent les bras au ciel et me laissèrent sans rien dire. Au bout d'un temps assez long, ils revinrent avec une gouttière où ma jambe fut installée tant bien que mal. Le lendemain, un convoi parti pour l'Allemagne (nous étions prisonniers !) libéra des chambres et je fus installé dans un lit, tellement souple que le moindre mouvement ne m'était pas favorable, hélas !

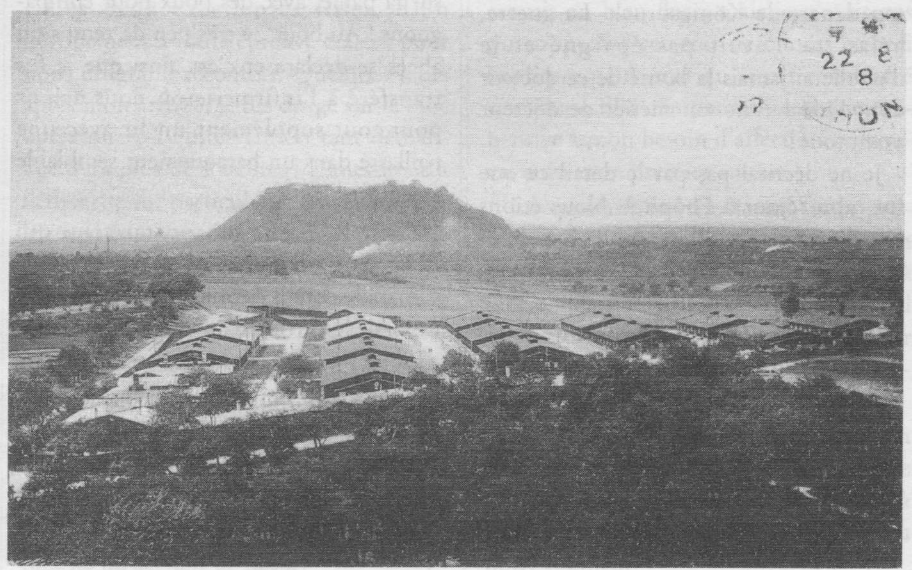
Ce n'est que le mercredi 26, dans l'après-midi, qu'on m'emmena à la gare, encadré par des territoriaux allemands ! baïonnette au canon !!!

Aussitôt nous fumes installés dans le wagon à bestiaux. Là, j'eus la chance de me trouver à côté d'un jeune St-Cyrien, souffrant lui-aussi d'une fracture à la jambe et grâce à son intervention et force palabres, on nous laissa à chacun notre brancard, ce qui était tout de même mieux que le peu de paille étalé dans le wagon.

Et le voyage commença. Le jeudi soir, arrêt dans une gare en Bavière où on demanda qui voulait se faire panser ! Très traumatisé par ma blessure je demandai et fus emmené dans une salle d'opération, parfaitement bien installée dans la gare où mon pansement fut renouvelé. Et nous continuâmes ainsi jusqu'au samedi 29 au matin. Nous étions à Königsbruck en Saxe, à une trentaine de km de Dresden et non loin de la Bohême (25 km environ).

Nous fûmes installés dans une chambrée de soldats d'une douzaine de lits. En voyant les draps bien blancs, je pensai que cela me changerait après tout ce que je venais de subir, mais je fus quelque peu déçu, car le lit se composait d'une paillasse faite de copeaux de bois, sur laquelle Le drap était placé ! Et c'est ainsi que commença mon premier jour de captivité. Blessé depuis 8 jours, pratiquement sans soin, je me trouvais avec des camarades plus ou moins "*amochés*", loin

Camp de prisonniers en Allemagne pendant la 1ère Guerre mondiale.





1915. Dames de la Croix-Rouge attendant un train de grands blessés français.

des leurs, maudissant une "*saloperie*" de guerre que nous n'avions pas voulue !

Le lazaret dans lequel je me trouvais se composait de plusieurs bâtiments (ancienne caserne). Chacun d'eux avait à sa tête un médecin civil, mobilisé ayant le grade de capitaine (Hauptmann), assisté d'un jeune "*toubib*", trois infirmières protestantes et plusieurs infirmières militaires. En outre, l'hôpital avait à sa tête un médecin-chef, effectuant les opérations chirurgicales.

Dans ce lazaret improvisé, notre bâtiment eut la chance d'avoir un médecin du monde Michauk, un praticien auquel je me dois de rendre un hommage ému, car c'est à lui que je dois d'avoir pu conserver une jambe que beaucoup de chirurgiens n'auraient pas hésité à amputer. J'ajoute que cet excellent homme devait trouver la mort en 1915, sur le front russe où il avait été envoyé après son départ de Königsbruck. La guerre, hélas, ne l'avait pas épargné et je n'oublierai jamais la bonté de ce docteur dont l'idéal était son métier de docteur avant tout !

Je ne décrirai pas par le détail ce que fut mon séjour à l'hôpital. Nous étions une douzaine dans la chambre, tous blessés et nous sympathisions au maximum, chose importante pour le moral !

Bref, je restai plus de 4 mois immobilisé dans mon lit, ayant subi deux interventions, la seconde particulièrement pénible. La nourriture, mauvaise et insuffisante, n'était pas faite pour remettre sur pieds de grands blessés et il m'arrivait, fréquemment, de m'endormir le soir avec la faim. Je ne l'ai jamais oublié !

Fin décembre, mes fractures étant enfin consolidées, plutôt mal que bien, je pus commencer à me lever et esquisser, difficilement, mes premiers pas, appuyé sur ses béquilles !

En février 1915, il fut question de rapatrier les grands blessés dont, hélas, je faisais partie.

Mais, cruelle déception ! pas de départ pour les gradés, même ceux qui, comme moi, avaient, sur leurs manches, deux malheureux galons de laine !

Pour les allemands, un caporal était considéré comme un sous-officier et nous étions plusieurs dans ce cas. Inutile de dire quelle fut notre peine en voyant partir des camarades que nous aurions dû accompagner !

En avril 1915, départ au camp, bien que ma blessure fut loin d'être cicatrisée et j'arrivai ainsi au camp mixte, couchant sur la paille, avec des poux pour compagnons ! Au bout de très peu de temps un abcès se déclara et c'est ainsi que je fus transféré à l'infirmerie où nous avions pour tout supplément un lit avec une paillasse dans un baraquement semblable aux autres.

C'est là que je rencontrai celui qui devait être pour moi un grand et solide camarade, Louis Schull, franc-comtois et caporal de carrière dans l'infanterie coloniale.

Comme, à cette époque, nous commencions à recevoir les colis de victuailles envoyés par nos familles, notre ravitaillement nous permit de supporter dans de bien meilleures conditions une captivité qui n'en finissait plus !

Nous ne nous quittâmes plus, jusqu'au moment de nos départs respectifs, dont je reparlerai plus loin. En juillet 1915, j'eus l'agréable surprise de voir arriver au camp des prisonniers du 113e d'infanterie de Blois, une vieille connaissance, Maurice Herpin, qui habitait à La Ferté-Beauharnais, où mon beau-frère et ma sœur étaient fonctionnaires.

Je restai prisonnier jusqu'en mai 1916 (21 mois !), date à laquelle une commission de la Croix-Rouge nous permit d'envisager notre retour en France. Mais, à l'ultime visite, à Constance, nous fûmes dirigés en Suisse. Je fus affecté dans une station climatique du canton de Vaud, à Leysin (1 500 m d'altitude) où un adepte de l'héliothérapie, le Dr Rollier, avait demandé qu'on lui envoie des blessés, non guéris (c'était mon cas) pour les faire bénéficier de la cure solaire. Nous étions, comme je l'ai indiqué, en mai 1916 et là allait commencer pour moi un séjour aussi agréable que ma captivité avait été pénible !

La Suisse

Ainsi donc, ce jour de mai 1916 vit la fin de ma captivité : 21 mois de souffrances, de privations, de faim, de cafard et tout ce qu'il est permis d'imaginer quand on se trouve dans des conditions pénibles, sans prévoir quand on en verra la fin !

Nous avions quitté Constance en fin de journée, accompagnés par des officiers de l'armée suisse qui nous avaient pris en charge.

Quelques centaines de mètres après le départ du train, nous nous trouvions en Suisse, pays de liberté ! Et tout aussitôt changement d'atmosphère ! Nous étions dans un autre monde, si sympathique que nous nous demandions si ce n'était pas un beau rêve ! Dans toutes les gares, Zurich, Berne, Lausanne, et j'en passe, des quantités de gens nous apportaient chocolat, cigarettes et nous retrouvions avec joie notre langue française ! Toute la nuit il en fut ainsi jusqu'aux premières heures du jour où, de ce coin charmant que l'on appelle la Riviera Suisse (Vevey, Montreux, etc...) en contournant le lac Léman, nous pûmes admirer un magnifique lever de soleil sur les dents du midi (plus de 3 000 mètres) irisées de couleurs de toutes sortes, spectacle grandiose que

l'officier suisse qui nous accompagnait était heureux de nous faire contempler, d'autant plus que paraît-il, c'était une chose assez rare !

Enfin, nous débarquâmes à Aigle, où nous fut servi un copieux petit déjeuner qui fut, comme on peut se l'imaginer, apprécié pas des affamés qui n'en avaient pas savouré de pareil depuis si longtemps !

Ensuite, installés dans le petit chemin de fer à crémaillère, nous gravîmes la forte pente aboutissant à Leysin (1 500 m d'altitude) où nous étions naturellement attendus.

Puis ce fut notre affectation en rapport avec la catégorie à laquelle chacun de nous appartenait. Les chirurgicaux (c'était mon cas) furent groupés dans une clinique d'une cinquantaine de lits : "*Le Roselier*".

Sitôt débarqués, le premier travail fut la douche (non sans besoin !) et ensuite l'installation dans nos chambres respectives. Dans la nôtre (nous étions trois) un adjudant de carrière, un autre jeune caporal et moi-même, on avait respecté la hiérarchie ! Confortablement installés dans des lits propres et douillets et la fatigue aidant, nous dormîmes jusqu'au lendemain matin, l'infirmière ayant jugé utile de respecter notre repos !

Et c'est ainsi que commença une vie d'autant plus appréciée qu'elle survenait après tant d'épreuves si pénibles !

Un médecin français (malade lui aussi) était attaché à l'établissement ainsi qu'une infirmière, française également.

Un sous-officier français, interné comme nous, faisait fonction de chef d'établissement. La nourriture était très bonne et appréciée de tous.

Comme traitement, la cure solaire, thérapeutique préconisée par le docteur Rollier, lequel supervisait les soins donnés dans la pension.

L'ambiance était très agréable, bref, pour nous c'était le paradis après l'enfer !

Malheureusement notre séjour fut endeuillé par le décès de plusieurs camarades, dont l'état de santé n'avait pu lutter contre un mal implacable.

À la suite de rapatriements, un camarade réserviste, caporal à mon régiment, fut désigné comme chef d'établissement. Je fus moi-même chargé de la comptabilité du groupe. Je faisais la paye (5 fr. par jour) et je me trouvais, de ce fait, en rapport avec les autorités suisses chargées du service des internés. Je bénéficiais d'une chambre pour moi seul ainsi que d'une relative liberté. En bref, c'était la bonne vie !

La cure solaire et la bonne nourriture avaient eu d'heureux effets sur ma santé, mais ma blessure n'était toujours pas complètement cicatrisée, une fistule provoquant périodiquement de petits abcès faisait entrevoir la nécessité d'un sérieux curetage pour extirper les esquilles du tibia mis en miettes par la balle qui m'avait immobilisé.

Dans le courant de l'été, j'eus l'agréable surprise de voir arriver mes chers parents qui avaient pu obtenir un visa pour venir me rendre visite. Inutile de dire combien grande fut notre joie, après deux ans et demie d'absence ! Il faut avoir vécu des heures semblables pour se rendre compte de pareilles retrouvailles, au cours d'une guerre qui avait fait et devait faire encore tant d'innocentes victimes !

Et la vie continua ainsi jusqu'au début de 1917, où je dus lutter sans arrêt pour obtenir mon transfert dans un hôpital afin d'y subir l'intervention qui devait (selon moi) hâter ma guérison définitive. Je dois dire que le médecin traitant finit par accepter mon point de vue, et c'est ainsi qu'en mars je fus hospitalisé à Lucerne, dans l'établissement sanitaire d'armée où étaient groupés les internés (anglais, français et allemands) ayant besoin de bénéficier des soins prodigués par des chirurgiens spécialistes des os.

Nous étions, bien entendu, logés dans une grande salle composée uniquement de soldats français. Deux sœurs infirmières s'occupaient des soins ainsi que de la discipline, très, très supportable !

Ces deux excellentes filles, d'un dévouement à toute épreuve étaient pour nous un grand réconfort. Quelques jours après mon arrivée, je fus dirigé sur le bloc opératoire où l'intervention tant demandée dura plus de 3 heures ! L'anesthésie à l'éther me fut particulièrement pénible et le réveil épouvantable ! Pendant plusieurs jours je souffris terriblement, mais les soins dévoués de sœur Micheline, une tessinoise aussi gentille que dévouée, m'eurent vite remis sur pied !

Et je pus d'abord faire mes premiers pas et, par la suite, au cours de mes sorties, admirer le beau lac des 4 cantons, la Kappelbrucke, le Pilatus et cette belle ville de Lucerne avec les Alpes majestueuses lui servant de décor.

Bref, trois semaines après mon arrivée, je pus rentrer à Leysin où j'étais attendu et ma place conservée jalousement par l'infirmière suisse qui avait remplacé la française repartie vers la mère patrie. J'étais un peu le chouchou de cette brave fille, à la quarantaine bien sonnée, avec laquelle j'avais plaisir à discuter à ses moments de loisirs.

Et puis, ma blessure était enfin cicatrisée et c'était pour moi une satisfaction d'autant plus grande qu'il m'avait fallu lutter pour arriver à ce résultat.

Nous étions au printemps 1917 et depuis quelques temps il était question du rapatriement des grands blessés susceptibles d'être réformés. Mais, comme il est d'usage, les formalités administratives sont longues à se mettre en mouvement et ce n'est qu'en août qu'un convoi fut décidé pour le retour en France.

J'en faisais partie et j'entrevoyais enfin la possibilité d'une nouvelle vie (sans trop savoir enfin laquelle !), mais je gardais et garde encore dans mon cœur le souvenir ému de mon séjour en Suisse où j'avais retrouvé la santé, au moral comme au physique !

Et puis, au hasard d'une rencontre tout à fait imprévue, j'avais fait la rencontre d'une charmante jeune fille avec laquelle la sympathie finit par faire place à l'affection et à l'amour. Ainsi va la destinée, influencée sans doute par deux années de misères et de souffrances terribles ! Et puis aussi, je dois le dire, par une jeunesse au cours de laquelle je m'étais retrouvé seul au moment de mon départ au service militaire. À Clémont, il régnait une atmosphère contre nature, où les jeunes filles, éduquées par une coterie confessionnelle, étaient éloignées systématiquement des jeunes gens ! Peut-être croyait-on bien faire, mais je n'avais pas pu supporter cet état de choses et ceci explique peut-être qu'ayant rencontré une jeune fille compatissante et compréhensive à mon besoin d'affection, je trouvai ainsi mon premier amour.

En quittant Leysin, je lui fis la promesses de l'épouser lorsque ma situation matérielle me permettrait de faire face à mes obligations de chef de famille, car il me fallait, avant tout, travailler pour acquérir une situation stable et indépendante.

Ainsi, fin août 1917, je rentrai en France où, par un beau matin, notre convoi arriva en gare de Perrache, à Lyon, où une réception était organisée en notre honneur.

La France

Me voici donc de retour en France, après trois longues années passées à l'étranger, avec le souvenir d'une guerre dont les horreurs me hantent encore et me poursuivront jusqu'au dernier de mes jours !

Mon séjour à Lyon fut de courte durée puisque, le soir même, nous fûmes embarqués en train et le lendemain matin, nous nous trouvions en gare de Bordeaux. Ensuite, notre voyage se poursuivit vers le sud pour, finalement, aboutir à Pau et y être hospitalisés dans une institution libre, transformée en hôpital complémentaire 60 rue du 14 juillet. L'endroit était très bien, entouré d'un grand parc où il faisait bon se détendre, dans un climat idéal.

Nous profitions d'une assez grande liberté et la nourriture était bonne. Notre traiteur, propriétaire d'un restaurant situé en face de l'hôpital nous accueillait gentiment pour nous faire restaurer lorsque nous arrivions en retard pour les repas. Somme toute, accueil très sympathique !

Une fois bien installés dans notre nouvelle "*résidence*", et après un interrogatoire de pure forme sur les conditions dans lesquelles j'avais été blessé puis fait prisonnier, le service sanitaire s'occupa de chaque cas en particulier.

Sur le vu de ma blessure, le médecin-major m'informa que le nécessaire allait être fait pour ma réforme, laquelle pourrait avoir lieu sur place, ce qui n'était pas fait pour me déplaire, car il me tardait d'être libéré définitivement !

Entre temps, nous sortions beaucoup : visite du château d'Henri IV, de l'aérodrome de Pont-Long où se trouvait l'école de l'aviation de chasse, du magnifique boulevard des Pyrénées, d'où l'on découvre un panorama splendide, le temps passait agréablement et, chaque soir, nous reprenions enchantés le chemin de la rue du 14 juillet, notre lieu d'hébergement !

Mais, comme cela arrive souvent dans l'armée, après trois semaines de cette vie agréable, un contre-ordre arriva ! À ceux qui étaient susceptibles d'être réformés, on accorda un congé de convalescence d'un mois avec ordre de rejoindre ensuite le dépôt de notre régiment où le dossier de réforme devait nous retrouver à l'expiration de ce délai.

C'est ainsi qu'un beau matin, je débarquai, non sans émotion, dans ce cher et vieux Clémont que je n'avais pas revu depuis le printemps 1914, soit près de trois années et demi plus tôt ! Mais, depuis, combien de camarades avaient disparu, que de deuils et de misères de toutes sortes, sans compter tout ce qui allait encore arriver jusqu'au 11 novembre 1918 !

Le temps des retrouvailles fut vite passé et, au début d'octobre, je repartis pour Lyon, au fort Lamothe où se trouvait le dépôt de mon régiment. Là, je retrouvai quelques camarades de l'active, rescapés comme moi de cette affreuse tuerie !

Le lendemain de mon arrivée, visite médicale traditionnelle, au cours de laquelle je me trouvai en présence d'un petit sous-lieutenant major qui me regarda à peine quelques minutes puis me congédia sans dire un mot !

Dans la matinée, je filai au bureau de la compagnie hors rang où j'avais été affecté, pour connaître le résultat de cette fameuse visite. En me voyant, le fourrier que j'avais connu à Bruyères me dit tout joyeux : "*Tu tombes bien, je t'embauche avec moi pour travailler au bureau.*"

Quelque peu surpris, je le fus encore davantage en prenant connaissance des conclusions de ce fameux major. Voici à peu près ce qu'il y "était dit : "*Inapte aux colonies, inapte au service armé, apte au service auxiliaire.*"

Furieux, je demandai à mon camarade de m'inscrire à nouveau pour la visite du lendemain matin, avec l'intention bien arrêtée de dire à ce petit "*blanc-bec*" que je n'étais pas du tout d'accord !

Et me revoilà à nouveau devant ce fameux "*toubib*" qui me déclara, après m'avoir demandé mon nom que, ayant eu communication de mon dossier (reçu de Pau), j'allais être proposé pour la réforme. Je ne demandais pas autre chose ! Toutefois, il me fallut attendre un certain temps, car le centre de réforme était encombré et les admissions se faisaient au fur et à mesure des places disponibles.

Je restai ainsi près d'un mois en attente, avec la possibilité de sortir journellement, ce dont je ne me privais pas. Et puis, à mon arrivée à Lyon, j'avais retrouvé un de mes voisins de Clémont, Ingénieur des Arts et Métiers qui, après avoir été évacué du front, avait été détaché dans la capitale lyonnaise pour contrôler le travail dans les usines d'armement.

J'étais souvent reçu chez lui, sa femme étant venu le rejoindre et je conserverai toujours un excellent souvenir de l'amitié que j'avais trouvé auprès de ce couple très accueillant.

Enfin arriva le moment où je pus rejoindre le Centre de Réforme, situé dans un quartier de la périphérie appelé "*La Vitriolerie*".

Libre en principe les après-midis, je pus continuer à visiter la ville : le parc de la Tête d'Or, la colline de Fourvières, Loyasse, Bellecourt. Bref le séjour n'avait rien de désagréable et j'en profitais autant que faire se peut !

Je ne m'étendrai pas sur les visites de spécialistes de toutes sortes, formalités indispensables avant l'ultime confrontation précédant le retour à la vie civile, tout ceci faisant partie d'un processus inhérent à la réforme.

Mais auparavant, j'avais eu une grande joie, hélas de courte durée !

Un beau matin, je reçus une lettre de mon ami Joseph, lequel, après avoir été hospitalisé pour maladie et envoyé au dépôt pour y faire l'instruction des jeunes recrues, avait finalement été dirigé sur le front comme sergent et affecté à mon ancienne compagnie (la 6e).

Cette unité avait comme capitaine un ancien camarade de peloton des élèves caporaux, instituteur vosgien dans le civil et qui avait gagné ses galons - ainsi que la Légion d'Honneur - sur le front. Dès mon rapatriement une fiche me concernant, faisant état de ma grave blessure, avait été transmise à ma compagnie et mes deux camarades avaient aussitôt rédigé la citation me concernant, avec, bien entendu, attribution de la Croix de Guerre. Bien entendu, mon cher Joseph était heureux de me faire part de cette décision et, en même temps, me donnait les nouvelles de notre unité - ainsi que les amitiés du capitaine. Il m'apprenait, hélas, que son frère avait été tué en Belgique en novembre 14 au cours de l'offensive dans la région d'Ypres.

Bref, il est facile de comprendre ce que fut ma joie en recevant ce mot de mon grand ami et je répondis aussitôt pour le lui dire et le remercier, après avoir décrit en détail ce qui m'était arrivé depuis le 21 août 14, date de ma disparition.

Mais il était dit que cette joie devait être de courte durée. Une dizaine de jours après l'envoi de ma lettre, celle-ci me revint avec la terrible mention :

"Mort au champ d'honneur !". En recevant cette triste nouvelle.

C'est ainsi que des trois camarades que nous étions, je suis le seul rescapé, car j'avais appris entre temps que notre cher Célestin avait péri, lui aussi, à Verdun en 1916. Et pour compléter ce funèbre tableau, et après renseignements pris au bureau de la Compagnie Hors Rang, je sus que mon ami Joseph avait été tué en même temps que notre ami capitaine, au mont Cornillet dans un bombardement ayant fait de nombreuses victimes.

Finalement, le 6 décembre 1917, jour de mon 25e anniversaire, je me retrouvai, mutilé à vie, réformé n°1 avec, généreusement, une invalidité de 60 %, inférieure de 25 % à ce qui m'était dû et que je pus obtenir à grand peine en 1959, c'est à dire 42 ans après !

À cette époque les ordres étaient stricts, le code des pensions n'étant pas encore né, et après plus de 4 ans de misères, trop heureux de quitter l'habit militaire, j'avais hâte de retrouver mon cher Clémont, sans pour autant savoir ce que j'allais devenir !

Retour à la vie civile

Me voici donc de retour au pays natal, après 50 mois d'absence pendant lesquels notre commune avait payé un lourd tribut à cette guerre stupide, si bêtement appelée *"Grande Guerre"* !

Quoi qu'il puisse arriver les choses ne seraient plus jamais comme avant et ceux qui ont survécu à ces tristes années ne me démentiront pas !

En ce qui me concerne, il me fallait, obligatoirement, me recycler, comme on dit aujourd'hui. Il m'était impossible de reprendre mon métier.

Je savais, de plus, combien mes parents auraient voulu me garder auprès d'eux, mais c'était une chose impossible, étant données les circonstances. Bref, au début de 1918, l'ami dont j'ai parlé précédemment m'avait trouvé à Lyon un emploi de pointeur dans une usine lyonnaise, ce qui me plaisait assez, mais, chez moi, on redoutait l'éloignement, si bien que j'abandonnai ce projet.

D'autre part, j'avais appris qu'à Bourges une école de rééducation des mutilés de guerre procurait des emplois à ceux qui, comme moi, devaient se réadapter à la vie civile. Je me mis en rapport avec cet organisme et, au début de février, je partis, bien décidé cette fois à



La Suisse au secours des blessés.

rechercher et trouver une solution aux problèmes qui étaient les miens.

Je fus reçu par le directeur, un homme d'une extrême bienveillance qui, cordialement, me conseilla en m'indiquant tout ce que je pouvais trouver dans son établissement.

Après avoir consulté les journaux officiels indiquant les programmes pour les emplois compatibles avec chaque nature d'invalidité, je décidai de préparer un examen de 2e catégorie, il y en avait 4, la première étant la plus dure : commis d'exploitation des postes. Le programme était sensiblement le même que celui du concours de surnuméraire de cette administration, avec en moins l'épreuve d'algèbre, mais en plus la manipulation et la réception au télégraphe morse. Avantage accordé aux mutilés, il fallait obtenir une moyenne de 6 sur 10 pour être admis.

Et je tentais l'aventure, bien décidé à travailler d'arrache-pied pour réussir.

Il y avait, à l'école, des cours d'instruction générale donnés par un brave prêtre, l'abbé Marty, mobilisé pour la circonstance, un homme d'une patience infinie, doublée d'un dévouement inlassable, le tout complété par des connaissances très grandes, qu'il dispensait généreusement.

Je me devais d'évoquer cette belle figure qui savait se faire aimer de tous.

Bien qu'étant le seul à préparer cet examen, il se trouvait quelques camarades candidats à un emploi semblable pour les chemins de fer et l'un d'eux fit équipe avec moi pour notre apprentissage au morse.

L'Administration des PTT nous avait installé, dans une pièce de l'école, un appareil pour transmettre et recevoir, en local, afin que nous puissions nous exercer à nos moments de loisirs. Un vieux commis du Central, dont je devins l'ami par la suite, nous avait donné quelques leçons, étant entendu que nous irions sur place travailler en direct, au Central, afin d'obtenir le certificat d'aptitude nécessaire avant d'affronter les épreuves de l'examen. J'avais appris l'alphabet morse au régiment en tant qu'élève caporal.

Je puis dire, sans fausse modestie, que je mis tout mon cœur dans la préparation de cet examen et je pus même, aux heures où les cours me donnaient quelque liberté, aller travailler à la Préfecture, aux services agricoles, auprès d'un ingénieur agronome mobilisé sur place, au bureau du directeur des services agricoles du département, et je puis dire que partout je fus accueilli très cordialement.

L'année se passa ainsi, marquée par une terrible épidémie de grippe espagnole qui fit même quelques victimes à l'école et surtout à l'hôpital militaire, voisin de notre établissement.

Ayant accompli les formalités nécessaires, je fus convoqué pour le 9 novembre 1918, date fixée pour affronter les épreuves de l'examen. Entre temps, j'avais obtenu, après pas mal de séances au Central Télégraphique, le fameux certificat *"ad hoc"* et le soir même, après une journée qui devait compter dans ma vie, j'appris avec la joie que l'on devine, mon succès, avec une moyenne de 7.83 sur 10. Pour moi, c'était une grande espérance qui s'ouvrait, après tant d'années de misères !

J'étais resté trois mois sans retourner à Clémont, ne voulant à aucun prix compromettre mes chances de succès par des absences que j'aurais pu regretter par la suite. Je retournai quelque temps dans ma famille et rentrai à Bourges pour continuer de travailler à la Préfecture en attendant ma nomination.

Et, en mars 1919, j'appris que j'étais nommé commis d'exploitation des postes, à Bourges, à partir du 16 avril. C'était inespéré quoique, à cette époque, les emplois de titulaires étaient assez rares, la mobilisation ayant pas mal perturbé le recrutement, à tel point que beaucoup de postes étaient tenus par des auxiliaires, dont la plupart, d'ailleurs, s'acquittaient fort bien de leur travail.

Et, pour moi, une vie nouvelle allait commencer, sans pour autant m'épargner des épreuves de toutes sortes.

Léon DABARRE

La dernière lettre d'un poilu...

...malheureusement parvenue à la destinataire

C'est celle que le sergent Othon* Bres, d'origine cévenole, instituteur dans le civil, écrivit le 5 octobre 1915 à sa femme Marguerite - sa Margot - et à sa fillette de deux ans - sa Nénette - pour le cas où il ne reviendrait pas vivant de l'assaut que sa Brigade devait livrer le lendemain à l'ennemi, et qu'il signe Nohto.

Rares sont le lettres écrites dans l'espoir qu'elles ne parviendront pas à leur destinataire! Celle-ci, hélas, est arrivée!

Éveline et Yvan Brès

**** Ce prénom exprime l'originalité traditionnelle en la matière des huguenots du pays camisard. Son 2 prénom était Tancrède ; son père s'appelait Achille, ses frères Brutus et Breunus, ses sœurs Herminie et Graziella.***

Othon, Nénette et Margot



Le 5 octobre 1915

Ma Margot chérie, chérie

Je vais tâcher de t'écrire un peu longuement aujourd'hui tout en souhaitant que ma lettre soit complètement inutile. C'est une lettre, en effet, que je charge un ami resté à l'arrière de te faire parvenir pour le cas seulement où il m'arriverait quelque chose. On vient en effet de nous communiquer un magnifique ordre général du Général de Brigade nous faisant connaître que la Brigade doit aller demain à l'assaut. J'ai toujours la conviction de m'en tirer sain et sauf comme toujours mais comme on n'est sûr de rien je ne veux pas risquer de mourir sans t'affirmer que mes dernières pensées, mon dernier souffle sont pour ma Nénette et pour toi, pour ma maman chérie et pour tous les êtres qui me sont chers et qu'il est inutile que je t'énumère. Si je suis tué ou mortellement blessé, je mourrai, votre image sur mon cœur et dans mes yeux. Crois-moi si tu veux et je sais que tu me croiras, je ferai résolument mon devoir quoi qu'il puisse m'en coûter - le seul regret que j'ai, maintenant que le sacrifice est accompli, c'est de partir sans vous revoir, sans vous embrasser encore une fois follement comme je vous aime.

Si nous ne devons plus nous revoir, je t'en supplie au nom de l'amour que tu as pour moi, raidis-toi contre ta douleur, maîtrise la et vis; vis pour notre chère Nénette que je ne voudrais pas pour rien au monde être privée de sa maman après avoir perdu son papa. Élève-la bien, parle-lui de moi souvent, fais en sorte qu'elle ne m'oublie pas. Tu ne manqueras de rien, j'en suis sûr. Tes parents et les miens te donneront tout le réconfort nécessaire. Tu auras droit à une pension viagère de 720 F, qui avec ce que tu pourras gagner te suffira sans que tu sois à la charge de personne. Quitte St Michel où tu aurais trop de souvenirs pour raviver ta douleur et va passer quelque temps chez moi avec maman et Herminie. De là tu pourras aviser.

Nous sommes actuellement à gauche de la route de Sonain à Somme-Py et c'est en avant que nous devons donner l'assaut. Comme je te l'ai dit, j'ai la presque certitude de sortir de là sain et sauf ou de n'y être que blessé. En ce cas là, ma lettre ne te parviendra pas, car je charge mon intermédiaire de ne te la faire parvenir que s'il a la certitude de ma mort.

Tout le Régiment va donner et on commence par notre Bataillon. Albert plus favorisé est en réserve et ne donnera qu'après, si toutefois il donne.

Il me tarde beaucoup, vois-tu, d'être à demain, le bombardement épouvantable que nous entendons depuis 48 heures ébranle les nerfs. Nous sommes dans des tranchées provisoires, creusées depuis l'assaut de ces jours derniers, sans abri. Ce n'est pas gai et nous ne demandons qu'à en avoir fini. Les Boches répondent à notre bombardement, un obus vient de tomber à 2 mètres de moi couvrant mon papier de terre. Ce matin, j'ai reçu un éclat à l'épaule. Il m'a produit le même effet qu'un violent coup de poing.

J'ai reçu hier plusieurs lettres de toi et le colis de gaufres et oie. Merci beaucoup.

Je vais adresser cette lettre à Monsieur Picquel qui te la remettra en te prévenant avec précaution. Je le prie aussi de ne pas te laisser seule pendant quelques jours. Encore une fois, sois forte par amour de moi et pour Nénette. Je mourrai content si je sais que tu sauras maîtriser ta douleur.

Fais mes meilleures amitiés à tous les amis, M. Brunel, Maillard, Picquel etc.

Je pourrais faire dans les mêmes conditions une lettre pour maman et pour tous mes frères et sœurs, mais réflexion faite, je trouve ridicule cette confession in extremis, tellement j'ai confiance.

En tout cas si ma lettre te parvient communique la leur.

Dis leur que je les réunis tous, que je vous réunis tous dans le dernier baiser que j'envoie.

Ton Notho qui voudrait bien que tu ne lises jamais cette lettre.

Santerre Wilbert et tous les autres camarades sont avec moi et nous marcherons demain côte à côte.

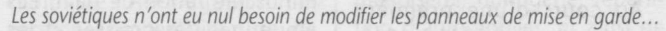
Si nous revenons, nous nous proposons de boire une bonne bouteille. Le croirais-tu c'est plutôt à cela qu'à mourir que l'on pense.

Comme l'a écrit ce matin le Général "Haut les Cœurs et vive la France!"

Encore un baiser.

« CAMPS ET PRISONS EN ALLEMAGNE ORIENTALE »

Le 12 novembre 1949, David Rousset publiait sur deux pleines pages du Figaro littéraire un appel aux anciens déportés des camps nazis et à leurs organisations en vue de constituer une commission chargée d'enquêter sur le système concentrationnaire en U.R.S.S. En effet, « si l'on entreprend une enquête sur un système d'internement pour savoir s'il s'apparente, dans sa nature, dans son fonctionnement et dans ses conséquences, au système nazi, les anciens déportés sont bien évidemment les plus qualifiés pour la mener (1). »



On connaît l'écho de cet appel et le tir de barrage opposé par le P.C.F., avec notamment les articles de Francis Cohen dans *L'Humanité* du 12 novembre 1949 (« Les travaux forcés de l'antisoviétisme ») et de Pierre Daix (« Pierre Daix matricule 59807 à Mathausen répond à David Rousset ») dans *Les Lettres françaises* du 17 novembre. Outre les calomnies et les injures — habituelles, serait-on tenté de dire —, Pierre Daix accuse David Rousset de falsifier un article du code pénal soviétique et de transposer en U.R.S.S. des récits de « ce qui s'est passé dans les camps nazis ». David Rousset attaque en diffamation *Les Lettres françaises* représentées par Claude Morgan et Pierre Daix, respectivement directeur et rédacteur en chef de l'hebdomadaire. Ce procès tumultueux se déroule du 25 novembre 1950 au 12 janvier 1951 et permet à des survivants des camps soviétiques de se faire entendre, notamment Margarete Buber-Neumann, le général El Campesino, Joseph Czapski, Julius Margoline et Alexis Weissberg. Il aboutit à la condamnation des deux prévenus, même si le mythe soviétique n'est pas fondamentalement ébranlé par ces révélations...

Cependant, le 24 janvier 1950, la Commission d'enquête française est créée à l'initiative des délégués des organisations suivantes : la Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance, l'Union Générale des Déportés, l'Association des Anciennes Déportées et Internées de la Résistance, l'Association des Médecins Déportés, l'Amicale Dora-Ellrich, et le Groupe Cavaillès de l'université de Strasbourg (2). Au cours de sa première séance, la Commission française adopte le texte d'une lettre aux organisations de déportés des autres pays en vue de constituer une Commission d'enquête internationale. Des contacts s'établissent très rapidement avec celles de Belgique, d'Espagne républicaine, de Hollande et d'Allemagne fédérale. Les délégués de ces différents pays se rencontrent les 20 et 21 juillet 1950 à La Haye lors du congrès de l'organisation hollandaise Nederlandse Vereniging van Ex-Politieke Gevangenen et décident la création de la Commission internationale d'enquête, fondée officiellement trois mois plus tard, les 20 et 21 octobre 1950, à Bruxelles. Elle est présidée par le Docteur Georges André, une personnalité de la résistance belge antinazie, et prend le nom de Commission Internationale contre le Régime Concentrationnaire (C.I.C.R.C.).



Les soviétiques n'ont eu nul besoin de modifier les panneaux de mise en garde...

Après avoir défini ses méthodes de travail, la C.I.C.R.C. s'adresse dans un premier temps aux gouvernements de quatre pays accusés d'entretenir un régime concentrationnaire (Espagne, Grèce, U.R.S.S. et Yougoslavie) et entreprend de grandes enquêtes qui aboutissent à la publication de plusieurs « Livre blanc » sur les camps de concentration soviétiques, le système pénitentiaire espagnol et les camps d'internement en Grèce. La C.I.C.R.C. s'intéresse aussi à la situation en Afrique du Nord (Tunisie, Algérie) et réalise une œuvre pionnière sur l'organisation du travail forcé et les camps de concentration dans la République populaire de Chine. Si certains pays acceptent de recevoir les enquêteurs de la C.I.C.R.C. à la suite de pressions diplomatiques ou pour améliorer leur image dans l'opinion internationale, l'U.R.S.S. et la Chine ne répondirent jamais aux multiples demandes de la C.I.C.R.C.

Outre la publication de ces rapports, la C.I.C.R.C. se dote d'un « bulletin d'information » dont le premier numéro paraît en décembre 1954. Début 1956, cette publication prend le nom de *Saturne* ; elle est publiée jusqu'en 1959. On y retrouve les noms de David Rousset et des avocats Théo Bernard et Gérard Rosenthal, mais aussi du syndicaliste d'origine tchèque Paul Barton qui synthétise le résultat de ses travaux dans *L'Institution concentrationnaire en Russie 1930-1957* (Plon, 1959). Le texte que nous reproduisons ici, consacré aux camps de concentration de l'Allemagne orientale, fut publié dans cette revue (n° 3, mai-juin-juillet 1955, p. 72-76).

Dès 1947, la revue syndicaliste *La Révolution prolétarienne* (n° 309, novembre 1947) avait donné les premières informations sur ces camps. Douze d'entre eux étaient répertoriés, dont trois avaient été utilisés auparavant par les nazis (Fuenfeichen, Sachsenhausen et Buchenwald). De nombreux responsables social-démocrates et militants antinazis y étaient internés. L'année suivante, la

revue socialiste *Masses* (n° 14, avril-mai 1948) de René Lefeuvre donna également des informations sur « l'Allemagne concentrationnaire ». Plus près de nous, après la chute du mur de Berlin, le journaliste Henri de Bresson publia une mise au point sur les « camps nazis devenus staliniens » (*Le Monde*, 31 mars 1990). Pourtant, à ce jour, il n'existe à notre connaissance aucun travail exhaustif et accessible en Français sur le système concentrationnaire en Allemagne de l'Est et, plus généralement, dans les « démocraties populaires » après la fin de la Seconde Guerre mondiale (3).

Un tel travail serait pourtant indispensable aux amateurs d'histoire comparatiste, scientifiquement fondée, qu'effarouchent encore l'idée même d'un examen du stalinisme (et de ses dérivés) et du nazisme. Il est vrai que la charge symbolique de ces camps nazis devenus aussitôt staliniens serait sans doute particulièrement forte si l'on voulait enfin les prendre en compte. À la fin de *L'Écriture ou la vie* (rééd. Folio/Gallimard, 1996, p. 391), Jorge Semprun souligne à propos du mémorial du camp de Buchenwald :

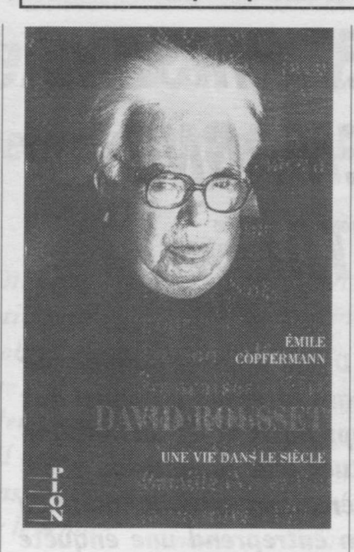
« D'un côté [...], sur l'un des versants de la colline, un mémorial de marbre grandiloquent et monstrueux devait rappeler au bon peuple l'attachement fallacieux, car purement symbolique, du régime communiste au passé des luttes antifascistes européennes. De l'autre, une forêt nouvelle s'était avancée sur les charniers du communisme, pour en effacer la trace dans la mémoire humble et tenace du paysage, sinon dans celle des hommes. »

Rappeler ce que furent les camps de concentration d'Allemagne orientale, c'est donc en même temps sauver une bribe de la mémoire des victimes, mais aussi contribuer au nécessaire débat sur la comparaison stalinisme/nazisme dans le but de sortir d'un siècle d'hémiplégie morale et, par là même, de mieux comprendre les horreurs du présent.

Charles JACQUIER

***

Sous le titre : « Les camps punitifs et les maisons de réclusion de la zone soviétique », le



Parti Social Démocrate vient de publier un mémoire d'ensemble sur le développement du système répressif dans l'Allemagne de l'Est de 1945 à 1954. L'intérêt en est fort grand. Aussi bien nous avons cru bon d'en donner ici un compte rendu détaillé.

D'après ce mémoire, il faut distinguer trois périodes dans l'histoire des camps de concentration et des prisons de l'Allemagne Orientale depuis 1945.

Au cours d'une première période, allant de 1945 à 1948, les camps de concentration avaient nettement le caractère de camps d'extermination.

A partir de 1948, une certaine amélioration s'est fait sentir dans le ravitaillement et l'état sanitaire, et les premières libérations avaient eu lieu.

Au début de 1950, les camps et les prisons, jusque-là administrés directement par les autorités soviétiques, furent placés sous l'autorité nominale de la « République démocratique ». Un personnel allemand remplaça les troupes du M.V.D. chargées de la garde des détenus ; un certain nombre de camps furent dissous.

La période des camps d'extermination (1945-1948)

La majeure partie des détenus furent arrêtés immédiatement après l'occupation du territoire allemand par les troupes soviétiques, au cours de rafles de grande envergure. Il s'agissait d'anciens fonctionnaires, et d'anciens officiers, mais aussi de techniciens et de spécialistes, et parfois même, de simples passants arrêtés pour remplacer des détenus évadés et compléter ainsi les effectifs d'un convoi.

Une terreur systématique fut également exercée contre les anciens sociaux-démocrates dont un certain nombre, libérés en mai 1945 des camps nazis, durent réintégrer au cours de la même année les camps soviétiques. Les prisonniers étaient d'abord incarcérés dans des locaux de fortune et camps improvisés dans des conditions que le rapport décrit ainsi :

« La nuit, les détenus étaient tellement serrés, que s'ils voulaient changer de côté, ils devaient se retourner tous à la fois et sur commandement. Ils mangeaient dans des boites à conserves, à l'aide de cuillers en bois qu'ils fabriquaient eux-mêmes. Le ravitaillement était très insuffisant et consistait en soupes cuites à l'eau et en une minuscule ration de pain. Les albumines, les graisses et les vitamines faisaient presque entièrement défaut, en sorte que rapidement les détenus présentaient tous les symptômes de la dystrophie : amaigrissement, hydropisie, enflure des pieds et du ventre. »

Après une instruction qui durait généralement plusieurs mois et au cours de laquelle l'aveu était extorqué au prévenu à l'aide de tous les moyens de pression et de torture, il passait en jugement, et après sa condamnation, était transféré dans son camp définitif.

Le mémoire ne fournit aucun détail sur la procédure appliquée devant les tribunaux, et passe à la description des différents camps.

« A Bautzen (ancienne maison de réclusion allemande), les détenus étaient hébergés soit dans les cellules, soit dans les anciens ateliers, qui étaient au nombre de treize. Ceux-ci, d'une superficie moyenne de trois cents mètres carrés, abritaient quatre cents et jusqu'à cinq cent cinquante détenus chacun. Les détenus couchaient sur des bat-flanc en bois à deux étages ; jusqu'en 1948, il n'existait ni matelas, ni sacs de paille, ni couvertures. La largeur disponible pour s'étendre était de trente-quatre à quarante centimètres par homme. Il n'y avait pratiquement ni tables, ni tabourets. Il n'y avait que trois W.C. par salle. Les fenêtres étaient aveuglées et la pénombre régnait constamment dans les salles. Le ravitaillement consistait en un demi-litre de soupe à l'eau deux fois par jour, avec deux cuillerées d'orge, et six cents grammes de pain humide et amer. Pour six cents litres de soupe on utilisait trente-six kilos d'avoine ou d'orge, douze kilos de farine et une ou deux louches de beurre ou de lard. Par la suite il y eut des soupes aux légumes (raves et navets), des concombres salés et trois cent cinquante grammes de pain par jour. Il n'y avait que des traces de graisse et de viande. La viande lorsqu'il y en avait, était de mauvaise qualité, et souvent pourrie. La terreur exercée par les criminels de droit commun contre les détenus politiques était un véritable martyre. Conformément à un principe du système pénitentiaire soviétique, on utilisait de préférence pour les postes responsables (chefs de bloc, chefs de salle, etc.) des éléments criminels qui se livraient au mouchardage et à l'espionnage. Ils utilisaient leurs pouvoirs de la manière la plus éhontée. En particulier, tout ce qu'un détenu pouvait encore posséder de précieux, sous forme de vêtements, de chaussures, de couvertures, lui était enlevé par ces éléments (et aussi par certains gardiens soviétiques) sous prétexte d'échanges contre de la nourriture et du tabac. »

« A Sachsenhausen, où il existait une baraque de femmes, il y avait parfois jusqu'à trente nourrissons à la fois ; beaucoup mouraient, à la suite d'une alimentation inappropriée. En effet, la proportion des femmes enceintes était assez élevée ; chez certaines, la grossesse était postérieure à leur arrestation, et elles avaient été violées au cours de l'instruction. Il y eut aussi des cas de viol à Sachsenhausen même. Le pourcentage de femmes atteintes de maladies vénériennes était pour cette raison assez élevé. Les conditions inhumaines de détention avaient des effets particulièrement funestes sur les femmes : les cas de dépression et les sui-

cides étaient nombreux. La mortalité chez les femmes s'élevait au début à une quinzaine par jour. »

« Dans les autres camps, la situation était généralement la même, mais suivant les particularités de l'administration, tels ou tels autres traits étaient particulièrement accusés. Dans certains camps les sévices et les peines de cachot revêtaient un caractère spécialement sadique, ainsi à Höhenschönhausen, où les malheureuses victimes devaient se tenir dans l'eau jusqu'aux genoux, jusqu'à ce qu'elles s'effondrent. Ailleurs la famine était insupportablement dure, ainsi à Jamblitz, où les détenus mangeaient l'écorce des arbres, de sorte que les arbres de la cour étaient dépouillés de leur écorce jusqu'à deux mètres de hauteur. A Untermassfeld, au cours de l'hiver 1946-1947, plusieurs détenus sont morts de froid. Mais quelle qu'ait été la variante spécifique, partout les souffrances physiques et morales entraînaient les mêmes conséquences, et donnaient aux camps le caractère accusé de lieux d'extermination. »

Au total, au cours de la période qualifiée par les auteurs du mémoire de « période d'extermination », 180 000 à 250 000 hommes auraient été arrêtés, dont 90 000 à 150 000 auraient succombé et 30 000 à 40 000 auraient été déportés en Russie. La proportion des survivants de cette période ne serait donc que de 30 à 40 %.

Au printemps 1948, le maréchal Sokolovski ordonnait la libération d'un certain nombre de détenus. A la même époque, des commissions d'inspection composée d'officiers soviétiques visitaient les camps. Peu après, certaines améliorations furent introduites ; il est probable que les révélations faites par les libérés, portées à la connaissance de l'opinion publique, y ont contribué de leur côté. Des matelas et des couvertures furent distribués aux détenus. En août 1949, ils furent autorisés pour la première fois à écrire à leur famille, à lire les journaux communistes, et des séances de cinéma furent organisées dans certains camps. En octobre 1949, la ration quotidienne fut portée à :

450 gr. de pain,
600 gr. de pommes de terre,
25 gr. de sucre,
10 gr. de graisses,
30 gr. de confiture,
30 gr. de viande.

Surtout, d'importantes améliorations furent apportées au régime sanitaire. Les hôpitaux des camps furent munis de médicaments, et même d'installations de rayons X. Des rations supplémentaires furent accordées aux tuberculeux et aux dystrophiques.

De nouvelles libérations eurent lieu au début de 1950. Certains camps furent dissous à la même époque. Les détenus étaient soit transférés en d'autres camps, soit déportés en Russie, soit libérés. Il est impossible de connaître le critère qui présidait à la décision dans chaque cas individuel.

De 1950 à nos jours

Aussitôt après, un changement radical eut lieu dans les camps de l'Allemagne-Est : le personnel pénitentiaire russe, du commandant du camp aux simples gardiens, fut remplacé par un personnel allemand, sélectionné parmi les détachements de la « police populaire ». Cependant, les autorités soviétiques continuaient à exercer sur les camps un contrôle invisible.

Au début, ce changement eut pour la condition des détenus des effets désastreux. En particulier, les rations alimentaires baissèrent en quantité et en qualité, surtout dans les camps dont les effectifs réels étaient supérieurs aux effectifs normaux, tels que l'administration soviétique les déclarait pour des raisons de camouflage. (En ce cas, les Russes complétaient le nombre de rations en puisant dans les stocks de leur armée, ce que l'administration allemande ne pouvait évidemment pas faire. C'est ainsi que sur les sept mille détenus du camp de Bautzen, dix-huit cents seulement étaient des détenus « officiels », nourris par les services de ravitaillement de la ville de Bautzen, tandis que le restant était nourri grâce à des prélèvements de l'armée russe.) Aux mois de février et mars 1950 une famine terrible, rappelant les pires époques des années 1946 et 1947, sévissait dans la plupart des camps. En même temps, le droit de correspondance et de lecture, les séances de cinéma furent supprimées. Dans leur désespoir, les détenus de Bautzen organisèrent fin mars une « révolte de la faim », qui fut réprimée de manière sanglante. Mais une inspection soviétique eut lieu, et, à partir de mai 1950, la situation commença à s'améliorer lentement.

Surtout, en juin 1950, une innovation capitale fut introduite : en même temps que le droit de correspondance était rétabli, les détenus furent autorisés à se faire envoyer des colis alimentaires. C'est surtout grâce aux colis, à leur effet physiologique et aussi à leur effet moral, que l'état sanitaire des camps s'améliora considérablement et que la tuberculose cessa d'y faire des ravages.

Les possibilités de travail qui s'ouvrirent sur une large échelle à partir de 1952 furent un autre facteur favorable. Il s'agissait surtout de travail artisanal, tel que confection d'uniformes, menuiserie, horlogerie, réparation d'automobiles, et ainsi de suite. On peut estimer à 50 % la proportion de détenus qui trouvèrent à s'occuper ainsi. Le souci de la productivité poussait les gardiens à confier la direction des équipes de travail aux détenus les plus compétents, ce qui diminuait d'autant les privilèges et l'emprise des criminels et des éléments asociaux dans les camps.

Enfin, l'état sanitaire général et le régime des infirmeries s'améliora, surtout à partir de 1953, lorsqu'une grande campagne fut déclenchée en Allemagne Orientale pour la propagation des théories de Pavlov sur l'unité psychosomatique de l'être humain, ce qui permit au service médical des camps d'attirer l'attention des autorités sur l'importance d'une ambiance psychologique satisfaisante pour la guérison des maladies, telles que la tuberculose. Les tuberculeux furent exempts de peine de cachot, et, d'autre part, purent être soignés à la streptomycine. C'est dans ces conditions qu'à Bautzen, par exemple, la mortalité due à la tuberculose disparut presque entièrement en 1953, tandis que la mortalité générale, due surtout à des accidents cardiaques et au cancer, descendit à un niveau qu'on peut qualifier de normal.

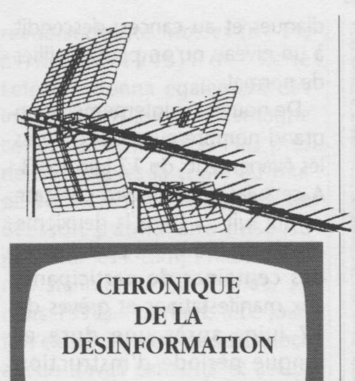
De nouveaux internements en grand nombre eurent lieu après les événements du 17 juin 1953. A ce sujet, le mémoire constate ce qui suit : « Dans la deuxième moitié de 1953, des centaines et des centaines de participants aux manifestations et grèves du 17 juin, après une dure et longue période d'instruction préventive, étaient condamnés à des peines de durée variable, et internés dans les camps. Ils furent isolés des autres détenus et traités avec une grande dureté. Il s'agissait presque uniquement d'ouvriers que les méthodes policières de la République Populaire avaient contraint à des aveux généralement fantaisistes. Leur état général était déplorable : beaucoup d'entre eux étaient devenus tuberculeux au cours de la période d'instruction, la maladie présentant les mêmes symptômes aigus que ceux qui la caractérisaient au cours de la période de famine de 1946-1947. Malgré cela, on voulut au commencement les priver de médicaments et de la ration supplémentaire. Cette mesure inhumaine se heurta à une telle résistance, même de la part des gardiens allemands, qu'elle fut rapidement abrogée, et les malades du 17 juin furent finalement assimilés, à tous points de vue, aux autres malades. »

En conclusion, le mémoire du parti social-démocrate rappelle que de 1945 à 1955, le peuplement des camps s'est presque entièrement renouvelé, compte tenu de la terrible mortalité des premières années, et qu'actuellement il est composé pour l'essentiel d'opposants politiques actifs au régime communiste, dont beaucoup de sociaux-démocrates, à l'exclusion des criminels professionnels et aussi des anciens nazis.

(1) Emile Copfermann, *David Rousset, une vie dans le siècle*, Paris, Plon, 1991, p. 114.

(2) *Cf.* Henri Reumont, « Quatre années d'activité », *Bulletin d'information* (Commission internationale contre le régime concentrationnaire), n° 1, décembre 1954, p. 3-11.

(3) Signalons pour la Roumanie de cette période le livre terrible, malheureusement trop peu connu, de Virgil Ierunca, *Pitesti laboratoire concentrationnaire (1949-1952)*, Paris, Éditions Michalon, 1996.



CHRONIQUE
DE LA
DESINFORMATION
Jean-Jacques Ledos

DEFAITE DE L'INFO

Parmi les vaincus de l'opération de l'OTAN en Yougoslavie, il faudra sans doute compter les médias. Non que les journalistes n'aient tenté d'être présents. Le reportage devient de plus en plus un métier de transmetteur de message délivré de manière autoritaire. Sans doute, l'état de guerre justifie-t-il le contrôle de l'information. Ceci n'est pas nouveau. Cependant les lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs qui constituent la clientèle des médias, sceptiques, se posent de plus en plus la question "qui dit quoi à qui, avec quelle intentions ?" De le censure aux manipulations lors du montage des sujets, le citoyen a du mal à discerner la vérité. Il n'est pas certain que les bonnes causes se trouvent ainsi justifiées. ❑

NON-CONFORME

Il est difficile et courageux, imprudent et improductif de ne pas penser à l'unisson d'une quelconque pensée unique.

La conduite, sous commandement américain, des récentes guerres - Golfe et Yougoslavie - a intégré leur expression médiatique. Globalisée, elle a oublié le droit à la liberté d'expression garanti aux États-Unis par le premier amendement à la Constitution, non exportable, sans doute ?

Une présentation consensuelle des événements a imposé un conformisme, seulement contesté par quelques intellectuels, habitués et habilités au commentaire politique mais rejetés, cette fois, au nom d'une nouvelle "pensée unique".

Le doute est l'attitude qui fonde l'esprit critique comme antidote des idéologies imposées, des théologies et des consensus circonstanciels dans les quels on s'étonne de compter aujourd'hui "Le Monde". Les intellectuels, journalistes ou non, ont-ils démérité en exerçant leur droit au doute ? ❑

PORTE-MENSONGE

La volonté affirmée par les défenseurs atlantistes de l'humanitaire a recyclé une fonction ancienne. Celle de porte-parole officiel. Sans doute n'est-elle pas nouvelle mais cette fois, elle a imposé au monde entier une version labellisée - celle des défenseurs de la liberté - qui faisait l'économie de vérités sans doute gênantes. Avec une arrogance digne des anciens régimes totalitaires, elle semblait menacer toute déviance par rapport au message consensuel.

La démarche a payé si l'on observe les anathèmes portés envers les incrédules qui allaient parfois vérifier sur place la réalité des situations officiellement décrites. On peut, certes, contester la ligne suivie par quelques feuilles militantes mais lorsqu'on y trouve la signature d'un journaliste aussi averti que Paul-Marie de la Gorce, plutôt familier du "Monde diplomatique", on se prend à douter de l'assurance des porte-parole "va-t-en-guerre". ❑

CONTESTATION IGNORÉE

Le sémillant porte-parole de l'OTAN ne s'est pas étendu sur l'état de l'opinion publique italienne des rives de l'Adriatique, au printemps dernier.

Nombreux étaient alors les riverains qui exprimaient à voix haute ou par graffitis leur réprobation d'une pratique habituelle des aviateurs qui n'hésitaient à se délester, dans la mer, des bombes inutilisées pour éviter qu'elle n'explosent à l'atterrissage.

On ne s'étonnait pas, alors, de retrouver, sur les murs de injures qui rappelaient les jours de la guerre froide. ❑

CAPITALISME "DYNAMIQUE"

Le capitalisme retapissé aux couleurs du libéralisme n'en finit pas de faire des progrès, sous les applaudissements des actionnaires.

Après les suppressions d'emploi, le contrôle des salaires, la maîtrise patronale des conditions de travail, la flexibilité du travail, encore plus fort : la sanction imposée aux entreprises qui commettraient l'erreur d'embaucher.

Le Monde du 19 juin dernier évoquait cette pratique dans un comté (arrondissement) de l'État d'Orégon, à l'ouest des États-Unis. La société *Intel* qui fabrique les microprocesseurs pour les PC a, ainsi, pris l'engagement de développer ses activités, sans créer de nouveaux emplois pour n'avoir pas à payer une amende de 1 000 dollars par unité d'embauche. ❑

DÉSINFORMATION ORGANISÉE

La liberté d'expression, c'est comme l'usage des automobiles. A force de la proclamer ou de l'encourager, on ne peut qu'en mesurer les excès.

De nouvelles formes de censure, qui n'ont pas pour origine, le plus souvent, des dispositions réglementaires, limitent aujourd'hui la saisie de l'événement, voire des lieux.

Le reportage sur les actions de guerres est de plus en plus contrôlé par les armées. Au moment où le préfet Bonnet sort de prison, satisfait de pouvoir s'exprimer devant la meute des journalistes, le maire de la commune alpestre de Saint Étienne de Dévoluy, endeuillée par un accident de téléphérique prie les reporters de ne pas "couvrir" les obsèques. On doit s'incliner devant ce souci respectueux. Sur le mode "business", moins respectable, les propriétaires de sites ou d'images réclament des droits pour la reproduction. C'est le cas pour un chaîne de volcan, propriété privée ? ("Le Monde, juillet 1999) ou pour les images de la Bibliothèque Nationale de France dont l'architecte se prétend titulaire des droits.

La liberté d'expression est bien opprimée. ❑

GUERRES FROIDES

Au lendemain de la dernière grande guerre mondiale, un manuel de philosophie* d'inspiration marxiste dénonçait le coca-cola comme l'un des instruments de pénétration de l'impérialisme américain**

La mise en cause internationale, l'été dernier, de la boisson gazeuse, dont la nocivité n'a pas été démontrée serait-elle le premier épisode d'une guérilla économique ? La fronde de David vers le front de Goliath ? L'arrogance de la puissance pourrait justifier de telles réactions. ❑

* G. Politzer, Caveing et Besse : "Abrégé de philosophie" (Éditions sociales).

** Voir "Le livre noir du capitalisme" (Le temps des cerises, 1998).

INGÉRENCE COUPABLE

"Le canard enchaîné" a rapporté en juin dernier une information (reprise par "Le Monde" quelques jours plus tard qui fait douter des vertus de la liberté d'expression.

A l'occasion d'un voyage à Paris, la Secrétaire d'État des États-Unis, Madeleine Allbright aurait reproché au chef de l'État et au Premier Ministre de bafouer la liberté d'opinion en demandant un rapport sur les sectes et en condamnant parfois ses responsables.

« La liberté opprime, la loi libère » disait Lacordaire au siècle dernier. ❑

SURSAUT

Tiens, tiens ! le "Nouvel Obs" retrouverait-il le goût de la vérité qui fonda son succès ?

En juillet dernier, une "accroche", dénonçait comme un "danger pour la démocratie ces grands patrons" qui "tiennent les médias" et "peuvent contrôler l'information".

On a déjà évoqué ici la confusion qui consiste à accuser de désinformation les journalistes plutôt que les propriétaires des médias, soumis à la "pensée unique" ou respectueux de l'État commanditaire.

Mais qu'en pense l'homme d'affaires Claude Perdriel dont la proximité avec le "Nouvel Obs" est trop peu connue ? ❑

FIN DU MOUVEMENT OUVRIER ?

Évoquant deux analyses de la "nouvelle social-démocratie", un article du "Monde diplomatique" * de juillet dernier citait une argumentation souvent reprise : les impératifs de survie dans une économie globalisée et concurrentielle impose une participation des acteurs économiques, dirigeants, cadres, agents de production qui abolit l'ancienne lutte des classes.

Le 4 juillet, une information sur "France-Culture", non-reprise par d'autres médias, livrait les résultats d'un sondage sur la hiérarchie des nuisances dans les entreprises. Dans l'ordre : le bruit, la concurrence entretenue entre les employés, l'agressivité et les humiliations imposées par les petits cadres - les "petits chefs", à l'époque de la lutte des classes.

Le jour où le mouvement social se réveillera, il y aura peut-être des règlements de compte. ❑

* La social-démocratie privatisée" par José Vidal-Beneyto.

CARENCE DE L'IMAGINAIRE

Cinquante ans après, la description d'un totalitarisme que dressait George Orwell dans "1984", paraît bien insuffisante. Notre présent "libéral" s'enrichit régulièrement, grâce à des techniques toujours plus perfectionnées de nouvelles contraintes pour les libertés individuelles.

Passons sur la manipulation généralisée qu'entretiennent des médias aux mains des puissances financières ;

Les progrès techniques procurent à des polices qui n'avouent pas leur fonction des moyens de surveillance - osons le mot de "fichage" - que l'anticipation n'avait pas prévus.

"Le Monde" du 8 dernier évoquait le pistage que permettent les cartes de paiement en reconnaissant le nom, le prénom, l'adresse, la date et le lieu de l'acte commercial, la signalétique du produit, etc.

Le lendemain, le même quotidien annonçait l'extension prochaine à la surveillance urbaine de l'observation par les "drones", ces aéronefs téléguidés que les armées utilisent déjà dans les conflits.

La liberté "libérale" est aux antipodes de la liberté "libertaire". ❑

RAPPEL AUX INTERNAUTES

N'oubliez pas d'aller sur le site : http.//menteur.com

Les "Chroniques" du menteur", comme le nom ne l'indique pas, sont une source d'informations non-conformistes à ne pas négliger. ❑

Les notes de lecture de J.J. Ledos

RÉVOLUTION DANS LA COMMUNICATION *

Révolution ? Méfiance. Sa nécessité souvent fondée sur une juste revendication est souvent trahie par sa pratique. Est-ce le cas de ce nouvel univers d'une convivialité mondialisée que nous promettent les nouvelles techniques de communication ?

Le numéro spécial d'été du "Monde diplomatique" rassemble un certain nombre de mises en garde envers les récupérations, les nouvelles contraintes, voire les atteintes aux libertés individuelles qu'annoncent des médias privés - presse, radio, télévision, internet, publicité - soumis au modèle libéral. Au lieu d'une bienfaisante convivialité universelle, on voit se dresser des forteresses bénies par les Bourses, protégées par des "gendarmes mondialisés". On pense à ce poncif des polars : « *Rendez-vous, vous êtes cernés !* »

« *...Peu à peu la communication est devenue idéologie....* » écrit Ignacio Ramonet dans la présentation. Le medium serait-il devenu le message ? L'obligation, non de communiquer, mais d'être récepteur des messages nous est imposée par un environnement médiatique qu'un chef d'orchestre invisible semble coordonner. On ne doit plus douter que la privatisation de la communication, puis les regroupements des sociétés, conduisent à de nouveaux monopoles, donc à de nouveaux pouvoirs absolus. Refuser d'entrer dans ce système est devenu une forme d'incivisme économique ou un acte de résistance. Au choix selon sa conscience.

Il n'est jamais trop tard pour mesurer les risques de la promesse trompeuse des "révolutions" !

[De louables intentions semblent encore tenter de conjurer le danger. Consulter, en particulier, le site "www.patrick-bloche.org/ ".]

J.-J. L.

* "MANIÈRE DE VOIR" n° 46, juillet-août 1999. ("LE MONDE DIPLOMATIQUE", 21bis, rue Claude-Benard, 75242, PARIS, Cedex 05).

"HISTOIRE DE L'UTOPIE PLANÉTAIRE"

par Armand Mattelart *.

De tout temps, l'imaginaire de l'utopie a proposé au désarroi circonstanciel des hommes le modèle universel de sociétés meilleures voire idéales. On peut s'étonner qu'en cette fin de millénaire, les profondes mutations engagées ne suscitent aucune utopie.

Armand Mattelart, connu, comme sociologue des médias, dresse l'histoire des utopies du passé comme celle des occasions rêvées et, manquées, tant les progrès de l'esprit humain, des mentalités et des volontés sont lents. On peut toutefois se consoler en prenant connaissance de projets de sociétés communautaires sans obligation ni sanctions.

La découverte de mondes nouveaux qui devait ouvrir les esprits et étendre la convivialité a été souvent été l'occasion de conquêtes sanglantes et de soumissions durables. Les nombreux projets de "paix perpétuelle" n'ont pas résisté aux convoitises territoriales guidées par les égoïsmes nationaux.

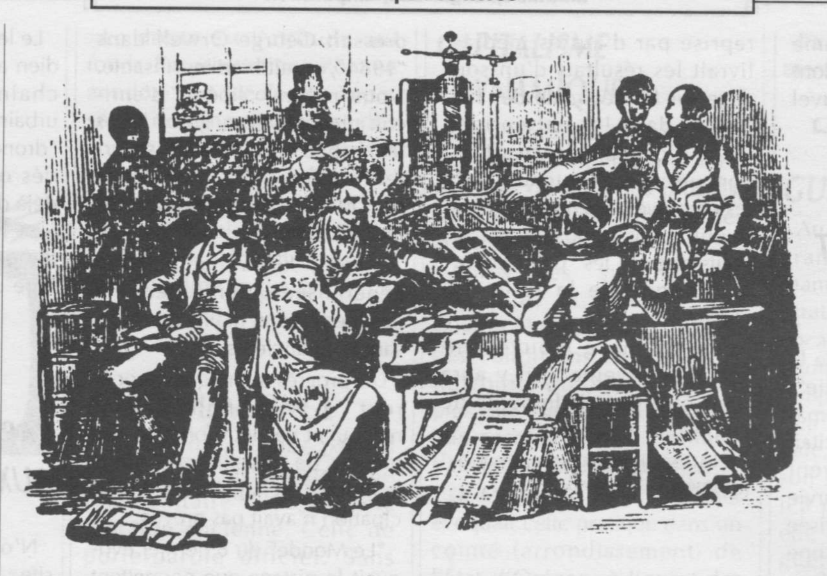
Il n'est peut-être pas encore trop tard pour prendre connaissance des généreuses propositions en forme de vœux de Campanella, de Thomas More, de l'abbé de Saint-Pierre, des "Lumières" et de tant d'autres.

La perspective actuelle d'un ordre mondial organisé selon une pensée unique, avec les moyens de communication que l'on sait, annonce non l'avènement du bonheur imaginé par les utopies mais une épouvantable soumission dans un prétendu "meilleur des mondes".

Le livre d'Armand Mattelart donne encore des raisons de rêver sinon d'espérer. Il faut le lire.

J.-J. L.

* Éditions La Découverte, Paris, 1999 - 165,00 F.



Le temps des LIVRES



DOCKERS DE LA MÉDITERRANÉE À LA MER DU NORD

Cet ouvrage s'inscrit dans une démarche comparative entre ports de la Méditerranée, de l'Atlantique, de la Manche et de la mer du Nord, privilégiant la période fin 19e et 20e. Il fait le point sur de nombreuses recherches, achevées ou en cours. La dimension internationale - les participations sont dues à des universitaires de cinq pays d'Europe, outre la France - constitue le moyen d'une approche historique nouvelle d'une corporation qui a vécu ces dernières années des transformations décisives et reste toujours au cœur d'un légendaire bien particulier.

Organisé autour de quatre thèmes, l'ensemble traite d'abord de l'organisation du travail sur les quais et son évolution, depuis la liquidation des sociétés de portefaix jusqu'aux mutations actuelles. Dans la deuxième partie, l'accent est mis sur les communautés de dockers et le syndicalisme. Le mouvement syndical sur les quais et la communauté des dockers relèvent-ils partout d'un modèle unique ? La question se pose aussi bien dans le temps que dans l'espace. L'examen des relations multiformes du groupe de dockers avec la cité - relations économiques, sociales, politiques - sujet de la troisième partie de l'ouvrage ne néglige pas pour autant les aspects culturels et les représentations. Dans ce dernier chapitre sont abordées enfin les implications internationales de l'action syndicale des dockers, non seulement dans le cadre traditionnel de concurrence de la circulation maritime, mais aussi dans celui d'un affrontement géostratégique régional ou mondial comme lors de la guerre froide ou de la décolonisation.

L'ensemble permet bien entendu des comparaisons fructueuses entre ports français et étrangers (allemands, britanniques, belges, algériens, italiens, grecques, espagnols), mais également entre régions maritimes françaises.

Edisud, La Calade, RN7, 3120 Route d'Avignon, 1390 Aix-en-Provence. 238 pages, 150 F.



HISTOIRES D'UNE USINE EN GREVE : RHODIACETA 1967-1968 LYON-VAISE

Cet ouvrage est le fruit d'un travail collectif effectué par le Centre coopératif d'histoire vivante des révoltes et des alternatives sociales. Il restitue quelques fragments de la "mémoire collective" concernant la vie et les luttes des salariés de Rhodiaceta durant les années 1967-68, dans le quartier ouvrier de Vaise où celle-ci s'était installée depuis le début du siècle. Nous n'avions aucune idée précise de ce qui s'était passé alors, sinon que la longue grève de février et mars 1967 avait enflammé l'imaginaire collectif des militants syndicaux de la région et de la France entière, ainsi que celui des étudiants qui un an plus tard déclenchèrent le mouvement de contestation globale de mai 68. De fait, les étudiants ayant manifesté le jour du 13 mai, sont "naturellement" allés chercher les ouvriers de la Rhodia, afin de les rallier à leur lutte mais aussi pour leur rendre hommage.

Editions Révoltes, 10 rue Dumont D'urville, 69004 Lyon, 207 pages, 70 F.



LA RÉPUBLIQUE DES CONSEILS DE BAVIERE LA SOCIÉTÉ LIBÉRÉE DE L'ETAT

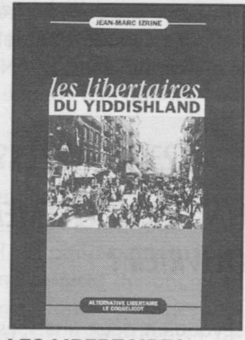
par Erich Mühsam

En 1919, le peuple allemand opta pour la voie révolutionnaire suivant en cela l'exemple russe. Dans nombre de villes allemandes il y aura des conseils ouvriers et de soldats ou une commune, comme à Berlin. Le peuple avait inventé une nouvelle forme de gouvernement : les conseils. La société sera démocratique, "horizontale", et directe plutôt que parlementaire et de délégation. La réaction sera tragique : l'alliance des forces armées aux ordres des sociaux-démocrates (les aurochs) tue et jette en prison un grand nombre d'anarchistes, de spartakistes, de communistes et de socialistes... Mühsam, en prison, écrit ce texte précis sur le déroulement politique de cette révolution unique : La République des conseils de Bavière.

Vers la Société libérée de l'Etat, interdit par le gouvernement en 1932, sera l'un des derniers textes de Mühsam. Il réfléchit aux principes d'une société idéale et émet des thèses pour se libérer de l'Etat bourgeois, des Sociaux-démocrates ou du Communisme bureaucratique.

Mühsam est un militant anarchiste allemand. Journaliste et écrivain, il assure pratiquement seul la revue Kain. Il dénonce le militarisme, participe à la grève de janvier 1918, puis au Conseil de Bavière. Condamné à quinze ans de forteresse, amnistié en 1924, membre actif du Secours Rouge, il publie de 1926 à 1931 Fanal. Ami de Landauer mais aussi de Rudolf Rocker et de Nettlau, il fut un des dénonciateurs les plus virulents du nazisme et sera arrêté dans la nuit de l'incendie du Reichstag...

La Digitale / Spartacus, 8 impasse Crozatier, 75012 Paris. 191 pages, 98 F.



LES LIBERTAIRES DU YIDDISHLAND

par Jean-Marc Izrine

Parler de l'existence d'un mouvement libertaire juif dans l'histoire universelle, paraît fort éloigné de la représentation habituelle que l'on peut se faire du judaïsme. Cependant, ce mouvement a bien existé. De la fin du XIXe jusqu'à la moitié du XXe, en Russie, en Europe occidentale, en Amérique, il a été de tous les engagements et de tous les combats révolutionnaires. Issus des milieux populaires, les libertaires juifs ont su associer identité et internationalisme. Ils sont la preuve que l'antisémitisme social qui confine le juif dans le rôle du capitaliste, est erroné et inacceptable.

Alternative libertaire et Le Coquelicot, BP 4078, 31029 Toulouse cedex 4. 95 pages, 70 F.



LA SOCIÉTÉ LINIERE DU FINISTERE

par Yves Blavier

Dans le numéro 54 de Gavroche, nous avions publié un article écrit par Yves Blavier : Les ouvriers du lin à Landerneau. Il participait des recherches contribuant à l'élaboration de sa thèse soutenue à l'Université de Bretagne. Cet ouvrage en est issu. Il retrace l'histoire passionnante d'une entreprise industrielle créée à Landerneau en 1845.

Un fonds d'archives exceptionnel permet de

reconstituer son évolution jusqu'en 1891. Equipée du matériel le plus moderne, forte de 5 000 salariés compte tenu de la sous-traitance des campagnes, La Société linière du Finistère tente alors de transformer l'industrie traditionnelle du lin.

Cet ouvrage ne se limite pas à l'étude de cette seule entreprise. A travers elle, c'est tout le contexte économique du département, transports, marchés, vie ouvrière, monde patronal, que ce livre permet de faire revivre.

Il permet de poser quelques questions : pourquoi la Basse-Bretagne a-t-elle été si peu touchée par la révolution industrielle du XIX[e] siècle ? Quels facteurs ont pu freiner son développement ? Questions qui restent d'actualité, à l'heure où il faut inventer de nouvelles activités qui permettent de suppléer aux restructurations des entreprises d'Etat...

Presses Universitaires de Rennes, Campus de la Harpe, 2 rue du doyen Denis-Leroy, 35044 Rennes cedex, 247 pages, 130 F.



LA GUERRE SOCIALE, UN JOURNAL "CONTRE" 1906-1911
Textes présentés par Raoul Vilette

Gouailleur, féroce, provocateur, mais bien informé et à la mise en page attrayante, l'hebdomadaire mythique, dirigé par le "sans-patrie" Gustave Hervé et Miguel Almereyda (père de Jean Vigo) bénéficiait de collaborateurs émérites. Parmi eux, "la féministe intégrale" Madeleine Pelletier, Eugène Merle qui créa Paris-Soir, le publiciste libertaire Sébastien Faure, les syndicalistes Emile Pouget (le Père peinard) et Georges Yvetot, ou encore le chansonnier Gaston Couté. Le Canard enchaîné, dont plusieurs des fondateurs venaient de La Guerre Sociale, lui devra beaucoup.

Ces textes vifs montrent l'envers du décor de la "Belle Epoque", la vie ouvrière et la condition féminine notamment. Mais, du fait du grand bond en arrière effectué par nos sociétés, ils dépassent cet intérêt historique et retrouvent une certaine actualité. Gageons que les bons "bougres et bougresses" d'aujourd'hui feront leur profit de ces articles bourrés d'énergie révolutionnaire qu'on ne laisserait plus publier de nos jours.

Les nuits rouges, 384 pages, 118 F.



DES VOLCANS ET DES HOMMES
par Robert Seguy

Le département de Haute-Loire est devenu, depuis une vingtaine d'années, une région privilégiée pour les chercheurs en préhistoire.

C'est l'environnement qui a conditionné l'implantation des premiers humains. La géologie particulière de la région, le relief, le réseau hydrographique, les microclimats, la diversification du couvert végétal et surtout le volcanisme, ont permis la conservation des vestiges relatifs à l'activité des premiers hommes. L'immense développement de la connaissance de l'humanité provient aussi de la ténacité et de la compétence des scientifiques.

L'auteur décrit les particularités géologiques de Haute-Loire, le volcanisme et la sédimentation des vallées et nous précise les méthodes de datation. La préhistoire est expliquée dans ses grandes périodes du quaternaire aux petits-fils de Cromagnon jusqu'à ceux de Neandertal.

Robert Seguy nous propose des itinéraires. Le parcours est édifiant parmi les sites de Chilhac, ceux de la Loire, la montagne de Denise, les abris sous roche, le bassin du Puy : Sinzelles, les Rivaux, Soleihac, le pays des dolmens et des menhirs, les volcans et les sucs velaves...

Editions du Roure, Neyzac, 43260 St-Julien-Chapteuil, 208 pages, illustrations couleur 132 F franco.



NESTOR MAKHNO, LE COSAQUE DE LA LIBERTÉ (1888-1934)
par Alexandre SKIRDA

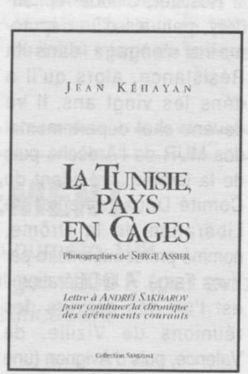
D'abord édité par l'auteur en 1982 sous le titre de *Nestor Makhno, le cosaque de l'Anarchie, la lutte pour les soviets libres en Ukraine 1917-1921*, puis réédité trois ans plus tard chez Lattès, cette biographie de Makhno était depuis longtemps épuisée. Cette troisième édition est augmentée d'un avant-propos qui insiste à juste titre sur « la revanche de l'histoire » elle a révélé « l'inanité des thèses officielles des historiens du régime et mis à nu la complaisance intellectuelle de leurs commensaux occidentaux » après « l'effondrement spectaculaire du système dit communiste » ; cependant un arrière-propos fait le point sur les découvertes historiographiques et les recherches en cours sur le sujet depuis 1991.

En presque cinq cents pages denses mais de lecture aisée, cette vie de Nestor Makhno permet de redécouvrir l'itinéraire exceptionnel d'un petit paysan ukrainien devenu le redoutable stratège d'une armée insurrectionnelle qui dût se battre sur tous les fronts contre les Blancs, les nationalistes ukrainiens, puis, après une courte et décisive période d'alliance pour défaire les généraux blancs, contre l'Armée rouge. L'épopée makhnoviste est, avec l'insurrection de Kronstadt, l'une des pages les plus remarquables de la révolution russe où s'affirma le désir, la force et la volonté de ceux d'en bas de mettre en place les organes de base d'une véritable démocratie directe d'abord contre l'ordre ancien, ensuite contre les structures oppressives d'un Parti-État revêtu des oripeaux d'une révolution manquée.

Bien entendu, l'action de Nestor Makhno et de ses partisans a été longtemps ignorée ou calomniée. À quelques exceptions près, l'histoire académique se garda bien de lever le voile sur cette tragédie, appliquant durant des décennies une grille sémantique fallacieuse sur les principaux épisodes de la révolution russe, à l'instar des historiens officiels du régime dit soviétique. Il est donc logique que cette monumentale biographie ait été écrite en dehors de toute école ou institution savante. Elle en remontrerait pourtant à beaucoup de professionnels de la discipline qui n'en ont retenu que le bon déroulement de leur plan de carrière. Malgré des décennies de falsification, cette biographie est une sorte de revanche pour tous les vaincus de l'histoire officielle et permet de réaffirmer que « la communauté des hommes libres reste à l'ordre du jour »...

Charles Jacquier

Paris, Les Éditions de Paris-Max Chaleil, 1999, 494 p., 135 F.



LA TUNISIE, PAYS EN CAGES
par Jean KÉHAYAN, (Photographies de Serge Assier)

L'indignation et la colère n'ont guère cours dans notre triste époque où le cauchemar doit être climatisé et les passions politiquement correctes et médiatiquement calibrées ; les cibles étant choisies pour ne pas causer de torts majeurs à leurs courageux attaquants. En des temps apparemment lointains, la morale commune disait que l'on ne devait pas « tirer sur les ambulances ». Aujourd'hui, la discipline fait fureur et il paraîtrait saugrenu, sinon indécent, de s'attaquer à un objectif susceptible d'une riposte conséquente : c'est ainsi que l'on juge du courage et de la lucidité par les temps qui courent...

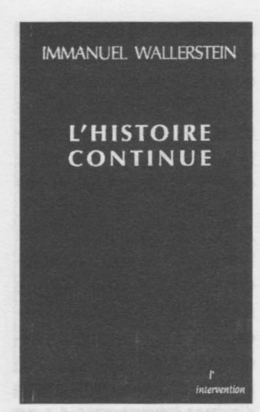
A l'encontre de ces pratiques douteuses, certains se souviennent sans doute qu'à la fin des années 70, Jean Kéhayan, journaliste du PCF, n'hésita pas à dire sans détours ce qu'il avait vu de la société soviétique après un long séjour professionnel en URSS (cf. le célèbre *Rue du prolétaire rouge* écrit avec sa compagne Nina) ; à organiser à Marseille (8-9 novembre 1980) sans appui institutionnel un grand colloque sur la situation des travailleurs en URSS, celle-ci étant le seul critère valable pour juger d'un État censé construire le socialisme depuis des décennies (cf. *Chronique des petites gens d'URSS*, Le Seuil, 1981) ; et à s'en prendre au secrétaire général du PCF lui-même, caricature du brejnevisme aux couleurs de la France (cf. *Le Tabouret de Piotr*, Le Seuil, 1980).

On lira donc avec intérêt sa charge contre un éditeur régional qui, non content de se spécialiser dans une production d'une consternante médiocrité, ajoute désormais à ses titres de gloire le livre de complaisance pour dédouaner un régime de ses tares et en faire un parangon de démocratie. Ecrit simplement, mais animé d'une saine colère, Jean Kéhayan retrouve sa verve d'antan, son combat contre le mensonge et l'imposture ne se divisant pas.

Alors que tous se taisent, ce court texte touche juste et frappe fort. S'il parvient à rompre la loi du silence, nul doute qu'il aura contre lui, selon le mot de Péguy, « tous les salauds de tous les partis ».

C. J.

Marseille, Collection Samizdat, 1999. Éditions Samizdat 62, rue Sainte 13001 Marseille (le volume 60 F, port inclus).



L'HISTOIRE CONTINUE

par Immanuel Wallerstein

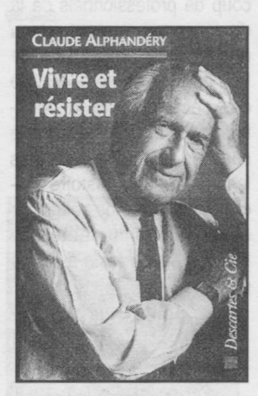
Dans ce petit livre, Immanuel Wallerstein, historien de renommée internationale et directeur du centre Fernand Braudel de l'université de Binghampton (État de New York), revient sur les grandes tendances de l'histoire du siècle (I. « le concept de développement national (1917-1989) ; II. « La guerre froide et le Tiers Monde : le bon vieux temps ? ») pour envisager les voies possibles de notre avenir (III. « Paix, stabilité, légitimité (1990-2025 / 2050) »).

Contre ceux qui ont vu dans la chute du Mur de Berlin, terme ultime de la guerre froide, une fin de l'histoire annonçant un avenir radieux et pacifié, I. Wallerstein affirme que « les cinquante ans qui viennent seront la période d'une transformation profonde du système-monde dans lequel nous nous trouvons et autour de laquelle il y aura une lutte assidue, sans doute féroce, et d'une issue incertaine... » De même contre ceux qui proclament la supériorité du capitalisme anglo-saxon et la prééminence des États-Unis pour s'en réjouir ou s'en inquiéter, il analyse le déclin de l'empire américain. Celui-ci s'accompagne de la montée en puissance de l'Union européenne et du Japon luttant avec lui pour le leadership mondial dans un contexte de crise du capitalisme qui verra les classes dangereuses, en panne d'espérance, affirmer la nécessité d'un autre futur.

On pourra sûrement contester telle ou telle de ses analyses de l'histoire du siècle mais, globalement, ce petit livre est une invitation à penser les grandes orientations des années à venir loin des grands récits réconfortants où la prospective n'est qu'une variante plus ou moins optimiste du maintien du statu quo. L'avenir n'est écrit nulle part, et Wallerstein ne prétend pas posséder le savoir de son devenir. Il s'attache seulement à remplacer les slogans et la propagande par une analyse des trends séculaires à l'intérieur desquels la part du choix des hommes et des femmes qui font l'histoire reste décisive. Que ressortira-t-il de cette crise pour la reconstruction d'un nouveau système-monde et pour l'avenir de l'humanité ? « C'est ce que, tout à la fois, il ne nous appartient pas de savoir, et ce dont il nous revient de décider ».

C. J.

La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1999, 104 p., 75 F.



VIVRE ET RESISTER

par Claude Alphandéry

Résister, Claude Alphandéry, petit-fils d'un député-maire s'engage dans la Résistance, alors qu'il a dans les vingt ans. Il va devenir chef départemental des MUR de l'Ardèche puis de la Drôme, président du Comité Départemental de Libération de la Drôme, nommé préfet intérimaire par Yves Farge. A la Libération il est l'un des acteurs des réunions de Vizille, de Valence, puis d'Avignon (une quarantaine de CDL représentés), qui tentent de mettre en place une nouvelle administration, progressiste et sociale, gaulliste mais...

Et puis c'est cinquante ans de la vie politique française. Attaché de presse à l'ambassade de France à Moscou, il assiste aux débuts de la guerre froide, revient à Paris, entre à l'ENA et adhère au Parti communiste pour dix ans. Il va étudier aux Etats-Unis le fonctionnement du système capitaliste, passe dans le secteur privé et en 1964 devient président de la Banque de la Construction et des Travaux Publics. En 1969, il est désigné comme président de la commission de l'habitat du VI[e] plan. En 1973 il adhère au Parti socialiste et devient membre de sa commission économique, et suscite l'ire de François Mitterrand. Depuis 1991 il est président du Comité national d'insertion par l'économie, essayant de résister à la misère qui frappe chômeurs et handicapés.

Cinquante ans de la vie politique française par un homme qui a rencontré de Gaulle, Mitterrand, Thorez, s'est entretenu avec Yves Farge, Mendès France, etc. qui a été grand commis de l'Etat, banquier privé, patron progressiste, dénonce les contraintes de la propriété foncière, les archaïsmes et les blocages des administrations et cherche la voie des réformes. Un parcours riche, des idées généreuses.

André Simon

Vivre et Résister, Descartes et Cie, 92 F.



LES GREVES DE 1947

par Robert Mencherini

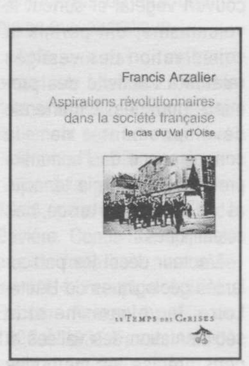
Au printemps 1947 le Parti communiste est évincé du gouvernement : reflet de la guerre froide ? Quelques semaines avant, de Gaulle a créé le RPF. En septembre, neuf partis communistes créent un bureau d'information (le Kominform). En avril-mai le mécontentement de la classe ouvrière s'est manifesté lors de la grève chez Renault. En novembre-décembre des grèves dures et manifestations avec morts d'hommes se déroulent en France, à Marseille en particulier. Est-on entré dans une période insurrectionnelle dirigée en sous-marin par le parti communiste ? Gaston Defferre, dirigeant socialiste, va dénoncer le chef d'orchestre clandestin et Jules Moch se glorifiera d'avoir sauvé la République...

La scission syndicale, avec la création de la CGT-FO, puis de la FEN, est l'une des conséquences.

Robert Mencherini a dépouillé les archives du parti communiste et celles de Jules Moch. Il retrace le déroulement des grèves, les heurts, les sabotages, les violences. Mais le seul souci de Staline est de lutter contre les Américains et le plan Marshall. Maurice Thorez, dans cette perspective, insiste sur la nécessaire union avec les patrons patriotes (voir pages 106-107, 242-243, 249). Mais les communistes de base ont tendance à voir dans le Kominform l'annonce d'actions combatives. Sans doute ne faut-il pas schématiser un ouvrage qui offre une documentation fort abondante et qui va devenir la référence pour étudier et comprendre cette période.

A. S.

Guerre froide, grèves rouges. Parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France. Les grèves insurrectionnelles de 1947-1948. Préface de Maurice Agulhon. Editions Syllepse. 140 F.



ASPIRATIONS RÉVOLUTIONNAIRES DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE, LE CAS DU VAL D'OISE

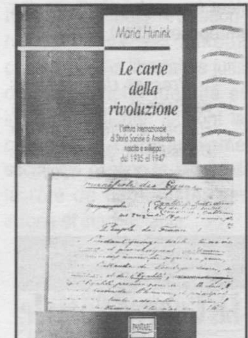
Par Francis Arzalier

Francis Arzalier, fait revivre, à travers un récit mêlé d'entretiens avec des militants, les visages de ceux qui animèrent les luttes sociales et politiques dans le Val-d'Oise, département qui ne fut créé qu'en 1964.

Ces témoignages montrent les espoirs, les victoires et les erreurs de militants appartenant exclusivement au PCF. Enregistrés en 1984 par l'auteur et Monique Sanchez dans le cadre d'une thèse universitaire soutenue à Paris I en 1991, ces cassettes sont déposées au Musée de l'Histoire vivante à Montreuil ainsi qu'aux archives d'Argenteuil.

Une intéressante contribution à l'histoire sociale à travers le militantisme communiste.

Le Temps des Cerises, 6 Avenue Edouard Vaillant, 93500 Pantin, 195 pages, 120 F.



LE CARTE DELLA RIVOLUZIONE L'ISTITUTO INTERNAZIONALE DI STORIA SOCIALE DI AMSTERDAM NASCITA E SVILUPPO DAL 1935 AL 1947

par Maria Hunink

Tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du mouvement ouvrier connaissent l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam. Parmi eux, peu, sans doute, imaginent quelles furent les circonstances de sa naissance, pas plus que la personnalité de ses fondateurs (le Pr. N. W. Posthumus et Nehemia de Lieme) ou le rôle joué par ses principaux collaborateurs (Annie Adama van Scheltema, Arthur Lehning, Boris Nicolaïevsky, Adolf Ruter, Boris Sapir et Boris (Souvarine) dans la constitution de son fonds.

Le livre de Maria Hunink permet de connaître cette époque héroïque et de savoir comment il put rassembler des archives d'une richesse exceptionnelle (bibliothèque et archives de

Max Nettlau, collections de Lucien Descaves, bibliothèque du Bund et du SPD, etc.). Cependant, le 7 novembre 1936, l'annexe parisienne de l'Institut fut la victime d'un cambriolage perpétré par les services soviétiques afin de dérober des archives de Léon Trotsky — récemment déposés par son fils, Léon Sedov — en vue de préparer les « scénarios » des second et troisième procès de Moscou. Avec l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne et la marche vers un second conflit mondial, un autre danger menaçait aussi l'ensemble des archives du mouvement ouvrier. L'Institut entreprit nombre de démarches afin de sauvegarder des fonds restés en Allemagne sous le nazisme, puis réussit à préserver une grande partie de ses collections durant la Seconde Guerre mondiale.

Les pionniers de l'Institut avaient « en commun le goût des recherches historiques et le souci de la documentation en matière de sciences sociales » (B. Souvarine). Sans sectarisme politique, mais avec une rigueur toute scientifique, ils purent ainsi sauvegarder la mémoire de tous les courants du mouvement ouvrier, menacée par le désintérêt ou l'oubli des contemporains mais aussi, et surtout, par les tentatives de destruction ou de falsification des régimes totalitaires.

C. J.

Milano, Edizioni Pantarei Via L. Solera Mantegazzi, 6 I-20121 Milano, 1998, 218 p., 20 000 Lires.

REVUES



RECHERCHES SOCIALISTES N° 6 ET N° 7

A l'heure où la situation suscite à droite remaniements et ruptures, refusant la tentation des failles idéologiques, Recherches socialistes rappelle, autour de l'image jaurésienne, l'édification d'un socialisme français fidèle à ses fondements. Pluriel et intégrateur, le N°6 procède selon le fil conducteur de cette éthique intellectuelle et politique. La structure s'articule autour de 3 mouvements : 1°) Pouvoir municipal et socialiste ; 2°) Il faut savoir tuer le père pour mieux le réintégrer ensuite (Jaurès) ; 3°) Deux discours de Jaurès à la jeunesse.

Le N°7 consacre le 30ème anniversaire de l'OURS, réaffirmant clairement la ligne de partage entre le parti du savoir et celui du savoir-faire, il pose, selon Guy Mollet la question de l'essence du pouvoir. L'enquête du chapitre 2 nous en donne la clé car il s'agit bien de lutter contre l'exploitation du capital par l'union des forces du travail. Les têtes pensantes de Pierre Mauroy à François Hollande définissent le concept de socialisme démocratique issu de cette dialectique d'union.

Avec ces deux numéros, l'OURS nous propose clairement à la manière Kantienne une définition universelle, bien que toute française, des valeurs sociales.

Elisabeth Commun



CLEFS POUR L'HISTOIRE N°5

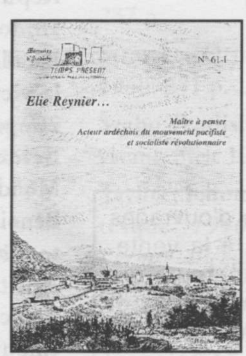
Dans ce numéro, on relève un article fort intéressant de Gilles Ragache sur une bévue commise par De Gaulle à la fin de 1941 : L'affaire de Saint-Pierre-et-Miquelon. Peu de jours après l'attaque japonaise contre Pearl Harbor, De Gaulle donne ordre à l'amiral Muselier de s'emparer des îles Saint-Pierre-et-Miquelon sans en aviser ses alliés américains et canadiens. Cette décision n'améliore pas son prestige auprès de Roosevelt, et crée des dissensions dans ses propres troupes.

Au sommaire également :

- *Partir en Amérique (aux 17e et 18e siècles)*, par Claude Ragache.
- *Le grand dérangement (l'odyssée des Acadiens)*, par Colette Lassner.
- *Quand le Canard était vraiment enchaîné (Presse et censure pendant la grande guerre)*, par Laurent Martin.
- *Louis XIV et le symbole solaire*, par Aurore Mattei.
- *Drapeau rouge ou drapeau tricolore*, par Danielle Tartakomsky.

...

Clefs pour l'histoire, BP 10, 78121 Crespieres. Le numéro 35 F.

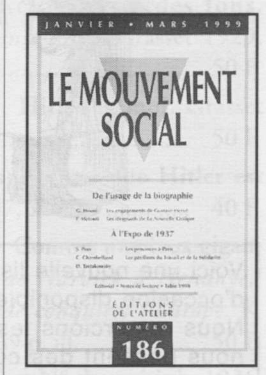


MÉMOIRE D'ARDECHE N° 61

L'association Mémoire d'Ardèche et Temps Présent a consacré le N° 61 (2 tomes) à Elie Reynier, professeur à l'Ecole normale de Privas dans l'entre-deux-guerres, syndicaliste, militant socialiste et pacifiste, interné au camp de Chabanet en Ardèche, président départemental de la Ligue des Droits de l'Homme.

Avec Elie Reynier, c'est l'histoire de la première moitié de ce siècle avec ses espoirs et ses déceptions. Le premier tome de la publication présente la personnalité d'Elie Reynier et analyse son époque. Le deuxième publie ses notes inédites, écrites au camp de Chabanet en 1940, où il était interné en tant que communiste, ainsi que des extraits de sa correspondance, des études sur ses origines, sa bibliothèque, son œuvre.

Mémoire d'Ardèche et Temps Présent, Archives de l'Ardèche, Place A. Malraux 07000 Privas. Les 2 fascicules 121 F franco.



LE MOUVEMENT SOCIAL N° 186

Au sommaire de ce numéro :

- Gustave Hervé, cas pratique de biographie, par Gilles Heuré.
- Les "garde-fous". Trajectoires biographiques et obéissance politique : l'exemple du groupe dirigeant de La Nouvelle Critique, par Frédérique Matonti.
- Les provinces à Paris : le Centre régional à l'Exposition internationale de 1937, par Shanny Peer.
- Le mouvement syndical à l'Exposition internationale de 1937, par Colette Chambelland et Danielle Tartakowsky.

Editions de l'Atelier, 12 Avenue de la Sœur Rosalie, 75013 Paris, Le numéro 85 F.



BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 108

Un an 5 numéros (dont 1 double) : 170 F — Etranger : 200 F (par avion)

Tarif spécial étudiant : 145 F sur justification.

Nom .... Prénom ....

Profession ....

Adresse ....

Code postal .... Ville ....

Adresser bulletin et titre de paiement à : Editions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex

CCP 5027 58 E ROUEN

L'amateur de livres



Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, de préférence, que les livres sont encore disponibles. Merci !

Ailleret (Gal Charles), L'aventure atomique française. *Comment naquit la force de frappe.* Grasset 1968, 404 p. ..... 60 F

Allainmat (Henry), L'Epreuve. *Le "bagne" de la Légion.* Balland 1977, 222 p. .... 45 F

Armengaud (Gal), Batailles politiques et militaires sur l'Europe Témoignages (1932-1940). Ed. du Myrte 1948, 341 p. .... 60 F

B. (Raoul), Journal du Siège ou la vie d'un provincial assiégé dans Paris en 1870. Corps 9 éd. 1984, 222 p. .... 50 F

Bainville (Jacques), La Troisième République. Plon 1936, 231p. (rousseurs) .... 45 F

Bainville (Jacques), La Fortune de la France. Plon 1937, 364 p. .... 60 F

Ball (George), Les Etats-Unis face à leur puissance. Laffont 1968, 369 p. ... 50 F

Barber (Noël), La nuit tombe sur Singapour. *Coll. Ce jour-là.* 286 p. .... 40 F

Barbou (Alfred), Les Trois Républiques françaises - Histoire populaire de la République en France. A. Duquesne 1879, 311 p. (couv. refaite) .... 50 F

Bataille (V.) et Paul (P.), Des mutineries à la victoire (1917-1918). Laffont 1965, 269 p. .... 50 F

Belden (Jack), La Chine ébranle le Monde. Gallimard 1951, 569 p. ... 60 F

Benoist-Méchin, La Moisson de Quarante. *Journal d'un prisonnier de guerre.* A.Michel, 379 p. .... 50 F

Blanc (E.) et Delhoume (Léon), La vie émouvante et noble de Gay-Lussac. Ed. du comité Gay-Lussac, Limoges 1950, 278 p. .... 60 F

Blum (Léon), L'Histoire jugera. Ed. Diderot 1945, 337 p. .... 60 F

Bonnet (Cdt Gabriel), Les campagnes dans la jungle de Birmanie. Berger-Levrault 1949, 325 p. .... 60 F

Canu (Jean), Louis XIII et Richelieu. A.Fayard 1944, 361 p. .... 50 F

Carell (Paul), Opération terre brûlée. *La bataille à l'Est à partir de 1943.* R.Laffont 1968 ill., 576 p. .... 50 F

Castelnau (Jacques), Catherine de Médicis. Hachette 1954, 224 p. .... 40 F

Chambrun (René de), Pierre Laval devant l'Histoire. France-Empire 1983, 398 p. .... 50 F

Chesnelong (Charles), L'avènement de la République (1873-1875). *Mémoires publiés par son petit-fils.* Lib. Acad. Perrin 1934, 247 p. .... 50 F

Dansette (Adrien), Deuxième République et Second Empire. A.Fayard 1942, 344 p. .... 50 F

Débuchy (Victor), L'étrange histoire des armes secrètes allemandes. France-Empire 1978, 361 p. ill. .... 45 F

Delarue (Jacques), Histoire de la Gestapo. Fayard 1962, 399 p. .... 60 F

Dousset (Roselène), Colonialisme et contradictions. *Etudes sur les causes socio-historiques de l'Insurrection de 1878 en Nouvelle-Calédonie.* Mouton & Co 1970, 208 p. ill. index .... 70 F

Duhelly (Jacques), Philosophie de la guerre. F.Alcan 1921, 217 p. (couv. refaite) .... 45 F

Durand (Pierre), Les Français à Buchenwald et à Dora. Editions Sociales 1977, 318 p. ill. .... 60 F

Eramo (Luce d'), Le détour. *Dans l'allemagne de 1944, une jeune italienne se perd et se retrouve.* Denoël 1979, 422 p. .... 40 F

Fabre-Luce (Albred), Caillaux. Gallimard 1933, 285 p. index .... 50 F

Fath (El), La Révolution palestinienne et les Juifs. Ed. de Minuit 1970, 70 p. .... 30 F

Florentin (Eddy), Der Rückmarsch, la retraite de Normandie. Presses de la Cité 1974, 524 p. ill. .... 70 F

George-Anquetil, Satan conduit le bal. *Roman pamphlétaire & philosophique des moeurs du temps.* Ed. George-Anquetil 1925, 536 p. .... 45 F

Gheusi (P.-B.), Le roman de Gambetta. Ed. Baudinière 1938, 239 p. doc. et ill. .... 60 F

Gide (André), Retour de l'U.R.S.S. . Gallimard 1936, 127 p. .... 50 F

LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants :

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	20,00
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal

Ibarruri (Dolorès), Mémoires de la Pasionaria. Julliard 1964, 443 p. rel. d. bas. .... 90 F

Irving (David), La maison des virus. *Hitler et la bombe atomique.* R.Laffont 1968, 349 p. .... 50 F

Jaurès (Jean), La Formation Révolutionnaire de la Nation Française. La Presse socialiste, 1922, 191 p. .... 40 F

Keats (John), Les soldats oubliés de Mindanao. R.Laffont 1965, 347 p. ..... 50 F

Kerdellant (Christine), Les nouveaux condottières. *Dix capitalistes des années Mitterrand.* Calmann-Lévy 1992, 335 p. .... 40 F

Kunstler (Charles), La vie quotidienne sous Louis XVI. Hachette 1950, 348 p. .... 45 F

Laffargue (Jean), L'évêque et le préfet. *Essai.* Les Ed. Ouvrières 1971, 87 p. .... 30 F

Lamarzelle (Gustave de), L'Anarchie dans le monde moderne. Gabriel Beaichesne 1919, 472 p. .... 70 F

Lancken (Baron von der), Mémoires. *Mes trente années de service.* Gallimard 1931, 253 p. .... 45 F

Larsen (Egon), Une flamme derrière les barbelés. *Histoire d'Amnesty International.* A.Michel 978, 252 p. ill. index .... 45 F

Launay (Michel), Le Syndicalisme en Europe. Imprimerie Nationale 1990, 504 p. index .... 100 F

Loliée (Frédéric), Les Femmes du Second Empire. Bibl. Historia 1954, 251 p. ill. .... 60 F

Louessard (Laurent), La Révolution de Juillet 1830. Spartacus 1990, 250 p. ill. .... 70 F

Marabini (Jean), La vie quotidienne à Berlin sous Hitler. Hachette 1985, 248 p. .... 50 F

Martin-Chauffier (Simone), A bientôt quand même... *La vie de la famille Martin-Chauffier pendant l'Occupation.* Calmann-Lévy 1976, 380 p. .... 40 F

Marchal (J.) et Lecaillon (J.), La Répartition du Revenu National. Ed. Génin 1958. 3 vol : T.I, les Salariés 667 p. ; T.II, les non-Salariés 388 p. ; T.III, Les Modèles (classique et marxiste) 393 p. L'ensemble des 3 vol. .... 200 F

Maurois (André), Les Origines de la Guerre de 1939. Gallimard 1939, 62 p. .... 35 F

Missoffe (Michel), Le Conventionnel Gossuin (1758-1827). Flammarion 1931, 285 p. index .... 50 F

(Mugnier), Journal de l'Abbé Mugnier (1879-1939). Mercure de France 1985, 640 p. index .... 70 F

Nieuwland (N.) et Tschoffen (M.), La légende des Francs-Tireurs de Dinant (Belgique). Duculot, Gembloux 1928, 86 p. .... 35 F

Pagniez (Yvonne), Evasion 44. Ouest-France 1978, 199 p. .... 40 F

Pagniez (Yvonne), Ils ressusciteront d'entre les morts. Ouest-France 1979, 197 p. .... 40 F

Perré (Jean), Les mutations de la Guerre Moderne. *De la Révolution française à la Révolution nucléaire (1792-1962).* Payot 1962, 419 p. .... 70 F

Plessy (B.) et Challet (L.), La vie quotidienne des mineurs au temps de Germinal. Hachette 1984, 339 p. .... 50 F

Pottecher (Maurice), Jules Ferry. Gallimard 1930, 250 p. .... 45 F

Rémy, La Résistance a commencé le 3 septembre 1939. Plon 1979, 422 p. .... 50 F

Revel (Jean-François), La Connaissance inutile. Club Express 1988, cart. 403 p. index .... 60 F

Rostand (Jean), L'Homme. *Introduction à l'étude de la biologie humaine.* Gallimard 1943, 197 p. .... 45 F

Rothberg (Abraham), Les mille portes. Gallimard 1966, 267 p. .... 45 F

Séguy (Georges), Lutter. Stock 1975, 366 p. .... 30 F

(Spartacus) N° 5 mai 1948, La vie héroïque de Rosa Luxembourg - La Révolution russe. 47 p. .... 30 F

Stéphane (Marc), La cité des fous. *Souvenirs de Sainte-Anne.* Grasset 1929, 237 p. .... 50 F

Strasser (Otto), Hitler et moi. Grasset 1940, 251 p. .... 50 F

Szabo (Ladislas), Je sais que Hitler est vivant. Sfelt 1947, 211 p. .... 40 F

Taylor (Telford), Comme une faux gigantesque. *1940, de Narvick à Hendaye, l'armée allemande conquiert l'Europe.* R. Laffont 1968, 469 p. ill. .... 50 F

(Temps Modernes) N° de mai-juin 1936. 2° année N° 4 .... 30 F

(Temps Modernes) N° de Janvier 1937. 3° année N° 1 .... 30 F

Trystram (Florence), Le Procès des Etoiles. *Récit de la prestigieuse expédition de trois savants français en Amérique du Sud (1735-1771).* Seghers 1979, Cart. 269 p. ill. .... 70 F

Vovelle (Michel), Théodore Desorgues ou la désorganisation. *La vie d'un poète, Aix-Paris 1763-1808.* Seuil 1985, 291 p. .... 60 F

Willette (Luc), Raoul Rigault 25 ans, communard, chef de la police. Syros, 1984, 185 p. .... 45 F

Zévaès (A.), Histoire de la IIIe République. *4 septembre 1870-21 octobre 1945.* Ed. Nelle Revue Critique 1946, 411 p. index .... 70 F



— Dire qu'il va falloir reprendre le boulot ! ...